338.984(47)

N. KHROUCHTCHEV

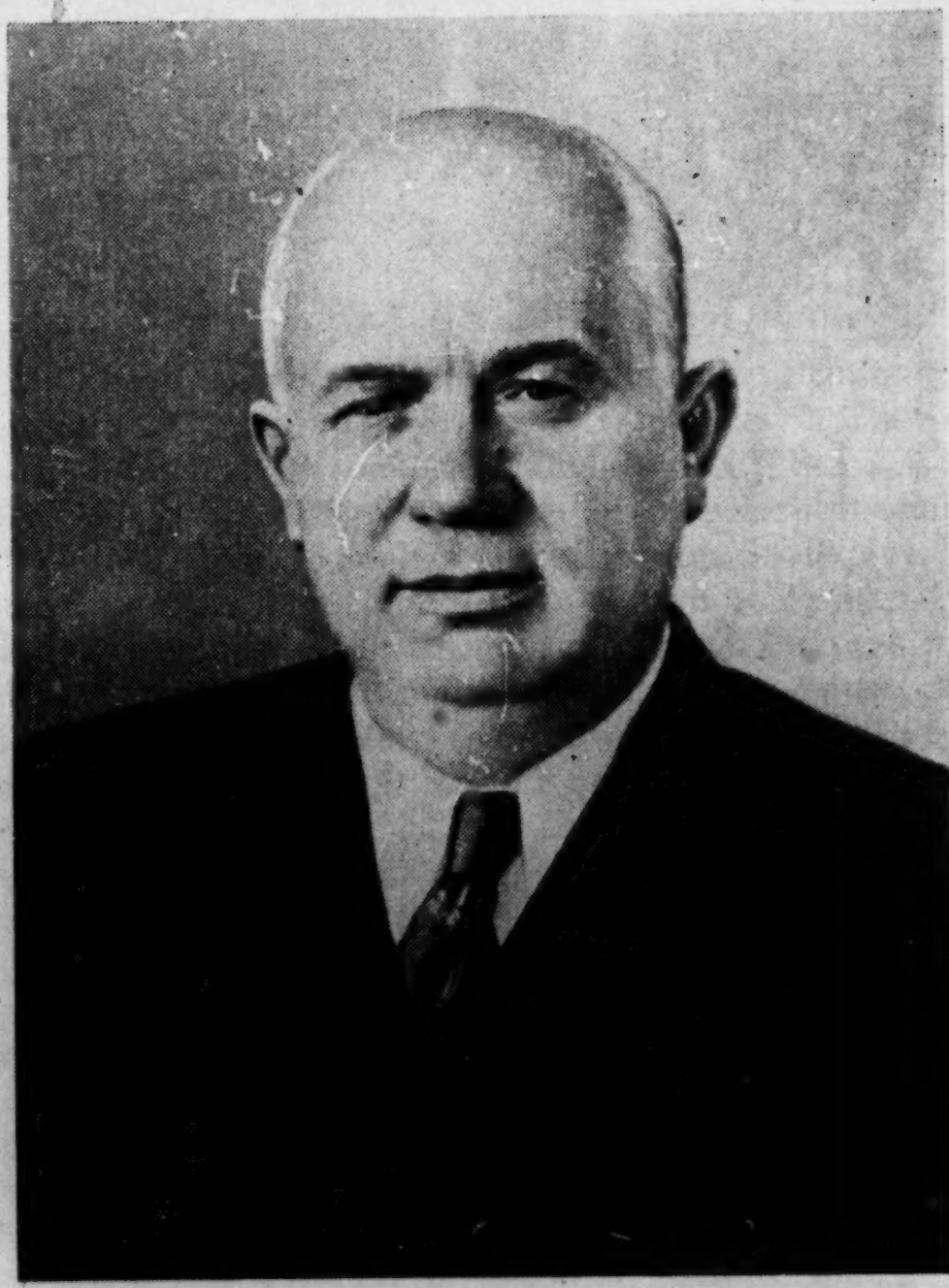
LES CHIFFRES DE BASE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE DE L'U.R.S.S. POUR 1959-1965

Rapport au XXIe Congrès Extraordinaire du Parti communiste de l'Union Soviétique 27 janvier 1959

☆

INTERNATIONAL INSTITUTE FOR LABOUR STUDIES
5 JAN 1982
LIBRARY

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES
Moscou 1959



Camarades,

Le XXIe Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique s'est réuni pour examiner les chiffres de base du développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1959-1965. Notre Congrès aura à discuter le programme de l'édification du communisme en Union Soviétique, un nouvel essor de l'économie, de la culture et du bien-être des travailleurs. C'est un programme grandiose, sans précédent dans l'histoire. Compte tenu de l'importance considérable du plan septennal de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S., la Session plénière du Comité central qui s'est tenue en septembre 1958 a jugé nécessaire de convoquer un congrès extraordinaire de notre parti pour la discussion de ce plan.

Trois ans se sont écoulés depuis le XXe Congrès du parti. Au cours de ces années, notre patrie soviétique a continué à avancer avec assurance dans la voie léniniste vers le communisme, elle a encore renforcé sa puissance, et accru son prestige international dans la lutte pour le raffermissement de la paix et de l'amitié entre les peuples. Mettant en œuvre les décisions du XXe Congrès du parti et des Sessions plénières du Comité central qui l'ont suivi, le peuple soviétique a remporté des succès remarquables dans le développement de l'industrie et de l'agriculture, de la science et de la culture. Le niveau de vie des travailleurs de la ville et de la campagne s'est élevé notablement.

La période envisagée a montré l'importance historique des décisions du XX[e] Congrès du parti tant pour l'édification du communisme en U.R.S.S. que pour tout le mouvement communiste et ouvrier international. Le monde du socialisme est devenu plus solide, plus uni et plus inébranlable que jamais. Il exerce une influence décisive sur le progrès de l'humanité. On peut dire à bon droit que les pays du socialisme sont à la tête de tout ce qui est progressiste. Les succès éminents de l'Union Soviétique, de la République populaire de Chine, de tous les pays du camp socialiste montrent de quelles grandes réalisations est capable le peuple travailleur quand il est devenu le maître de sa vie et de ses destinées.

Les victoires historiques des pays du socialisme incarnent la grande force transformatrice des idées du marxisme-léninisme, qui éclairent aux peuples la voie de la paix, de la démocratie et du progrès, la voie d'un avenir radieux pour toute l'humanité.

Camarades, à notre Congrès sont présentes les délégations des partis communistes et ouvriers de 70 pays. Permettez-moi, au nom de notre Congrès, au nom de tout le parti, au nom du peuple soviétique, de saluer une fois de plus cordialement nos chers hôtes, les dirigeants des partis marxistes-léninistes frères. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

I

LES GRANDES VICTOIRES DU PEUPLE SOVIETIQUE

Camarades,

Peu après la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, V. Lénine, parlant du programme de notre parti, disait : « En abordant les transformations socialistes nous devons nous représenter nettement le but que visent en définitive ces transformations, notamment le but de l'édification de la société communiste. » (V. Lénine Œuvres, t. 27, p. 103.)

Ce grand but, l'édification du communisme dans notre pays, a toujours entraîné et entraîne sans cesse le peuple soviétique à de nouveaux exploits.

En appliquant une politique d'industrialisation du pays et de collectivisation de l'agriculture, notre peuple, sous la conduite du parti et de son Comité central, à la tête duquel J. Staline a été pendant de longues années, a opéré de profondes transformations. Notre parti et le peuple soviétique, surmontant toutes les difficultés, brisant la résistance des ennemis de classe et de leurs agents, trotskistes, opportunistes de droite, nationalistes bourgeois, etc., ont remporté des victoires historiques, ont édifié la société socialiste nouvelle. Notre pays jadis arriéré est devenu un puissant Etat socialiste industriel et kolkhozien. A l'heure actuelle, pour le volume de la production

industrielle, l'U.R.S.S. occupe la première place en Europe et la deuxième dans le monde.

Nos plans de l'économie nationale sont exécutés avec succès d'année en année. La production industrielle globale a été multipliée par 36 fois par rapport à 1913, tandis que la production des moyens de production s'est accrue de 83 fois, et celle des constructions mécaniques et des industries de travail des métaux de 240 fois.

Le plan de 1958 a été rempli avec succès dans toutes les branches de l'économie nationale. En un an la production industrielle a augmenté de 10% au lieu des 7,6%, prévus par le plan. Le plan de production a été rempli et dépassé par toutes les républiques fédérées et tous les sovnarkhoz. D'importants succès sont enregistrés dans l'agriculture. Le plan général des travaux de construction et de montage ainsi que le plan de la construction de logements ont été dépassés.

En 1958 on a produit en U.R.S.S. environ 55 millions de tonnes d'acier, l'extraction du pétrole y a atteint 113 millions de tonnes et la production de l'énergie électrique 233 milliards de kWh. A présent on produit chez nous par mois plus d'acier et on extrait plus de pétrole qu'au cours de toute l'année 1913. La production de l'énergie électrique en trois jours égale la production annuelle de la Russie d'avant la Révolution.

Nous nous réjouissons tous d'un indice aussi imposant du développement économique que l'accroissement des investissements de capitaux dans l'économie nationale. Dans l'après-guerre le volume des capitaux investis s'est élevé, aux prix actuels, à plus de 1 600 milliards de roubles. Rien qu'en 1958, 235 milliards de roubles de capitaux ont été investis, ce qui représente une somme supérieure à celle des années des premier et deuxième plans quinquennaux.

Les économistes et les politiciens bourgeois avaient prédit plus d'une fois que l'Union Soviétique, après avoir relevé son économie nationale après la guerre, se verrait

obligée d'en ralentir le développement. Mais ces prophéties se sont dissipées en fumée. L'économie soviétique continue à se développer à des rythmes rapides.

L'envergure de la production industrielle et ses cadences d'accroissement ont été atteintes grâce à une large utilisation des réalisations les plus récentes de la science et de la technique. Le progrès technique constant de toutes les branches de l'économie nationale est assuré avant tout par le développement de l'électrification et des constructions mécaniques, surtout des machines-outils et des appareils divers, des moyens de mécanisation et d'automatisation complètes de la production, de la radio-électronique, de l'électrotechnique. Rien que ces trois dernières années, on a créé et mis en service plus de 4 500 nouveaux types de machines, de mécanismes et d'appareils.

Grâce au progrès technique et à l'émulation socialiste de tout le peuple, la productivité du travail s'élève constamment. En 1958, par rapport à 1913, la productivité du travail des ouvriers dans l'industrie a presque décuplé, et ceci malgré une diminution considérable de la durée de la journée de travail. Par rapport à 1940, le rendement du travail dans l'industrie par ouvrier a été multiplié l'année passée par 2,6, et dans la construction par 2,4.

La réorganisation de la gestion de l'industrie et de la construction a été un facteur capital pour l'accélération du développement de l'économie nationale. Malgré la création relativement récente des sovnarkhoz, on a vu se révéler les avantages considérables de la nouvelle forme de gestion de l'industrie, la direction des entreprises est devenue plus concrète. Les rythmes de l'accroissement de la production industrielle se sont élevés, l'utilisation des réserves potentielles de la production et des richesses naturelles du pays s'est améliorée, l'activité et l'esprit d'initiative des ouvriers, des ingénieurs et des techniciens se sont développés, l'émulation socialiste a reçu une nouvelle

impulsion. Des conditions favorables ont été créées pour une spécialisation et une coopération plus poussées. Durant ce temps, le nombre des entreprises n'arrivant pas à exécuter leur plan a diminué de plus d'une fois et demie.

Dans la première année de travail des sovnarkhoz, l'accroissement de la production industrielle dépasse de 17 milliards de roubles celui de l'année précédente. En 1957 et en 1958, le plan d'élévation de la productivité du travail et de diminution des prix de revient de la production industrielle a été dépassé. L'économie en sus du plan, réalisée grâce à la diminution du prix de revient, a dépassé au total durant cette période 10 milliards de roubles. Il faut cependant noter que nous avons encore bon nombre d'entreprises retardataires qui n'arrivent pas à exécuter leur programme. Il est indispensable de continuer à perfectionner la gestion de la production, de mettre à nu les insuffisances dans le travail de l'industrie, de les éliminer et de mieux utiliser les réserves.

Notre pays enregistre de remarquables succès dans le développement de l'agriculture socialiste. La Session plénière du C.C. du P.C.U.S. qui s'est tenue en décembre de l'année passée, a fait le point du développement de l'agriculture au cours des cinq dernières années, a critiqué les insuffisances et a fixé les tâches essentielles d'accroissement de la production agricole. Cette Session a été, en somme, le compte rendu d'activité politique du parti devant le peuple sur l'exécution, au cours de ces cinq dernières années, des mesures prises en vue d'obtenir un essor considérable de l'agriculture.

On sait que dans le passé des erreurs et des insuffisances graves ont été commises dans la direction de l'agriculture. Pendant des années, nombre de kolkhoz sont restés économiquement faibles, le développement de la production agricole était freiné et son niveau ne correspondait pas aux besoins accrus du pays en vivres et matières premières agricoles. L'état de l'agriculture était grave

à cette époque et pouvait avoir de dangereuses conséquences quant à la progression du pays des Soviets vers le communisme. A la Session plénière de septembre 1953 et aux Sessions suivantes du Comité central, ainsi qu'au XX^e Congrès, notre parti a soumis à une vive critique les erreurs dans la gestion de l'agriculture, a écarté de son chemin tout ce qui empêchait le développement des kolkhoz et des sovkhoz, et a dressé un vaste programme d'essor de l'agriculture.

Pour surmonter le retard dans l'agriculture et pour assurer sa progression il a fallu de gros efforts du parti, de la classe ouvrière, de la paysannerie kolkhozienne et des intellectuels soviétiques. Le parti a effectué un grand travail politique et d'organisation dans les masses, un grand nombre d'importantes questions économiques concernant le développement de l'agriculture socialiste ont été tranchées, le principe de l'intéressement matériel de tous les travailleurs de la campagne à l'accroissement de la production agricole a été rétabli. Les kolkhoz et les sovkhoz ont été renforcés de cadres de spécialistes, de mécanisateurs et de dirigeants. L'agriculture a été dotée de centaines de milliers de tracteurs et de moissonneuses-batteuses, de millions de machines et outils divers. Les capitaux investis par l'Etat dans l'agriculture ont atteint en cinq ans près de 100 milliards de roubles.

Sur l'appel du Comité central du parti, les travailleurs de l'U.R.S.S. ont mis en culture des dizaines de millions d'hectares de terres nouvelles. Ce fut un exploit héroïque du peuple soviétique. A sa Session plénière de décembre, le Comité central a noté que grâce à la mise en valeur des terres vierges, le pays a stocké au cours des cinq dernières années des milliards de pouds de grain supplémentaires ; en outre, non seulement les frais occasionnés par le défrichage des terres vierges ont été amortis, mais le pays a obtenu, suivant les chiffres de l'Office central des statistiques et du ministère des Finances, un revenu net de plus de 18 milliards de roubles.

Le succès des mesures prises par le parti et approuvées et soutenues par tout le peuple soviétique, a permis de liquider en un bref délai le retard de l'agriculture et de consolider l'économie des kolkhoz et des sovkhoz, de réorganiser les stations de machines et de tracteurs, d'établir de nouvelles modalités et conditions de stockage des produits agricoles.

Comme l'a indiqué la Session de décembre du Comité central, les mesures élaborées et réalisées par le parti en vue du développement de l'agriculture sont véritablement révolutionnaires, et apportent d'admirables fruits à notre pays. En 1958 on a stocké 3 500 millions de pouds de grain, ce qui représente 1 600 millions de pouds de plus qu'en 1953. Au cours de la dernière période quinquennale par rapport aux cinq années précédentes la production annuelle moyenne du grain a augmenté de 39%. C'est là, camarades, une victoire importante.

Des succès notables sont aussi enregistrés dans la culture d'autres plantes agricoles et en particulier de la betterave à sucre et du coton. En 1958, la récolte de la betterave à sucre a dépassé 54 millions de tonnes, soit plus du double de 1953. L'année passée, les cultivateurs de coton ont récolté et livré à l'Etat 4 400 000 tonnes de coton brut. Jamais encore notre pays n'avait stocké autant de coton.

Des réalisations particulièrement considérables ont été obtenues dans le développement de l'élevage collectif. On sait que la tâche, avancée par la Session plénière de janvier 1955 du C.C. du P.C.U.S., d'élever en 1960 la production de lait par vache dans les kolkhoz jusqu'à 1 700 kilogrammes et d'accroître le stockage du lait de 1,8 fois, a été dépassée dès 1957, c'est-à-dire qu'elle a été réalisée en trois ans au lieu de six. Les stockages des produits de l'élevage en 1958 ont augmenté comme suit par rapport à 1953: lait plus de 2 fois, viande 56%, laine 60%. Sur la base du développement de la production collective et de la réglementation du système des prix

de stockage, les revenus des kolkhoz ont notablement augmenté.

L'Union Soviétique dispose à l'heure actuelle d'une industrie et de transports puissants, d'une agriculture socialiste hautement mécanisée. La richesse publique et le revenu national s'élèvent constamment. Sous le pouvoir soviétique, le revenu national a augmenté de quinze fois par habitant.

L'essor général de l'économie socialiste, l'accroissement de la productivité du travail ont entraîné une élévation constante du bien-être du peuple soviétique. En 1958, par rapport à 1940, les revenus réels des ouvriers et des employés ont presque doublé tandis que les revenus réels par travailleur dans la paysannerie ont augmenté de plus de deux fois. Les crédits destinés à satisfaire les besoins matériels et spirituels des travailleurs augmentent chaque année. Les mesures importantes en vue de l'élévation du bien-être matériel du peuple soviétique, appliquées par le parti et le gouvernement au cours de la dernière période, surtout après le XX^{e} Congrès de notre parti, sont de notoriété publique.

Camarades, notre pays a obtenu un épanouissement sans précédent de la culture de toutes les nations et de tous les peuples. Le nombre des spécialistes possédant une instruction supérieure ou secondaire spéciale occupés dans l'économie nationale, atteint à présent près de sept millions et demi, soit 39 fois plus qu'en 1913. Les écoles supérieures soviétiques comptent environ quatre fois davantage d'étudiants que celles d'Angleterre, de France, d'Allemagne Occidentale et d'Italie prises ensemble. Elles forment environ trois fois plus d'ingénieurs que les établissements d'enseignement supérieur des Etats-Unis. Le rôle de l'art et de la littérature soviétiques dans l'éducation communiste des travailleurs s'élève.

Des possibilités illimitées ont été créées en Union Soviétique pour le développement fécond de la science et de la technique, pour de nouvelles découvertes et inventions. De

1950 à 1958, on a introduit dans l'économie nationale environ dix millions d'inventions et de projets de rationalisation, qui ont favorisé le progrès de la technique, la réduction du prix de revient de la production et l'amélioration des conditions de travail de millions de personnes. Ces trois dernières années, l'économie réalisée grâce à la mise en œuvre de ces projets s'est montée à près de 24 miliards de roubles.

Les savants, les constructeurs et les ingénieurs soviétiques ont bien mérité de notre pays. Ils font un digne apport à l'œuvre de l'édification du communisme. Le monde entier connaît les succès de la science soviétique en matière de physique nucléaire et d'énergétique atomique, d'aviation à réaction et de fusées. Nous avons aussi d'importantes réalisations dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie thermonucléaire. La production en série des fusées balistiques intercontinentales a été mise sur pied en Union Soviétique.

Le lancement en 1957 des premiers satellites artificiels de la Terre a été une victoire remarquable de nos savants et de tout le peuple, un indice éloquent du haut niveau du développement industriel et technique de l'Union Soviétique. Le monde entier a noté avec admiration cette victoire comme le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de la domination de la nature par l'homme, ère de la conquête de l'espace cosmique. L'importance historique de cet événement est d'avoir fait la démonstration au monde entier de la puissance créatrice du régime socialiste.

Dans les premiers jours de la nouvelle année 1959, première année du septennat, les savants, les constructeurs, les ingénieurs et les ouvriers soviétiques ont accompli un nouvel exploit de portée universelle en réalisant le lancement d'une fusée cosmique à plusieurs étages en direction de la Lune. Les Soviétiques sont fiers de leur patrie qui vient en tête du progrès scientifique et technique de notre époque et qui fraie la voie de l'avenir.

Toute l'humanité progressiste se réjouit avec nous de ce grand exploit scientifique. Face à ces faits irréfutables, même les ennemis du socialisme sont contraints à présent de reconnaître que c'est là une grandiose réalisation de l'âge cosmique, un nouveau triomphe de l'Union Soviétique. (*Vifs applaudissements.*)

La création dans notre pays des premiers satellites artificiels de la Terre, le lancement de la fusée cosmique soviétique qui est devenue la première planète artificielle du système solaire, font époque dans le développement des connaissances scientifiques de l'humanité. C'est un événement grandiose de l'époque de l'édification du communisme. (*Applaudissements.*)

Comment les Soviétiques ne se réjouiraient-ils pas de ces succès ? *Le premier satellite artificiel de la Terre au monde était un satellite soviétique ; la première planète artificielle du système solaire est une planète soviétique.* (*Vifs applaudissements prolongés.*) Dans les espaces infinis de l'Univers elle porte un fanion aux armoiries de l'Union Soviétique avec l'inscription: « Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Janvier 1959. » (*Applaudissements.*)

Camarades délégués, notre parti et le peuple soviétique estiment bien haut le fait que le lancement en direction de la Lune d'une fusée cosmique à plusieurs étages, par le personnel d'instituts de recherches scientifiques, de bureaux d'études, d'usines et de groupes d'essai, est consacré au XXIe Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique. (*Applaudissements prolongés.*) Permettez-moi, du haut de la tribune du Congrès, de féliciter en votre nom, au nom de tout le parti et de tout le peuple soviétique, les créateurs de la nouvelle fusée interplanétaire à l'occasion de cette grande victoire, de leur exprimer une profonde reconnaissance et de leur souhaiter de tout cœur santé, nouveaux succès pour la gloire de la patrie soviétique, au nom du triomphe du communisme ! (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Nos succès dans le développement de l'économie et de la culture socialistes, dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs sont remarquables. Ils ont été obtenus parce que tout le peuple, chaque citoyen soviétique conscient, a pris à cœur l'édification du communisme. Les mesures appliquées ces dernières années par le parti communiste et le gouvernement soviétique, et qui ont assuré un nouvel essor de l'économie, ont provoqué un élan nouveau de l'activité des masses au point de vue politique et dans le travail, ont consolidé encore davantage l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, cette base inébranlable de l'Etat soviétique, ont entraîné un nouveau raffermissement de l'amitié fraternelle des peuples libres, souverains, et égaux en droits de l'Union Soviétique.

On voit se consolider d'année en année l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, Etat multinational des travailleurs, alliance librement consentie des nations socialistes. La mise en œuvre conséquente de la politique nationale léniniste, l'entraide fraternelle ont fait que les républiques nationales, jadis arriérées au point de vue économique et culturel, disposent à présent d'une puissante industrie moderne, d'une grande agriculture mécanisée, d'un dense réseau d'écoles, d'établissements scientifiques, culturels et éducatifs, de nombreux cadres qualifiés. Ces dernières années, les droits des républiques fédérées ont été notablement élargis, ce qui signifie l'extension continue de la démocratie soviétique et permet de développer encore plus rapidement l'économie et la culture de chaque république.

Camarades, le Parti communiste est venu à son XXI• Congrès plus puissant et plus uni que jamais, et plein d'énergie créatrice. Jamais encore la situation intérieure et internationale de l'Union Soviétique n'a été aussi solide qu'à présent. Les peuples de notre pays occupés à un travail créateur mènent une lutte énergique et conséquente pour le maintien de la paix, pour le raffermissement et le

développement de la coopération amicale et de la compréhension entre tous les pays. Cette lutte bénéficie de l'approbation et du soutien de tous les peuples épris de paix. L'Union Soviétique, l'invincible camp du socialisme, disposant de tout le nécessaire pour mater les forces de l'agression, sont un rempart puissant de la paix et de la sécurité des peuples.

Grands sont nos succès dans l'édification du communisme et dans la lutte pour la paix universelle. Mais nous n'oublions jamais ce que disait Lénine : il ne faut jamais se reposer sur ses lauriers, il faut aller de l'avant pour remporter de nouveaux succès et de nouvelles victoires.

II

PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PLAN SEPTENNAL DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NATIONALE DE L'U.R.S.S.

Camarades,

Sous la direction du parti, le peuple soviétique a atteint de tels sommets, réalisé des transformations si grandioses dans tous les domaines de la vie économique, sociale et politique, que notre pays est maintenant capable d'aborder une nouvelle période décisive de son développement, *celle de l'édification en grand de la société communiste.*

Les tâches essentielles de cette période consisteront à créer la base matérielle et technique du communisme; à consolider encore la puissance économique et défensive de l'U.R.S.S. tout en satisfaisant de mieux en mieux les besoins matériels et spirituels croissants du peuple. D'autre part, il s'agit de réaliser pratiquement la tâche historique qui consiste à rattraper et à dépasser les pays capitalistes les plus avancés en ce qui concerne la production par habitant. Pour atteindre ces objectifs, il faudra des délais plus longs que le plan septennal.

En novembre 1957, à la Session commémorative du Soviet Suprême de l'U.R.S.S., on a mentionné les principales directions que suivra le développement des forces productives de l'Union Soviétique au cours des quinze prochaines

années. Le plan septennal est une partie très importante de ce plan perspectif du développement de l'économie et de la culture de notre patrie.

Quels sont nos principaux objectifs pour le prochain septennat ?

Dans le domaine économique : développer toutes les forces productives du pays, atteindre dans toutes les branches de l'économie, sur la base du développement prioritaire de l'industrie lourde, un accroissement de la production permettant de faire un pas décisif vers la création de la base matérielle et technique du communisme et d'assurer la victoire de l'U.R.S.S. dans la compétition économique pacifique avec les pays capitalistes. Le renforcement du potentiel économique du pays, le progrès technique continu dans toutes les branches de l'économie nationale, l'accroissement incessant de la productivité du travail social doivent assurer une élévation considérable du niveau de vie du peuple.

Dans le domaine politique : renforcer encore le régime socialiste soviétique, l'unité et la cohésion du peuple, développer la démocratie soviétique, élever l'activité et l'initiative des larges masses populaires dans l'édification de la société communiste, élargir le rôle des organisations sociales dans la solution des problèmes d'Etat et élever le rôle organisateur et éducateur du parti et de l'Etat socialiste, consolider au maximum l'alliance des ouvriers et des paysans, l'amitié des peuples de notre pays.

Dans le domaine idéologique : intensifier le travail idéologique et éducatif du parti, élever la conscience communiste des travailleurs, en premier lieu de la génération montante, leur apprendre une attitude communiste à l'égard du travail, les former dans l'esprit du patriotisme soviétique et de l'internationalisme, éliminer les survivances du capitalisme dans la conscience des hommes, lutter contre l'idéologie bourgeoise.

Dans le domaine des relations internationales : mener avec conséquence une politique extérieure visant à main-

tenir et à consolider la paix et la sécurité des peuples sur la base du principe léniniste de la coexistence pacifique des pays aux systèmes sociaux différents. Il faut aboutir à la cessation de la « guerre froide » et à l'atténuation de la tension internationale, il faut consolider le système socialiste mondial et la communauté des peuples frères.

Le problème fondamental du prochain septennat, c'est de gagner le maximum de temps dans la compétition économique pacifique du socialisme avec le capitalisme.

Le programme d'édification économique de l'U.R.S.S. témoigne avec une force nouvelle qu'au cours du prochain septennat l'économie soviétique continuera à se développer comme auparavant dans un sens pacifique. Nous continuerons à mener avec conséquence la politique léniniste de paix.

* * *

Camarades,

La grande vitalité et l'invincibilité de notre parti résident dans ses liens indissolubles avec les masses. Ces dernières années, le parti a systématiquement soumis à l'examen de tout le peuple les questions les plus importantes de l'édification communiste.

Après la Session de novembre du Comité central, une large discussion précédant le Congrès a eu lieu dans tout le pays sur les thèses relatives aux chiffres de base du développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1959-1965. Au cours de cette discussion plus de 968 000 réunions se sont tenues dans les usines et sur les chantiers, dans les kolkhoz et les sovkhoz, dans les établissements scientifiques et d'enseignement, dans les unités de l'Armée et de la Marine, dans les institutions soviétiques. Plus de 70 millions de personnes y ont assisté, et 4 672 000 camarades ont présenté leurs remarques, leurs amendements et propositions. En outre, les organismes centraux et locaux du parti et des Soviets, les rédactions des journaux, des revues, la radio et la télévision ont reçu des tra-

vailleurs plus de 650 000 lettres et articles contenant des suggestions et des remarques sur les divers chapitres des thèses relatives aux chiffres de base, dont plus de 300 000 ont été publiés.

Les chiffres de base ont fait l'objet d'une discussion active et concrète au cours des conférences du parti dans les régions et les territoires, aux congrès des partis communistes des républiques fédérées.

Les réunions des travailleurs, les conférences et les congrès du parti montrent que notre parti et le peuple soviétique ont approuvé à l'unanimité les chiffres de base et ont accueilli avec enthousiasme le plan septennal, ce grandiose programme de l'édification du communisme dans notre pays. (*Vifs applaudissements.*) Dans leurs interventions, les travailleurs ont exprimé leur volonté de réaliser et de dépasser les tâches du plan septennal. Selon une bonne tradition, la préparation du Congrès du parti et la discussion générale sur les chiffres de base ont été accompagnées d'une émulation socialiste de grande ampleur, de l'accomplissement avant terme des plans et des tâches d'Etat.

Dans mon rapport, je n'ai pas la possibilité d'examiner en détail les nombreuses propositions qui ont été faites au cours de la discussion des thèses. Ces propositions montrent que les Soviétiques ont à cœur de voir notre patrie continuer à développer avec succès son économie et sa culture, pour que la vie de notre peuple s'améliore de jour en jour. (*Applaudissements.*)

De nombreuses propositions soulèvent d'importants problèmes concernant le développement de l'économie de notre Etat. Elles touchent aux questions de la répartition des forces productives, d'une utilisation plus rationnelle des investissements dans les diverses branches de l'économie nationale, etc. Les plus importantes de ces propositions ont été largement discutées aux conférences du parti et aux congrès des partis des républiques fédérées, qui ont reconnu qu'elles méritaient une attention sérieuse. Il

en sera tenu compte dans les plans économiques des républiques et des régions, et certaines d'entre elles trouveront leur place dans le plan septennal du pays.

Je m'arrêterai sur quelques-unes des propositions faites au cours de la discussion des thèses.

Après avoir discuté les perspectives du développement de son entreprise au cours du prochain septennat, la conférence de production permanente du combinat sidérurgique de Kouznetsk a présenté des remarques sérieuses sur les chiffres du plan de développement du combinat.

Au combinat métallurgique on prévoyait d'augmenter la production de l'acier de 17% au cours du septennat ; or, le développement des capacités pour la production des laminés prévu par le projet de plan offrait la possibilité d'accroître la production de l'acier d'environ 42%. Ainsi le projet laissait un décalage entre l'accroissement des capacités de production de l'acier et celui des laminés.

La conférence de production a proposé d'inclure dans le plan de développement du combinat de Kouznetsk la construction d'un atelier de convertisseurs, ce qui permettra d'utiliser entièrement les capacités de production des laminés et d'obtenir des centaines de milliers de tonnes supplémentaires d'acier et de laminés par an. La construction de cet atelier reviendra environ trois fois moins cher que la construction d'un atelier de fours Martin de la même capacité et pourra être réalisée dans les délais plus brefs.

Cette proposition, très importante au point de vue économique, a été examinée par le Gosplan de l'U.R.S.S. et adoptée. Il est donc prévu de construire au combinat sidérurgique de Kouznetsk un atelier de convertisseurs dont la capacité atteindra 1 200 000 tonnes d'acier par an, et une grande centrale à oxygène. De ce fait la production de l'acier au combinat augmentera au cours du septennat de 48% au lieu des 17% prévus auparavant.

Le camarade Lomako, président du sovnarkhoz de Krasnoïarsk, le camarade Kokarev, secrétaire du Comité

du parti du territoire de Krasnoïarsk, et le camarade Zoubkov, chef de la mission envoyée dans le territoire de Krasnoïarsk par le Conseil pour l'étude générale des forces productives près l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., ont proposé de mettre en exploitation au cours du présent septennat le bassin de minerais de fer Angara-Pit dont les réserves sont considérables. L'excellente situation des minerais de fer de ce bassin permettra leur extraction à ciel ouvert, c'est-à-dire de la façon la plus économique, et avec des investissements moindres que pour les minerais des autres gisements. Selon les calculs de ces camarades, le prix de revient d'une tonne de minerai brut sera inférieur à celui des minerais de la Khakassie, de la région de Kémérovo et du territoire de l'Altaï, qui devaient alimenter l'usine métallurgique de Sibérie occidentale en construction ; la fonte produite à partir des minerais du bassin Angara-Pit sera la moins chère du pays.

La proposition des camarades de Krasnoïarsk présente beaucoup d'intérêt. Le Gosplan de l'U.R.S.S. a été chargé d'étudier en détail l'opportunité d'abréger les délais de la mise en exploitation des gisements des minerais de fer du territoire de Krasnoïarsk, et d'en rendre compte au gouvernement.

Le camarade Kounaev, président du Conseil des ministres de la R.S.S. de Kazakhie, et plusieurs autres camarades de cette république ont proposé de résoudre le problème de l'alimentation en eau du Kazakhstan central en construisant le canal Irtych-Karaganda d'une longueur de 450 kilomètres. Cette question mérite examen, et le Gosplan de l'U.R.S.S. devra l'étudier attentivement avec le Conseil des ministres du Kazakhstan, calculer les indices économiques de cet ouvrage et dire leur avis à ce sujet.

Le professeur V. Ouvarov a soulevé une question intéressante dans un article publié par la *Pravda*. Citant des données sur la haute efficacité de l'utilisation des turbines à gaz dans les diverses branches de l'économie na-

tionale, il propose d'accélérer l'établissement des projets et d'organiser la production de puissantes turbines à gaz destinées aux grandes centrales thermiques, ainsi que de turbines à gaz pour les transports ferroviaires, les pipelines à gaz, etc.

Un grand nombre de questions très intéressantes, soulevées au cours de la discussion des thèses, concernent les constructions mécaniques, la sidérurgie, l'industrie des combustibles, l'industrie chimique, les industries légère et alimentaire, l'agriculture, l'élevage et d'autres branches de l'économie nationale. Il incombe au Gosplan de l'U.R.S.S. et aux autres organismes centraux d'étudier à fond toutes ces propositions, de déterminer leur efficacité économique, de tenir compte de tout ce qui présente une valeur et de l'utiliser pour l'élaboration définitive du plan septennal.

Un second groupe de propositions a trait aux problèmes de caractère local. Ces propositions peuvent et doivent être réalisées par les organismes locaux. Les travailleurs ont émis de nombreuses observations sur l'organisation et les méthodes de production dans les entreprises, l'emploi du matériel, l'utilisation plus rationnelle des matières premières ; ils ont aussi critiqué les insuffisances, formulé des propositions concrètes visant à améliorer le fonctionnement des entreprises, des chantiers, des kolkhoz et des sovkhoz.

Les propositions de grande valeur ont été fort nombreuses. Il appartient aux organismes locaux de les étudier avec soin et de fixer les moyens d'appliquer au plus vite tout ce qu'elles contiennent de rationnel.

Un troisième groupe de propositions concerne la construction de nouvelles mines, usines, fabriques et autres entreprises non prévues par les chiffres de base. Dans le principe, la plupart de ces propositions sont justes, mais elles ne peuvent pas être appliquées au cours du prochain septennat, car elles exigent de gros investissements supplémentaires. Cependant le Gosplan de l'U.R.S.S., les Gos-

plans des républiques, les sovnarkhoz, les organismes locaux doivent les examiner toutes et en tenir compte pour l'établissement du plan perspectif qui déborde le cadre du septennat.

Permettez-moi, camarades, d'exprimer, au nom du Comité central du P.C.U.S. et du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., notre profonde satisfaction de la discussion des thèses du rapport sur les chiffres de base du développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1959-1965 et de transmettre nos remerciements à tous les camarades qui ont pris part à la discussion qui a précédé le Congrès. Cette discussion a fourni une riche documentation qui permettra de préciser toute une série de problèmes du plan septennal et aidera à élaborer les prochains plans perspectifs du développement de l'économie de notre pays. (*Applaudissements prolongés.*)

LES PROBLEMES DU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE SOCIALISTE ET DES TRANSPORTS

Camarades,

Les chiffres de base prévoient des rythmes rapides de développement et un accroissement absolu important de la production dans toutes les branches de l'industrie, et surtout dans l'industrie lourde.

Vous voyez, dès que nous avons parlé de l'industrie lourde, le soleil s'est mis à briller. C'est symbolique : on dirait que la nature salue aussi nos succès. Le soleil éclaire la voie de notre septennat. Que les journalistes étrangers ici présents l'attestent. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

On envisage d'augmenter, d'ici 1965, d'environ 80% le volume global de la production de l'industrie par rapport à 1958. Pour le groupe « A » (production des moyens de production) l'augmentation sera de 85 à 88% et pour le groupe « B » (production des biens de consommation) de

62 à 65%. C'est une très forte augmentation. Pendant le septennat le volume de la production industrielle s'accroîtra autant qu'au cours des vingt dernières années.

Les thèses citent en détail les chiffres du plan septennal. Permettez-moi de ne m'arrêter que sur les principales directions que suivra le développement des branches essentielles de l'industrie et sur les changements qualitatifs qui s'y produiront.

Il faut parler tout d'abord du développement de la *sidérurgie et de la métallurgie des non-ferreux.* Il est prévu de porter la production de la fonte en 1965 à 65 ou 70 millions de tonnes, celle de l'acier à 86 ou 91 millions de tonnes, celle des laminés à 65 ou 70 millions de tonnes. La production des métaux non ferreux, et en particulier des métaux rares, augmentera de plusieurs fois.

Pour la construction et la modernisation des entreprises de la sidérurgie et de la métallurgie des non-ferreux il est prévu d'investir davantage qu'au cours des trente années passées. 67% des investissements dans la sidérurgie et près de 60% dans la métallurgie des non-ferreux serviront à agrandir et à moderniser les entreprises existantes, qui doivent fournir plus des 3/4 de l'accroissement de la production de la fonte, de l'acier et des laminés prévu par le plan. D'ici la fin du septennat, la production des laminés passera de 5,2 à 8,5 millions de tonnes par an pour le seul combinat de Magnitogorsk.

Cette utilisation des moyens financiers est la plus avantageuse. Alors que pour la construction, par exemple, de l'usine sidérurgique de Karaganda, les investissements par tonne de fonte seront de 2 347 roubles, ils seront de 1 947 roubles pour l'agrandissement du combinat de Magnitogorsk. Dans les entreprises sidérurgiques nouvelles ou modernisées on envisage d'accroître considérablement la capacité unitaire des installations. On construira les hauts fourneaux, qui seront parmi les plus grands du monde, d'un volume de 2 000 et de 2 286 mètres cubes, des fours

Martin d'une capacité de 500 tonnes et plus, des fours électriques de 80 et de 180 tonnes, des laminoirs continus d'un rendement de 3 à 4 millions de tonnes par an, etc.

Au cours du prochain septennat, il est prévu de mettre largement en pratique de nouveaux procédés technologiques d'une haute efficacité. Ainsi, on se propose de faire travailler à un nouveau régime, avec emploi du gaz naturel et de l'oxygène, plus de 50 hauts fourneaux et un grand nombre de fours Martin et de fours de réchauffage. L'oxygène sera utilisé sur une grande échelle dans l'industrie du nickel, du cuivre, du plomb et du zinc. Cela permettra d'accroître le rendement des hauts fourneaux de 8 à 10% et celui des fours Martin de 20 à 30%. Pour améliorer la qualité de la production on prévoit entre autres une large application du vide dans les processus sidérurgiques, le traitement thermique des laminés d'acier, etc.

Les rythmes rapides de développement de l'économie nationale entraîneront des modifications de structure dans la production sidérurgique. Le développement de l'énergétique, des industries chimique, du pétrole et du gaz exigera que l'on produise davantage de tubes d'acier. De ce fait, pour un accroissement global de la production des laminés de 53 à 63% au cours du septennat, la production des tubes fera plus que doubler et celle des tôles d'acier augmentera considérablement.

Afin d'élever le niveau technique des constructions mécaniques, de développer l'automatisation et d'augmenter en conséquence la production des aciers spéciaux et des alliages, on prévoit d'étendre considérablement l'électrométallurgie, l'industrie des ferro-alliages et la production de toute une série de métaux rares et non ferreux, avant tout grâce au traitement complet des minerais.

Ces dernières années, l'aluminium, en tant que métal aux emplois multiples dans l'industrie et le bâtiment, a acquis une importance de plus en plus grande. Aussi prévoit-on de multiplier par 2,8 ou 3 sa production pendant

le septennat. Nous disposons d'une base énergétique et de matières premières suffisante pour assurer cet accroissement. On envisage également de doubler à peu près la production du cuivre.

L'essor de la base minière est une condition très importante du progrès de la production sidérurgique. Il est prévu de doubler environ l'extraction du minerai de fer, pour laquelle notre pays prendra ainsi la première place dans le monde. On envisage d'accroître la teneur en fer des minerais marchands, en construisant de puissants combinats d'enrichissement et en utilisant des méthodes plus perfectionnées d'enrichissement et de grillage du minerai. Il est prévu de mettre en exploitation de nouveaux gisements de minerai de fer, principalement avec extraction à ciel ouvert, en particulier au Kazakhstan et dans la région dite de l'anomalie magnétique de Koursk.

Le prochain septennat accorde une importance particulière à l'*industrie chimique*. On sait que la Session de mai 1958 du Comité central du parti a élaboré un vaste programme de développement accéléré de cette branche très importante de l'industrie lourde. Le développement de l'industrie chimique permet d'utiliser de la façon la plus efficace les richesses naturelles du pays et il est une condition indispensable du progrès technique dans toutes les branches de l'économie nationale. Les matières plastiques et autres matériaux synthétiques trouveront une large utilisation dans les constructions mécaniques, le bâtiment et d'autres branches de l'économie nationale.

L'industrie chimique fournira des matières premières bon marché et de haute qualité pour la production des articles de consommation courante, elle créera, avec des dépenses beaucoup moindres de travail, des matériaux aux qualités nouvelles dont les propriétés surpasseront celles des matériaux naturels.

Le volume global de la production chimique au cours du septennat doit presque tripler, la production des fibres

artificielles devant être multipliée par près de 4 et celle des matières plastiques et des résines par plus de 7.

Il faut s'arrêter plus particulièrement sur la production des engrais minéraux. On se propose de la porter en 1965 à 35 millions de tonnes contre 12 millions de tonnes en 1958, ce qui est nécessaire pour mener à bonne fin une tâche extrêmement importante : l'augmentation du rendement de toutes les cultures agricoles.

L'industrie chimique se développera sur une base très différente de celle d'aujourd'hui, avec utilisation des matières premières les moins chères : le gaz naturel et les gaz des raffineries de pétrole, et emploi de procédés techniques modernes et d'un matériel à haut rendement. Cela permettra de réduire considérablement les dépenses nécessaires pour la construction des entreprises chimiques et de diminuer le prix de revient de la production.

Dans le domaine de l'industrie des combustibles, on s'oriente résolument vers le développement prioritaire de l'extraction et de la transformation du pétrole et du gaz. L'extraction du pétrole atteindra, en 1965, 230 à 240 millions de tonnes, c'est-à-dire sera plus que doublée, l'extraction et la production du gaz quintupleront environ et atteindront 150 milliards de mètres cubes par an. La part du pétrole et du gaz dans la production globale des combustibles passera ainsi de 31 à 51% et celle du charbon sera abaissée en conséquence de 60 à 43%.

Cette orientation dans le développement de l'industrie des combustibles aura un avantage économique certain. Pour assurer, par exemple, le ravitaillement de l'Oural en combustible on prévoit la construction de pipe-lines à gaz partant de la R.S.S. d'Ouzbékie, de la République autonome des Komis et des régions de la Volga. Vers la fin du septennat la consommation du gaz dans l'Oural atteindra 25 à 27 milliards de mètres cubes par an. De ce fait les besoins de l'Oural en charbon de chaufferie, que l'on amène de loin, diminueront de plus de la moitié. L'utilisation du gaz dans l'industrie de l'Oural économisera en 1965 en-

viron 1,4 milliard de roubles. Je citerai un autre exemple. Moscou consomme actuellement 4 milliards de mètres cubes de gaz et environ 6 millions de tonnes de charbon par an. Vers la fin du septennat, la capitale recevra plus de 13 milliards de mètres cubes de gaz tandis que sa consommation de charbon s'abaissera à 700 000 tonnes par an, ce qui permettra de réaliser en sept ans une économie d'environ 5 milliards de roubles.

L'économie globale obtenue grâce au remplacement du charbon par le gaz naturel et par le pétrole représentera pour le septennat plus de 125 milliards de roubles, c'est-à-dire autant qu'il aura été affecté à la construction de toutes les centrales électriques, réseaux électriques et réseaux de chauffage à distance.

De grands travaux devront être effectués dans l'industrie pétrolière et du gaz pour la mise en valeur des nouveaux gisements, pour la construction de grands pipe-lines à pétrole et à gaz, de raffineries de pétrole et d'usines pour la production de l'essence à partir du gaz.

Poussant l'industrie du pétrole et du gaz, nous ne devons pas pour autant négliger l'industrie houillère. Quoique ses rythmes d'accroissement soient beaucoup plus réduits qu'au cours du précédent septennat, l'extraction du charbon augmentera néanmoins de 21 à 23%, grâce surtout aux charbons cokéfiables du Donbass, du Kouzbass et du bassin de Karaganda, ainsi qu'aux charbons de chaufferie bon marché des régions orientales du pays.

La nécessité d'accroître la productivité du travail et de réduire le prix de revient du charbon s'impose aux travailleurs de l'industrie houillère. Il faut continuer à développer l'extraction à ciel ouvert et l'extraction hydraulique du charbon, poursuivre la modernisation des mines, surtout dans le Donbass.

Notre parti a toujours considéré comme une tâche primordiale l'extension rapide de l'*électrification dans l'économie nationale*, car c'est là, on le sait, le fondement de

tout le progrès technique et de l'amélioration de l'équipement technique. Nous entrons actuellement dans la phase décisive de la réalisation de la grande idée de Lénine : l'électrification complète du pays. Vers la fin du septennat, la production annuelle de l'électricité devra atteindre 500 à 520 milliards de kWh, et la puissance installée des centrales électriques devra plus que doubler. L'accroissement de la production industrielle étant de 80%, la consommation de l'électricité dans l'industrie augmentera de 120%, et l'équipement électrique dont disposent les ouvriers de l'industrie sera presque doublé.

Quels sont les moyens prévus pour développer l'énergétique de façon à réaliser le programme d'électrification dans de brefs délais et aux moindres frais ?

Pour la construction des centrales électriques, le choix des sources d'énergie doit être fondé sur un calcul technique et économique qui tienne compte des conditions concrètes de la production et des transports dans la région donnée, du coût et des délais de la construction, de l'économie des investissements par unité de capacité, de l'économie dans l'exploitation des centrales.

Afin de gagner du temps et d'utiliser de la façon la plus efficace les investissements, le plan septennal prévoit la construction prioritaire de centrales thermiques fonctionnant au gaz naturel, au mazout et au charbon bon marché. Si l'on conservait le rapport qui s'est établi au cours des années précédentes entre les investissements dans les centrales thermiques et les centrales hydrauliques, il faudrait ou bien réduire les capacités que l'on se propose de mettre en service, ou bien augmenter de plus de 20 milliards de roubles les investissements affectés au développement de l'énergétique.

Parallèlement à la mise en service des centrales thermiques, il est prévu de construire des centrales hydro-électriques : celle de Bratsk (3 600 000 kW), celle de Stalingrad (2 530 000 kW), celle de Krasnoïarsk (4 200 000 kW), celle de Krémentchoug (625 000 kW), celle de Boukhtar-

ma (525 000 kW), celle de Votkinsk (1 000 000 de kW) et plusieurs autres.

La création de puissantes centrales entraîne la nécessité d'étendre les réseaux électriques. Afin d'assurer la stabilité de l'alimentation en énergie de toutes les régions du pays et l'utilisation rationnelle des capacités énergétiques, le plan septennal prévoit que l'on continuera à interconnecter les centrales électriques pour créer un réseau d'interconnexion unique de l'Union Soviétique. Plusieurs centrales électriques atomiques dotées de réacteurs de divers types seront mises en service.

A propos des perspectives de développement des principales branches de l'industrie et de l'électrification, il faut s'arrêter sur les *constructions mécaniques* qui continueront, comme par le passé, à progresser à des rythmes rapides.

Le plan septennal prévoit le développement accéléré de toutes les branches modernes des constructions mécaniques, et en premier lieu des constructions mécaniques lourdes, de la fabrication des appareils de mesure et de contrôle, de la production du matériel pour l'automatisation et des appareils électroniques. Une attention particulière est accordée à la mise au point et à la production de machines modernes grâce aux acquisitions et aux découvertes de la science et de la technique, particulièrement l'électronique, les semi-conducteurs, les ultra-sons, les isotopes radio-actifs.

On fabriquera et on mettra en service dans la sidérurgie plus de 50 laminoirs à haut rendement, créés sur la base d'une large application des principes du laminage continu et de l'automatisation de la production des laminés. Une des tâches primordiales, c'est de créer un vaste assortiment de matériel moderne pour l'industrie chimique.

Pour réaliser avec succès les tâches immenses posées à l'industrie des constructions mécaniques, il faut rééquiper dans le plus proche avenir les entreprises de toutes

ses branches, en remplaçant et en modernisant les machines-outils, les presses et les machines de fonderies vieillies. Les travailleurs de l'industrie des constructions mécaniques devront augmenter considérablement la production de nouveaux types de machines-outils spéciales et à éléments autonomes, de machines-outils avec commande automatique à programme, de presses à estamper et à emboutir, de machines à forger, de machines à travailler les métaux par déformation, de lignes de fabrication automatiques et semi-automatiques.

Il faut accorder une attention sérieuse au développement de l'industrie électrotechnique, en tant que base technique très importante de l'électrification du pays. Il est nécessaire d'élever le niveau technique et la qualité des machines électriques, des câbles et des isolants et de prendre des mesures pour accélérer l'accroissement de la capacité de production de l'industrie électrotechnique.

Comme il est indiqué dans les thèses, *les industries forestière, du papier et du bois* continueront à progresser.

Le niveau élevé du développement de l'industrie lourde et l'application de mesures visant à assurer l'essor de l'agriculture permettront d'accroître considérablement la *production des denrées alimentaires et des produits industriels.*

Au cours du septennat, la production globale de l'industrie légère augmentera environ de 50%, et celle de l'industrie alimentaire de 70%. La production des cotonnades s'accroîtra de 33 à 38%, des tissus de laine de 65%, des soieries de 76%, des chaussures de cuir de 45%, de la viande de 110%, du beurre de 58%, des produits laitiers de 120%, du sucre de 76 à 90%, du poisson de 60%.

Parallèlement à l'accroissement de la production, une tâche de premier plan est assignée maintenant aux industries légère et alimentaire : améliorer considérablement l'assortiment et la qualité de la production. Les ar-

ticles de large consommation doivent être de bonne qualité et bien présentés. Pour réaliser les tâches concernant l'accroissement de la production et l'amélioration de la qualité des articles industriels et des produits alimentaires, il est prévu de construire plus de 1 600 nouvelles entreprises des industries légère et alimentaire. On modernisera en outre un grand nombre d'entreprises actuellement en service.

On envisage de traiter une partie importante des matières premières agricoles en dehors des entreprises de l'Etat. Pour cela, il faudra que les kolkhoz, les sovkhoz et les coopératives de consommation développent la construction d'entreprises pour la production du pain, de la charcuterie et des plats de viande semi-préparés, du beurre, du fromage, du fromage blanc, des conserves de légumes et de fruits, de la fécule et autres denrées alimentaires. La production marchande et les revenus des kolkhoz augmentant, il faut s'orienter plus résolument vers la mise en commun des moyens financiers de plusieurs kolkhoz pour bâtir des usines de conserves, des boulangeries, des charcuteries et autres entreprises interkolkhoziennes plus grandes et mieux équipées.

Le poisson est une source importante d'accroissement des ressources alimentaires du pays. Tout en continuant à développer la pêche dans les mers et les océans, il faut utiliser au mieux les eaux intérieures qui peuvent fournir annuellement au moins 6 à 8 millions de quintaux de poisson.

Il convient de s'arrêter tout particulièrement sur la production du sucre. Vous vous rappelez sans doute qu'à la Session commémorative du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. la tâche avait été fixée de porter la production du sucre d'ici 1972 à 9 ou 10 millions de tonnes par an. Nos possibilités ayant été précisées et les travailleurs de l'agriculture ayant fait preuve d'initiative dans l'accroissement de la production de la betterave, le Comité central et le gouvernement ont décidé de reconsidérer les chiffres fixés au-

paravant. Maintenant, la tâche posée est de porter la production du sucre à 10 millions de tonnes dès 1965, c'est-à-dire sept ans plus tôt. La production du sucre par habitant passera ainsi de 26 kilogrammes à l'heure actuelle à 41 ou 44 kilogrammes en 1965. (*Applaudissements.*)

L'accroissement prévu de la production du sucre permettra non seulement d'améliorer l'alimentation de la population, mais aussi d'augmenter les accumulations budgétaires et de compenser la réduction des recettes provenant de la vente des boissons alcoolisées. En 1958, la population a acheté 113 millions de litres de boissons alcoolisées de moins qu'en 1957 ; avec les progrès de la culture et de l'éducation, elle en achètera naturellement moins encore. (*Applaudissements.*) La suppression d'une survivance comme l'alcoolisme contribuera à l'amélioration de la santé des gens, à la consolidation de la famille et à l'observation des règles de comportement social. Ce sera tout bénéfice à la fois pour l'Etat et pour la population, qui consommera davantage de douceurs et moins de tord-boyaux. (*Animation dans la salle. Applaudissements.*)

Parallèlement à ce développement important de l'industrie légère, on prévoit de doubler au cours du septennat, dans les entreprises des constructions mécaniques et de l'industrie du bois, ainsi que dans les ateliers d'articles de large consommation dépendant des autres branches de l'industrie, la production des articles indispensables dans la vie courante, des machines et des appareils qui facilitent le travail des ménagères.

Les rythmes rapides de développement de l'économie nationale exigeront une augmentation importante des transports de marchandises. En 1965, le trafic-marchandises des *transports ferroviaires* augmentera de 39 à 43% par rapport à 1958. On procédera à une réorganisation technique fondamentale des principaux moyens de transport, surtout des chemins de fer, où l'on envisage de remplacer les locomotives à vapeur par des locomotives électriques et diesel, plus économiques.

Vers la fin du septennat, toutes les lignes principales, dont la longueur totale est d'environ 100 000 kilomètres, seront dotées de la traction électrique ou diesel. La capacité de transport de ces lignes va presque doubler. Les locomotives électriques et diesel permettront d'économiser au cours du septennat environ 400 millions de tonnes de charbon et de diminuer les frais d'exploitation de 45 milliards de roubles.

Pendant le septennat, il est prévu également de continuer à développer tous les autres moyens de transport et d'augmenter le trafic-marchandises des transports maritimes, fluviaux, aériens, automobiles et l'exploitation des pipe-lines. La construction des routes sera intensifiée. Celles d'importance nationale seront bétonnées. Il convient de faire participer largement les kolkhoz, les sovkhoz, les entreprises de l'industrie, des transports, du bâtiment et autres, et les organismes économiques à la construction des routes de portée locale.

On aura à satisfaire au maximum les besoins de l'économie nationale, de la population urbaine et rurale en moyens de communication. L'installation de relais hertziens et de câbles interurbains se développera à des rythmes rapides. Le réseau des stations de radiodiffusion et de télévision sera, lui aussi, considérablement élargi.

Camarades, il ne sera possible de réaliser les tâches du plan septennal qu'en appliquant largement la technique nouvelle, *la mécanisation et l'automatisation complètes* des opérations de production, *la spécialisation et la coopération* dans toutes les branches de l'économie nationale.

Le plan septennal pose la tâche de supprimer le travail manuel pénible par la mécanisation complète dans l'industrie, l'agriculture, le bâtiment, les transports, les travaux de manutention et dans les services communaux. Dans la prochaine période, il faut accroître rapidement la production des mécanismes nécessaires.

Parallèlement à la mécanisation complète on envisage

une automatisation plus large de la production, qui devra alléger radicalement et améliorer les conditions du travail et augmenter considérablement son rendement. Dans la société socialiste, l'automatisation a une importance non seulement économique, mais aussi une grande portée sociale. L'automatisation modifie radicalement le caractère du travail, élève le niveau culturel et technique des ouvriers, crée les conditions nécessaires à la suppression de la différence entre le travail intellectuel et le travail manuel. Le rôle de l'homme se borne à commander les machines automatiques et les appareils, à les régler, à établir les programmes et les régimes des processus techniques.

Nous avons remporté certains succès dans ce domaine. Par exemple, des centrales hydro-électriques, des ateliers dans les constructions mécaniques et la sidérurgie, certaines fabrications chimiques sont entièrement mécanisés. Cependant, il faut dire que l'automatisation n'est pas encore largement appliquée. Pour réaliser cette tâche, il faut organiser au cours des prochaines années la production massive et hautement spécialisée de matériel moderne pour l'automatisation, de façon à réaliser à l'avenir l'automatisation complète de toutes les branches de l'économie nationale. Dans toute une série de branches de l'industrie, chimie, raffinage du pétrole, industries alimentaires, dans les centrales électriques, les hauts fourneaux, les fours Martin et les laminoirs, dans certaines branches des constructions mécaniques, il est indispensable de passer dès maintenant à l'automatisation complète des ateliers et des entreprises.

Pour améliorer la spécialisation et la coopération des branches d'industrie et des entreprises, le plan septennal prévoit que l'on continuera à concentrer la production des articles de même type dans un nombre minimum d'entreprises. La spécialisation se poursuivra largement dans la production de la quincaillerie et de la ferronnerie, du matériel pour les hauts fourneaux et pour la production de l'acier, dans la fonderie, dans la production

des pièces forgées et estampées et d'autres produits semi-finis destinés aux constructions mécaniques. Ainsi, sans construire de nouvelles usines, nous pourrons assurer un accroissement important de la production des turbines, des alternateurs, des chaudières à vapeur, des tracteurs, etc.

Tels sont les principaux indices qui caractérisent le développement de l'industrie et des transports au cours du prochain septennat. Comme vous le voyez, camarades, les tâches à accomplir sont énormes. Nous avons beaucoup à faire pour renforcer la puissance industrielle de l'Etat soviétique et élever le niveau technique de la production. Il est hors de doute que l'héroïque classe ouvrière, les savants, les ingénieurs et techniciens, faisant preuve d'initiative créatrice, développant encore l'émulation socialiste, réaliseront et dépasseront les tâches du plan septennal. (*Applaudissements prolongés.*)

LES QUESTIONS DU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE SOCIALISTE

Camarades,

Le nouvel essor de l'agriculture socialiste aura une importance énorme pour l'édification du communisme, pour l'élévation du bien-être du peuple.

Comme l'a déterminé la décision de la Session de décembre du Comité central, au cours du prochain septennat la tâche capitale dans le domaine de l'agriculture, c'est d'atteindre un niveau de production qui permette de *satisfaire entièrement les besoins de la population en vivres et de l'industrie en matières premières et d'assurer tous les autres besoins de l'Etat en produits agricoles.*

De 1959 à 1965, le volume global de la production agricole augmentera de 70%. L'accroissement annuel moyen de la production sera de 8%. Notons qu'au cours des sept dernières années, l'accroissement annuel moyen de la pro-

duction agricole aux Etats-Unis d'Amérique a été de moins de 2%.

Vers la fin du septennat, la production des diverses cultures devra atteindre les chiffres suivants :

grain	— 10 à 11 milliards de pouds (164 à 180 millions de tonnes) contre 8,5 milliards de pouds en 1958;
coton brut	— 5,7 à 6,1 millions de tonnes, soit 30 à 39% de plus qu'en 1958;
betterave à sucre	— 76 à 84 millions de tonnes, soit 40 à 55% de plus qu'en 1958;
graines oléagineuses	— 5,5 millions de tonnes, soit 10% de plus qu'en 1958;
fibres de lin	— 580 000 tonnes, soit 31% de plus qu'en 1958;
pommes de terre	— 147 millions de tonnes, contre 86 millions en 1958;
légumes	— suffisamment pour satisfaire entièrement les besoins de la population;
fruits et baies	— augmenter de 2 fois et pour le raisin de 4 fois au moins par rapport à 1958;
viande (poids à l'abattage)	— au moins 16 millions de tonnes, soit deux fois plus qu'en 1958;
lait	— 100 à 105 millions de tonnes, soit 70 à 80% de plus qu'en 1958;
laine	— environ 548 mille tonnes, soit 70% de plus qu'en 1958;
œufs	— 37 milliards d'unités, soit 60% de plus qu'en 1958.

La ligne essentielle dans l'agriculture restera ces prochaines années l'accroissement maximum de la production du grain en tant que base de toute la production agricole. Ces dernières années, la production du grain a augmenté surtout grâce à l'extension des superficies emblavées. Nous poursuivrons la mise en valeur de nouvelles terres, mais dans des proportions moindres que jusqu'à présent, et les récoltes globales de grains n'en seront pas considérablement accrues, car une grande partie de ces superficies sera réservée aux plantes industrielles et aux jachères.

A présent que les kolkhoz et les sovkhoz disposent de cadres qualifiés, qu'ils sont équipés en matériel moderne, qu'ils ont la possibilité d'exécuter convenablement et en temps utile les travaux agricoles, d'augmenter l'apport des engrais organiques et minéraux, d'effectuer les semailles avec des grains sélectionnés, toutes les conditions sont créées pour que, ces prochaines années, le rendement des céréales *augmente partout de 3 à 4 quintaux par hectare en moyenne*, afin d'exécuter et de dépasser ainsi les tâches fixées par les chiffres de base en ce qui concerne la récolte globale du grain.

Dans le domaine de l'élevage, la tâche principale au cours du prochain septennat sera l'accroissement de la production de la viande, du lait, de la laine et des œufs. Elle sera réalisée grâce à un accroissement sensible des troupeaux, de la volaille et du nombre des lapins dans les fermes des kolkhoz et des sovkhoz, et à l'élévation de la productivité du bétail.

Il faut encore consolider la base fourragère, avant tout en produisant plus de maïs, de pomme de terre et de betterave à sucre, en accumulant les fourrages albumineux tels que le trèfle, la luzerne, les mélanges de vesce et d'avoine, les pois, le lupin et d'autres plantes, selon les particularités régionales. Il faut s'occuper sérieusement de la culture du soja, plante alimentaire, industrielle et fourragère de grande valeur.

Pour la production globale du lait et du beurre, notre pays occupe à présent la première place dans le monde. Au cours des prochaines années, non seulement nous rattraperons, mais nous devancerons notablement les Etats-Unis d'Amérique pour la production de ces articles par habitant. En même temps, nous aurons un grand travail à faire pour utiliser toutes les réserves et possibilités afin d'accroître la production de la viande de 2,5 à 3 fois, dépasser sensiblement le programme du septennat et traduire dans la vie l'appel lancé par les meilleurs kolkhoz

et sovkhoz du pays : rattraper les Etats-Unis quant à la production des produits de l'élevage par habitant.

Ces rythmes rapides d'augmentation de la production agricole se basent sur les énormes avantages du système socialiste, sur la puissance accrue de l'industrie qui fournit tous les moyens matériels et techniques indispensables à une grande production agricole mécanisée.

Au cours du septennat, l'agriculture doit être dotée de plus d'un million de tracteurs, d'environ 400 000 moissonneuses-batteuses et d'un grand nombre de machines et d'outils divers. L'équipement électrique des kolkhoz et des sovkhoz augmentera de près de deux fois.

Vers la fin du septennat sera achevée dans ses grandes lignes l'électrification des kolkhoz, celle des sovkhoz devant être terminée bien avant. La consommation d'énergie électrique dans les campagnes augmentera de près de quatre fois, ce qui permettra de réduire les frais de la production agricole de plus de 19 milliards de roubles, de faire un énorme pas en avant dans le développement de la culture et l'amélioration des conditions de vie au village kolkhozien.

L'augmentation de la productivité du travail et la baisse du prix de revient de la production agricole sont des tâches très importantes de l'agriculture. Il faut accroître considérablement la production agricole globale tout en diminuant sensiblement les dépenses de main-d'œuvre et de capitaux.

A présent que les kolkhoz sont devenus plus forts, que leur équipement technique s'est amélioré et que leurs cadres sont devenus plus qualifiés, nous disposons de tout le nécessaire pour élever notablement au cours du septennat la productivité du travail et diminuer le prix de revient de la production agricole.

A l'avenir, notre industrie des constructions mécaniques fournira à l'agriculture des machines encore meilleures qui permettront aux kolkhoz et aux sovkhoz de produire plus en dépensant moins de main-d'œuvre et de

capitaux. A ces fins, il convient d'accélérer la mise au point d'ensembles de machines pour la mécanisation complète de la culture du cotonnier, de la betterave à sucre, de la pomme de terre, des légumes et d'autres cultures.

Il nous faut liquider le retard dans la mécanisation des travaux pénibles dans l'élevage, augmenter sensiblement les moyens de transport, créer des tracteurs routiers et des tracteurs agricoles rapides, diverses remorques et des chariots à décharge automatique. L'heure est venue de résoudre le problème de la production des mélanges fourragers, en construisant des entreprises d'Etat et interkolkhoziennes pour leur production. Il faut accroître la production du matériel de bonification, des moyens de mécanisation des travaux de manutention, ainsi que de machines pour l'extraction de la tourbe, de la chaux et d'autres engrais locaux.

En même temps, il est nécessaire d'utiliser plus rationnellement les machines et les tracteurs qui appartiennent aux kolkhoz et aux sovkhoz, d'augmenter la fabrication des pièces détachées de façon à satisfaire les besoins de ces derniers, d'améliorer au maximum la réparation des machines.

Camarades, l'examen des questions de l'agriculture à la Session de décembre du Comité central, avec la participation de représentants de kolkhoz, de directeurs de sovkhoz, de conducteurs de machines agricoles, de spécialistes et de savants, de dirigeants des organismes du parti et des Soviets, a montré avec évidence que chaque république, territoire, région ou district, chaque kolkhoz et sovkhoz dispose des moyens nécessaires pour élever la production agricole.

La résolution de la Session de décembre du Comité central a été largement discutée aux Sessions des Comités centraux des partis communistes des républiques fédérées, des comités du parti des territoires et des régions, dans des réunions des militants du parti et des travail-

leurs d'élite de l'agriculture, qui ne se sont pas contentés d'approuver cette résolution, mais qui ont assumé, sur la base de leurs calculs et compte tenu de leurs possibilités, de nouveaux engagements, surtout pour l'augmentation de la production de l'élevage.

En discutant les décisions du Comité central, les kolkhoziens, les ouvriers des sovkhoz, les spécialistes de l'agriculture mettent à jour des réserves dont l'utilisation rationnelle permettra d'exécuter et de dépasser les programmes de production du grain, de la viande et d'autres produits, aussi bien dans le temps qu'en volume.

Nous enregistrons dès aujourd'hui les premiers signes précurseurs d'un bon été. Par exemple, les kolkhoz et les sovkhoz de la région de Riazan ont pris l'engagement d'augmenter dès cette année, par rapport à 1958, la production de la viande de 3,8 fois, ceux du territoire de Stavropol, de 2,5 fois, et ceux de la région de Rostov, de 2 fois.

Les kolkhoz et les sovkhoz de la région de Moscou se sont engagés à porter en 1959 la production de la viande dans l'ensemble de la région à 70 quintaux par 100 hectares de terre, et à livrer à l'Etat deux fois plus de viande qu'en 1958. Ceux du territoire de Krasnodar ont pris l'engagement de produire dans l'année en cours 84 quintaux de viande par cent hectares, et d'augmenter la production globale de la viande en un an de plus de deux fois et demie.

Les Congrès des partis communistes d'Ukraine, de Biélorussie, du Kazakhstan et d'autres républiques, les conférences du parti des territoires et des régions en discutant les chiffres de base et les décisions de la Session de décembre du Comité central ont prévu des mesures concrètes en vue d'un accroissement notable de la production agricole au cours des prochaines années. Le Congrès du Parti communiste d'Ukraine a chaleureusement appuyé l'initiative des meilleurs kolkhoz, sovkhoz et districts de la ré-

publique de porter dans les cinq prochaines années la production de la viande (poids à l'abattage) à 100 quintaux au minimum par cent hectares de terre, répondant ainsi à l'appel lancé par les kolkhoz d'avant-garde à rattraper les Etats-Unis quant à la production de la viande. Le Congrès du Parti communiste de Biélorussie a pris la décision de doubler cette année la production de la viande dans les kolkhoz et sovkhoz.

Il faut espérer que ceux qui assument ces engagements savent bien calculer et exécuter les engagements pris. Le devoir des organisations du parti est de bien organiser les travailleurs de la campagne à la lutte pour la réalisation du but fixé.

Il faut souligner que les engagements d'augmenter la production de plusieurs fois ne traduisent pas encore toutes les possibilités dont nous disposons. La contribution de chaque république, territoire, région, district, kolkhoz et sovkhoz à la lutte pour l'exécution de la tâche proposée par les kolkhoz et les sovkhoz d'avant-garde, c'est-à-dire rattraper les Etats-Unis pour la production de la viande et d'autres produits agricoles, doit être fixée en calculant par cent hectares de terre.

Le choix judicieux et la répartition rationnelle des cadres et en tout premier lieu de présidents de kolkhoz, de directeurs de sovkhoz, de chefs d'équipe et de gérants de ferme capables d'unir, d'organiser et d'entraîner les masses, est une condition indispensable pour que toutes possibilités d'assurer un développement continu de la production agricole soient mises à profit.

On élabore actuellement dans les kolkhoz et les sovkhoz, dans les équipes et dans les fermes, des plans concrets d'accroissement de la production agricole pour 1959-1965. Le parti communiste a toujours considéré que l'élaboration des plans économiques doit être l'œuvre des masses populaires. Il faut aider les kolkhoz et les sovkhoz à dresser des plans qui tiennent compte de toutes les possibilités de développement des exploitations agricoles

collectives et d'augmentation de la production agricole.

Il est hors de doute que notre glorieuse paysannerie kolkhozienne, les travailleurs des sovkhoz et les spécialistes feront tous leurs efforts pour que le plan septennal dans le domaine de l'agriculture soit non seulement rempli, mais dépassé. *(Applaudissements prolongés.)*

LES GRANDS TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET LA REPARTITION DES FORCES PRODUCTIVES

Camarades,

Les investissements dans les nouveaux travaux de construction et dans la modernisation des entreprises sont à la base des cadences rapides de la reproduction socialiste élargie. Au cours du prochain septennat, le volume des investissements d'Etat atteindra près de 2 000 milliards de roubles.

Si l'on ajoute encore les travaux de construction exécutés au compte des ressources non centralisées, les investissements des kolkhoz ainsi que la construction de logements aux frais de la population, le volume global des investissements se montera à près de 3 000 milliards de roubles. *Cela signifie qu'en sept ans on investira à peu près autant de capitaux que durant toutes les années du pouvoir soviétique.* (*Vifs applaudissements.*)

Les grands travaux de construction se développeront à un rythme rapide dans l'industrie. Alors que l'accroissement du volume des investissements dans l'ensemble de l'économie nationale sera de 80%, les investissements dans l'industrie doubleront environ par rapport au septennat précédent.

Les investissements dans les diverses branches de l'industrie, le bâtiment et les transports se caractérisent par les chiffres suivants (en milliards de roubles et à parité des prix) :

	1952-1958	*1959-1965*	*En % par rapport à la période 1952-1958*
Sidérurgie	40,8	100	245
Industrie chimique	19,9	100-105	502-528
Industrie du pétrole et du gaz	72,2	170-173	235-240
Industrie houillère	61,2	75-78	122-127
Centrales électriques, réseaux électriques et réseaux de chauffage à distance	75,1	125-129	166-172
Constructions mécaniques	65,5	118	180
Industries forestière, du papier et du bois	25,3	58-60	229-237
Industries légère et alimentaire	40	80-85	200-212
Industries du bâtiment et des matériaux de construction	61,5	110-112	179-182
Transports et communications	107,4	209-214	195-199
dont pour les transports ferroviaires	59,3	110-115	185-194

Le volume des capitaux investis par l'Etat et les kolkhoz dans l'agriculture atteindra près de 500 milliards de roubles, c'est-à-dire qu'il dépassera environ de deux fois celui des investissements pour les sept années précédentes.

Le plan prévoit l'application de mesures pour la reconstruction radicale, l'agrandissement et le rééquipement des entreprises, pour la rénovation et la modernisation des équipements ; dans de nombreux cas, cela permettra d'accroître la production à moins de frais et plus rapidement qu'en construisant de nouvelles entreprises.

Afin de mieux utiliser les ressources naturelles des régions est du pays, on se propose, au cours du prochain septennat, d'affecter à ces régions plus de 40% de tous les investissements.

Des sommes considérables seront affectées, au cours du septennat, à la construction de logements et la mise

sur pied des services culturels et publics. On dépensera pour la construction des logements et les travaux d'urbanisme, aux seuls frais de l'Etat, une somme de 375 à 380 milliards de roubles, contre 214 milliards de roubles au cours des sept années précédentes ; plus de 80 milliards de roubles au lieu de 46 seront alloués à la construction d'écoles, d'hôpitaux et d'autres établissements culturels, publics et médicaux. Des sommes importantes seront allouées à la construction d'écoles-internats et d'établissements pour enfants.

Pour mener à bien les grands travaux prévus dans toutes les branches de l'économie nationale, il faut continuer à industrialiser la construction, à transformer les travaux du bâtiment en un travail mécanisé d'assemblage et de montage à la chaîne des édifices en panneaux de grandes dimensions et en éléments préfabriqués.

Pour industrialiser au plus vite le bâtiment, il faut introduire largement des méthodes aussi efficaces que la production des panneaux en béton armé préfabriqués par vibrolaminage ou moulage. Les immeubles construits en panneaux de grandes dimensions ont des avantages indiscutables. Pour mille mètres carrés de surface de plancher, dans les maisons construites en panneaux moulés, la quantité de travail nécessaire à la fabrication des éléments est de plus de 3 fois inférieure à celle qu'exigent les maisons en briques. Quant à la quantité de travail pour la construction, elle diminue de moitié.

Il importe de noter aussi que les dépenses de ciment dans les maisons construites en panneaux de grandes dimensions ne dépassent pas celles des maisons en briques, et que la consommation de métal est même inférieure. Les maisons assemblées en panneaux sont deux fois plus légères que les maisons en briques.

Le développement de la construction des maisons en panneaux permet non seulement d'atteindre de hauts indices techniques et économiques dans le bâtiment, mais de réduire de moitié les dépenses à la création de la base

des matériaux de construction. Les avantages de la construction des maisons en panneaux de grandes dimensions dépendent d'une production massive des éléments en usine et du montage en série des maisons à pied d'œuvre. C'est pourquoi le plan prévoit de porter en 1965 le volume de la construction d'immeubles en panneaux à 25 millions de mètres carrés de surface de plancher par an.

A l'heure actuelle on poursuit aussi les essais industriels de l'équipement, la mise au point des méthodes de fabrication, les travaux expérimentaux et d'études des diverses méthodes de laminage des panneaux précontraints à parois minces.

On pourra également employer ces panneaux dans la construction d'ouvrages industriels, hydrotechniques et autres à grandes travées et devant supporter de fortes charges.

A côté de l'accroissement du volume de la production des éléments préfabriqués en béton armé, il convient d'introduire plus largement les éléments précontraints à parois minces, plus économiques, ainsi que les éléments en béton léger. Ces éléments réclament 0,4 à 0,5 fois moins de métal et diminuent considérablement le poids des édifices. L'emploi dans le bâtiment d'éléments et de pièces en amiante-ciment est aussi une méthode très progressiste.

Le large développement de la production du béton armé et de nouvelles pièces en béton armé pour le bâtiment, l'existence des puissants engins de levage permettent de construire les toitures de façon nouvelle, c'est-à-dire de faire, au lieu d'une couverture spéciale, des planchers hauts en béton armé formant couverture. Cela a déjà été vérifié dans la pratique et on compte bon nombre de maisons où le plancher haut forme couverture. Il faut introduire largement les nouvelles méthodes de construction des toitures permettant d'économiser la tôle et d'éviter les réparations. Il serait peut-être bon de prendre une décision spéciale, qui indiquerait les délais de la réalisation de cette mesure, pour inciter enfin les conservateurs à travailler d'une façon nouvelle.

L'industrialisation des travaux du bâtiment exige une forte augmentation de la production du ciment et l'amélioration de sa qualité. L'accroissement de la production du ciment atteindra en 7 ans environ 50 millions de tonnes, ce qui équivaut presque au niveau actuel de sa production aux Etats-Unis. Le plan prévoit aussi d'augmenter la production d'autres matériaux de construction, notamment de matériaux calorifuges, des articles à base de matières plastiques et de résines synthétiques, ainsi que de l'équipement sanitaire.

Pour satisfaire les besoins du bâtiment en matériaux et éléments préfabriqués, il est indispensable de développer en tout premier lieu l'industrie du bâtiment et l'industrie des matériaux de construction. Il faut en finir définitivement avec la pratique erronée qui consiste à avoir, pour chaque chantier, sa propre base de préparation des matériaux de construction, souvent semi-artisanale ; il faut organiser un système régional d'entreprises de l'industrie du bâtiment pouvant desservir les chantiers de la région économique ou bien le lieu de concentration des travaux de construction.

Il est nécessaire de poursuivre le fusionnement des petites entreprises du bâtiment et de les spécialiser, ce qui permettra d'accélérer notablement la construction et d'en diminuer le coût. Les questions de la diminution du prix de revient et de l'amélioration de la qualité des travaux de bâtiment et de montage restent à l'ordre du jour. Le plan prévoit une diminution générale du prix de revient de la construction au cours du septennat d'au moins 6%, et une diminution du prix de revient de la construction des logements de 14% par rapport à 1958.

Camarades, il faut en finir avec la mauvaise pratique d'éparpillement des capitaux dans de multiples chantiers de construction et concentrer les investissements, les ressources matérielles et la main-d'œuvre sur les ouvrages les plus importants et qui doivent être livrés rapidement à l'exploitation. On ne peut mettre en chantier de nou-

veaux ouvrages sans une préparation suffisante, sans disposer de projets bien au point, de la base de matériaux de construction nécessaire, et d'autres conditions assurant la rapidité des travaux. Il est très important que nos organismes de planification et économiques fassent preuve d'une attitude sérieuse et économe en ce qui concerne l'emploi des investissements.

L'ampleur sans précédent des travaux de construction au cours du prochain septennat réclame que nous réservions une attention particulière à la *répartition des forces productives*.

Le XX• Congrès du parti avait indiqué la nécessité de l'exploitation accélérée des gigantesques ressources en matières premières et énergie des régions est. Cette indication est en voie de réalisation. Des travaux sont déployés en vue de la création d'une troisième base métallurgique en Sibérie et au Kazakhstan. On construit, sur l'Angara et l'Iénisséi, des centrales hydrauliques qui seront les plus grandes au monde. De nouveaux succès sont enregistrés dans la mise en valeur des terres vierges et en friche.

Les chiffres de base prévoient un nouveau progrès dans l'exécution de ces tâches. En 1965, la part des régions est dans l'extraction du charbon atteindra 50%, dans la production de l'acier — 48%, du cuivre affiné — 88%, de l'aluminium — 71%, du ciment — 42%, dans la production de l'énergie électrique — 46%, le débardage du bois — 52%, la production du papier — 32%. L'industrie chimique, le raffinage du pétrole et la métallurgie des nonferreux se développeront.

L'envergure gigantesque de la nouvelle édification changera considérablement la carte économique des régions est. La création de nouveaux puissants centres industriels : Koustanaï, Pavlodar-Ekibastouz, Atchinsk-Krasnoïarsk, Bratsk-Taïchet et d'autres, stimulera fortement le développement des forces productives dans l'Est du pays.

La création d'une nouvelle base céréalière dans l'Est du pays a permis d'aborder la réorganisation radicale de la production agricole dans diverses républiques et régions, et de tirer parti plus rationnellement des riches conditions naturelles et économiques en vue de l'accroissement de la production de l'agriculture et de l'élevage.

Si auparavant, par exemple, nous étions obligés de stocker le grain dans tout le pays, à l'heure actuelle il devient possible de ne pas procéder à des achats de grain dans les régions nord-ouest de la Fédération de Russie, dans les républiques Baltes, dans de nombreuses régions de la Biélorussie et dans le Polessié ukrainien. A présent ces régions où les meilleures conditions sont réunies pour cela, se spécialiseront dans la production du lait, du lard et des plantes industrielles. Certes, dans l'avenir, lorsque ces régions recevront une quantité suffisante d'engrais minéraux pour les cultures céréalières, que le rendement s'élèvera et qu'augmentera la production du grain, ce dernier y sera même meilleur marché que dans les autres régions et républiques, et il sera également avantageux d'y acheter le grain.

Nous avons maintenant la possibilité de diminuer, et par la suite, lorsque la production céréalière sera développée dans les autres régions du pays, de supprimer les achats de grain dans les républiques de Transcaucasie et d'Asie Centrale, afin d'y développer à des rythmes plus rapides la culture de plantes aussi précieuses que le coton, le thé, les agrumes, la vigne et les arbres fruitiers, etc.

Longtemps les régions de l'Ukraine, du Caucase du Nord et les régions des terres noires du Centre étaient les principaux greniers du pays. A présent, grâce à une certaine diminution de la culture des céréales, elles ont reçu la possibilité de spécialiser les kolkhoz et les sovkhoz dans l'élevage et la culture des plantes industrielles, notamment de la betterave à sucre.

Tout en développant au maximum les forces productives dans l'Est de notre pays, il faut tirer parti de toutes les possibilités existantes pour augmenter la production dans les régions européennes de l'U.R.S.S. Ici, il convient de mettre particulièrement l'accent sur une meilleure utilisation et sur l'extension des capacités des entreprises existantes et des terres cultivées, sur l'emploi judicieux des réserves intérieures, sur une spécialisation plus poussée des régions et l'extension des rapports économiques.

Au cours du prochain septennat, la base énergétique et celle des matières premières de la partie européenne de l'U.R.S.S. seront considérablement renforcées. La découverte de riches gisements de pétrole et de gaz permettra de modifier la part des différents combustibles dans la consommation et de mettre fin aux transports de charbon du Kouzbass et de Karaganda à des milliers de kilomètres.

On envisage la création d'une puissante industrie de synthèse organique utilisant comme matières premières le pétrole et le gaz, dans de nombreuses régions et surtout dans la Moyenne Volga. L'industrie du raffinage du pétrole progresse dans toutes les principales régions économiques de la partie européenne de l'U.R.S.S. On se propose d'exploiter en grand les minerais de fer du gisement dit l'anomalie magnétique de Koursk et du bassin de Krivoï Rog, ce qui permettra de continuer à développer la sidérurgie du Centre et du Sud du pays. Avec la mise en service des centrales hydrauliques de Stalingrad, Krémentchoug et autres, l'utilisation des ressources hydroénergétiques de la Volga, du Dniepr et des autres fleuves s'amplifiera beaucoup.

Il est prévu également de mieux employer les ressources naturelles et la main-d'œuvre de l'agriculture en spécialisant davantage les régions agricoles, en augmentant leur production, en élevant de façon substantielle le rendement de toutes les cultures et la produc-

tivité de l'élevage. Autour des grands centres industriels, on créera de grosses exploitations maraîchères, de grandes fermes laitières et autres, pour ravitailler la population de ces centres.

Les tâches posées par le développement de l'économie nationale du pays au cours du prochain septennat exigent une amélioration de la planification économique. Notre planification doit prévoir une spécialisation plus poussée et le développement complet de l'économie aussi bien des républiques que des grandes régions économiques.

La création des régions économiques administratives a rendu plus rationnels les rapports économiques, tant dans les régions elles-mêmes, qu'entre elles, et l'effet de cette mesure a été important. Mais il existe aussi une interprétation fausse, marquée par l'esprit de clocher, qui voit dans l'économie à branches multiples une économie autarcique. Il convient de lutter résolument contre les tendances de cette sorte, qui sont contraires aux intérêts de l'Etat.

L'Union Soviétique est un Etat socialiste multinational fondé sur l'amitié des peuples égaux en droits, qu'unissent une volonté commune et le désir d'avancer fermement dans la voie de l'édification du communisme. *Nos plans reflètent avec éclat la politique nationale léniniste qui assure de larges possibilités pour le développement général de l'économie et de la culture de tous les peuples.* (*Applaudissements.*) Cela est confirmé à nouveau par les chiffres de base du développement de l'économie nationale pour 1959-1965, qui prévoient un véritable essor de l'économie de toutes les républiques soviétiques. Dans chaque république, ce sont les branches de l'économie pour lesquelles cette république dispose des conditions naturelles et économiques les plus favorables, qui progresseront en premier lieu.

Les thèses sur les chiffres de base exposent les principaux indices caractérisant le développement de l'économie nationale de toutes les républiques fédérées. Elles

ont trouvé le soutien et l'approbation totale des travailleurs de ces républiques.

Le plan septennal fixe d'une part l'utilisation la plus efficace des ressources de chaque république, et assure d'autre part une juste combinaison des intérêts des républiques et de l'Union Soviétique dans son ensemble. Le plan prévoit la consolidation des rapports économiques entre les républiques et l'extension de la division socialiste du travail. La communauté des nations socialistes est une source d'accroissement des forces et de la puissance de l'Etat socialiste multinational. Notre parti, qui éduque les masses dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, a toujours mené une lutte intransigeante, aussi bien contre le chauvinisme impérialiste que contre le nationalisme local.

La tâche consiste à faire progresser encore l'éducation des travailleurs dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien et du patriotisme soviétique. Le Parti communiste considère comme son devoir sacré de renforcer inlassablement l'amitié des peuples, base de la puissance et de l'invincibilité de l'Union Soviétique. (*Applaudissements prolongés.*)

* * *

Camarades, la réalisation des plans de développement de l'industrie, de l'agriculture et des transports, l'accomplissement du programme de construction, arrêtés pour le prochain septennat, ne seront possibles qu'à la condition d'un progrès important de la technique et de l'accroissement de la *productivité du travail social,* source principale de la reproduction socialiste élargie et des accumulations, fondement de l'élévation du niveau de vie des travailleurs.

Pendant le septennat, la productivité du travail, calculée par travailleur, doit augmenter dans l'industrie de 45 à 50%, dans le bâtiment de 60 à 65%, dans les transports ferroviaires de 34 à 37%, dans les sovkhoz de 60

à 65%, et dans les kolkhoz elle doit doubler environ. Compte tenu de la réduction de la journée de travail, la production horaire devra s'accroître encore davantage. En 1965, l'accroissement de la productivité du travail fournira les trois quarts de l'augmentation de la production industrielle.

Avec le développement de la production sociale, il deviendra encore plus important d'économiser les moyens matériels et la main-d'œuvre. Il faudra utiliser au maximum les ressources intérieures de l'économie nationale. Les frais de production dans l'industrie, le bâtiment, les transports et dans les sovkhoz doivent diminuer d'environ 850 milliards de roubles pendant le septennat. Que représente ce chiffre ? C'est presque la moitié du volume des investissements d'Etat pour le septennat.

La réalisation des tâches fixées par le plan dépend directement de l'amélioration sensible du travail des organismes économiques dans tous les domaines.

Dans notre pays, où les accumulations intérieures sont la source des accumulations pour la reproduction élargie, la lutte pour un régime de strictes économies prend une importance particulière. Le parti a toujours souligné la nécessité de gérer l'économie par les méthodes les plus rationnelles. Aujourd'hui, *au moment où chaque pour-cent de réduction des frais de production s'exprime par un chiffre colossal, qui dépasse 12 milliards de roubles et qui équivaudra à 21 milliards de roubles par an à la fin du septennat, la lutte pour la réduction des prix de revient, pour l'application d'un régime d'économies acquiert une importance particulièrement grande.*

Aussi s'agit-il d'organiser une véritable croisade populaire contre toutes les manifestations d'incurie, de gaspillage, de négligence envers les biens nationaux. Il est nécessaire d'augmenter la responsabilité des dirigeants pour tous les indices qualitatifs de l'activité des entreprises, des chantiers et surtout pour la réduction des prix

de revient et l'amélioration de la qualité de la production. Il faut continuer à renforcer l'autonomie financière dans l'industrie, le bâtiment, les transports et l'agriculture.

En établissant le plan de sept ans, on a fait en sorte qu'il puisse être réalisé sans exiger une trop grande tension des forces. Pourquoi cela ? Parce que si le plan est surchargé, il peut se faire qu'il ne soit pas exécuté dans certains domaines, que certaines branches de l'économie ne reçoivent pas les quantités nécessaires de matières premières, de matériaux et d'équipements, ce qui risquerait d'entraîner l'inactivité imprévue des entreprises, et par conséquent une utilisation incomplète des capacités de production, des arrêts de travail pour les ouvriers, avec toutes les conséquences que cela comporte. C'est ce que les économistes appellent des disproportions.

Le plan septennal est établi de façon à éviter cela. Son dépassement permettra de créer des réserves supplémentaires et d'obtenir des accumulations en sus du plan. Des conditions favorables seront ainsi créées pour le travail régulier des entreprises et pour une meilleure utilisation de l'outillage. Grâce à cette régularité, les entreprises n'auront pas d'arrêts imprévus, travailleront à plein, et la main-d'œuvre et le matériel seront mieux employés. Par conséquent, la productivité du travail augmentera et les salaires des ouvriers seront plus stables.

Cela crée de bonnes conditions pour le développement harmonieux de toutes les branches de l'économie nationale. Mais évidemment, quel que soit le plan, si on le laisse aller de lui-même, il ne sera pas réalisé. Il faut mobiliser les efforts de tout le peuple : ouvriers, ingénieurs, techniciens, savants, employés, kolkhoziens, travailleurs des sovkhoz, pour accomplir et dépasser le plan septennal. (*Applaudissements.*)

Or, que signifie à notre époque le dépassement du plan économique, ne fût-ce que de l'un ou deux pour-cent ?

On sait qu'au cours de la dernière année du premier plan quinquennal (1932), un accroissement de 1% de la production industrielle représentait, en prix actuels, près de 800 millions de roubles ; en 1959, le même accroissement représentera plus de 11 milliards de roubles, et en 1965 il dépassera 19 milliards de roubles. Si par exemple les rythmes annuels moyens d'accroissement de la production industrielle fixés par le plan septennal (8,6%) sont dépassés chaque année de 1%, cela permettra d'obtenir en 1965 pour plus de 130 milliards de roubles de production supplémentaire, et pour l'ensemble des sept années — plus de 440 milliards de roubles.

Si l'accroissement annuel moyen de la production dépasse de 2% les prévisions du plan, la production industrielle supplémentaire représentera en 1965 plus de 265 milliards de roubles, et plus de 900 milliards de roubles pour l'ensemble du septennat. Nous sommes persuadés que les tâches concernant l'augmentation de la production agricole et la réduction des frais de production et de circulation seront, elles aussi, considérablement dépassées.

Il en résultera que l'Etat aura à sa disposition des dizaines et des centaines de milliards de roubles d'accumulations supplémentaires, qui seront dans ses mains une réserve importante pour élever le niveau de vie du peuple. Les moyens financiers obtenus grâce au dépassement du plan permettront de développer encore plus largement la construction de logements, d'écoles-internats, d'entreprises industrielles produisant des articles de large consommation. Il sera possible d'accorder davantage de crédits pour le progrès rapide des branches les plus importantes de l'agriculture. Nous aurons aussi plus de possibilités pour aider les pays socialistes frères.

L'expérience de l'édification socialiste dans notre pays, l'émulation de tout le peuple et l'enthousiasme des

masses au travail nous donnent la pleine certitude que notre nouveau plan sera, lui aussi, non seulement réalisé, mais dépassé. (*Vifs applaudissements.*)

L'ELEVATION DU NIVEAU DE VIE DU PEUPLE SOVIETIQUE

Camarades,

Le plan septennal fixe la tâche d'*assurer une élévation incessante du niveau de vie des travailleurs* sur la base d'un nouvel et puissant essor de toutes les branches de l'économie et du développement prioritaire de l'industrie lourde.

Dans les conditions actuelles, alors que notre pays possède une puissante industrie et une grande agriculture qui se développent avec succès, toutes les conditions existent pour que dans un proche avenir le peuple soviétique vive mieux, pour que ses besoins matériels et spirituels soient plus pleinement satisfaits.

Le plan septennal prévoit :

— un accroissement important du revenu national et, à partir de là, une sérieuse augmentation des revenus réels des travailleurs ;

— la réduction de la journée de travail et la diminution du nombre des jours de travail par semaine ;

— l'augmentation de la production des articles de large consommation et l'amélioration de leur qualité ;

— une extension considérable de la construction de logements ;

— une nette amélioration des services sociaux, culturels et divers.

En régime socialiste, l'accroissement du revenu national est à la fois l'indice le plus général et la base réelle de l'élévation du niveau de vie des travailleurs.

Aux Etats-Unis, les capitalistes accaparent plus de la moitié du revenu national, alors qu'ils ne représentent qu'un dixième environ de la population du

pays. En U.R.S.S., près des trois quarts du revenu national servent à satisfaire les besoins matériels et culturels des travailleurs. L'autre partie du revenu national, qui appartient également aux travailleurs, est utilisée pour élargir la production socialiste et pour divers autres besoins sociaux.

En 1965, le revenu national de l'U.R.S.S. augmentera de 62 à 65% par rapport à 1958, et il sera près de six fois plus élevé qu'en 1940. Aucun pays capitaliste ne connaît de rythmes aussi rapides d'augmentation du revenu national. Cet accroissement garantira une nouvelle augmentation de la consommation, dont le volume s'accroîtra de 60 à 63% au cours du septennat. Les revenus des travailleurs s'élèveront considérablement.

Par suite de l'augmentation des salaires en espèces, des pensions, retraites et allocations, ainsi que de la baisse des prix dans l'alimentation publique, les revenus réels des ouvriers et employés, calculés par travailleur, augmenteront de 40% d'ici la fin du septennat. A noter que le salaire minimum des ouvriers et employés insuffisamment rétribués passera de 270-350 à 500-600 roubles par mois. Les revenus réels des kolkhoziens augmenteront, eux aussi, d'au moins 40%, principalement grâce à l'accroissement de la production collective dans les kolkhoz.

A l'heure actuelle, le développement de toute l'économie nationale et de la culture de l'Union Soviétique se fait, essentiellement, grâce aux accumulations des entreprises socialistes. Au fur et à mesure que sera réalisé le plan septennal, le volume de ces accumulations augmentera sans cesse, et elles deviendront, en fin de compte, la source unique de la reproduction socialiste élargie et de l'élévation continue du niveau de vie du peuple.

Dans ces conditions, l'existence des impôts prélevés à la population n'est pas indispensable ni du point de vue de leur portée de classe, comme cela avait lieu par le passé dans le sens d'une limitation des revenus des

éléments capitalistes, ni du point de vue des garanties des recettes du budget national de l'U.R.S.S., d'autant plus que le montant des impôts prélevés à la population est devenu maintenant insignifiant, et n'atteint que 7,8% du chapitre des recettes du budget.

Tout ceci nous permettra de renoncer dans les années qui viennent aux impôts prélevés à la population. Il va de soi qu'une mesure aussi importante exigera une étude approfondie de la question, ainsi que les préparatifs appropriés, afin qu'elle soit réalisé de la manière la plus rationnelle, compte tenu des intérêts de la population et de l'Etat.

On sait que dans notre pays le régime des retraites est meilleur que dans n'importe quel pays capitaliste. En U.R.S.S., tous les ouvriers et employés bénéficient de retraites aux frais de l'Etat. Dans les pays capitalistes où il existe, le système des retraites est organisé principalement aux frais des travailleurs eux-mêmes, car les fonds proviennent dans une grande mesure de retenues sur les salaires des ouvriers.

Le problème social de l'emploi de la population, insoluble pour le capitalisme, le chômage permanent dans les villes et la paupérisation massive de la paysannerie à la campagne sont inconnus dans la société socialiste. En sept ans, le nombre des ouvriers et des employés occupés dans toutes les branches de l'économie nationale augmentera encore de presque 12 millions et atteindra 66,5 millions.

Comme vous le savez, parallèlement à d'autres mesures visant à élever le niveau de vie du peuple, le plan septennal prévoit l'augmentation des salaires. Une question se pose : pour améliorer le bien-être du peuple, devons-nous avoir recours uniquement à la majoration directe des salaires et à la baisse des prix ?

Naturellement le parti et le gouvernement appliqueront avec conséquence la ligne fixée en ce qui concerne l'augmentation des salaires et la baisse des prix. Mais

ce n'est là qu'une des voies possibles. Le niveau matériel et culturel des Soviétiques n'est pas déterminé seulement par la somme des moyens financiers mis à leur disposition sous forme de salaires, et par la baisse des prix. Il ne serait pas juste de se représenter les choses de la façon suivante : aujourd'hui, celui qui reçoit pour son travail 30 roubles par jour, par exemple, se trouve dans les conditions du socialisme ; si demain il touche cinq fois plus, cela veut dire qu'il est passé au communisme.

En régime socialiste, le souci que manifeste la société pour l'élévation du niveau de vie du peuple englobe un vaste ensemble de besoins divers. Nous avons un moyen véritablement communiste d'améliorer le bien-être des travailleurs, de créer de meilleures conditions de vie pour l'ensemble de la société et pour chacun en particulier. Ce moyen comporte : l'attribution à chacun d'un logement confortable, l'organisation de l'alimentation publique, l'amélioration des services courants, l'extension du réseau des établissements de puériculture, le perfectionnement de l'instruction publique, l'organisation des loisirs et l'amélioration des services médicaux, la construction d'institutions culturelles, etc.

Dans les premieres années du pouvoir soviétique, lorsque furent ouverts chez nous les réfectoires publics, les jardins d'enfants et les crèches, Lénine les appela les « premiers germes du communisme ». Il considérait que le premier devoir du parti et de l'Etat était de s'occuper avec sollicitude de ces germes, de les soigner, et il disait : « . . . avec l'appui du pouvoir de l'Etat prolétarien, les germes du communisme ne s'étioleront pas ; ils grandiront pour devenir le communisme intégral. » (V. Lénine, Œuvres, t. 29, p. 397.) Maintenant nous n'avons plus seulement des germes, mais tout un système de diverses organisations de type communiste, et il est de notre devoir de les multiplier, d'améliorer et de perfectionner leur fonctionnement.

L'homme est un être social, et sa vie est inconcevable, impossible hors de la collectivité, détachée de la société à laquelle il est lié par une multitude de rapports les plus divers. Cet aspect social de la vie humaine se manifeste de plus en plus complètement au cours de l'édification du communisme. C'est pourquoi la satisfaction des besoins individuels de chacun doit aller de pair avec l'augmentation des biens matériels et culturels de la société. Elle doit se produire non seulement grâce à la majoration des salaires, mais aussi par l'intermédiaire des fonds sociaux dont le rôle et l'importance grandiront de plus en plus.

Les dépenses de l'Etat pour les services sociaux ne cessent de croître. Il est significatif, par exemple, que plus de 215 milliards de roubles ont été dépensés en 1958 aux assurances sociales, aux allocations diverses, aux retraites, aux bourses d'étudiants, à l'enseignement gratuit, aux services médicaux, aux congés payés, à l'entretien des écoles-internats, des jardins d'enfants, des crèches, des maisons de cure et de repos, des maisons de retraite pour les vieux, etc. D'après le plan septennal, les dépenses consacrées à ces fins devront atteindre en 1965 environ 360 milliards de roubles et représenteront près de 3 800 roubles par travailleur et par an. En outre, l'Etat dépensera plus de 800 roubles par travailleur et par an pour la construction des logements, des écoles, des établissements culturels, médicaux et publics.

Ce sont, camarades, des sommes importantes. Seul un Etat socialiste peut consacrer de tels moyens financiers à améliorer la vie de ses citoyens. Ce n'est pas un hasard si beaucoup de gens, parfois éloignés du communisme, mais honnêtes, lorsqu'ils viennent chez nous du monde capitaliste, sont frappés en voyant tout ce qu'on fait pour l'homme dans notre pays.

Prenons une question importante comme celle du logement. Le problème du logement est un des problèmes sociaux les plus graves de l'humanité. Par exemple, aux

Etats-Unis, comme l'indique le « Livre des faits » du Comité national du parti démocrate, quinze millions de personnes vivent dans des taudis, 13 millions de maisons (un quart du nombre total) ne répondent pas aux conditions exigées pour l'habitat, 7 millions de maisons urbaines sont inhabitables à cause de leur délabrement total. Les besoins en logements, les loyers élevés qui représentent 25 à 30% du budget familial, sont un souci constant pour les travailleurs dans le monde capitaliste.

En Union Soviétique, on se préoccupe de plus en plus d'améliorer les conditions de vie et de logement des travailleurs. Dans notre pays, le loyer, charges comprises, représente en moyenne 4 à 5% du budget familial. A la campagne, les maisons d'habitation sont construites avec l'aide des kolkhoz et de l'Etat. Dans aucun pays capitaliste, les travailleurs ne disposent de telles possibilités.

La tâche posée par le parti et le gouvernement en 1957 : mettre fin au manque de logements et régler ainsi la question du logement au cours des prochaines 10 à 12 années, est en bonne voie de réalisation. Ces deux dernières années, on a construit des maisons d'habitation d'une superficie totale de 120 millions de mètres carrés, soit 12 millions de mètres carrés de plus que ne le prévoyait le plan. Au cours du septennat, on envisage de bâtir 650 à 660 millions de mètres carrés de surface habitable, soit près de 15 millions de logements. Ce chiffre dépasse le total du fonds locatif urbain construit sous le pouvoir soviétique.

Quant à la répartition de la surface habitable, l'objectif est de passer à l'attribution d'un appartement pour chaque famille. Il faut accorder une attention particulière à l'amélioration du fonctionnement des bureaux d'études dont l'activité doit correspondre aux besoins accrus. Les bureaux d'études doivent mettre au point, en vue d'une large application, des projets-types économiques de maisons d'habitation, ainsi que des plans généraux de développement des villes et des projets d'aménagement des

localités rurales, pour que les conditions de vie à la ville et à la campagne répondent aux besoins de l'homme soviétique.

Il faut non seulement assurer à l'homme un bon logement mais aussi lui apprendre à utiliser convenablement les biens sociaux, à bien vivre, à respecter les règles de conduite en société socialiste. Cela ne se fait pas tout seul et ne peut être obtenu qu'au bout d'une lutte longue et persévérante pour la victoire du mode de vie nouveau, communiste.

Le plan septennal prévoit l'amélioration continue de la protection de la santé publique et de l'assistance médicale. Dans les pays capitalistes, personne ne prend soin du travailleur, de sa santé et de sa vie. Pour toute aide médicale, petite ou grande, il faut payer de sa poche des sommes importantes. Lors de notre voyage en Finlande, un ouvrier nous a raconté quelles difficultés il avait rencontrées pour se faire opérer de l'appendicite : il fallait payer, et payer cher, ou mourir.

Et ce n'est pas un cas isolé. La revue américaine *United States News and World Report* écrit que le coût de l'assistance médicale aux Etats-Unis « est un lourd fardeau pour une famille moyenne ». La revue indique notamment que les soins nécessités par un ulcère de l'estomac, avec intervention chirurgicale, coûtent 1 264 dollars 50, dont 325 dollars 50 pour 21 jours d'hôpital, 500 dollars pour l'opération, 75 dollars pour le séjour dans la salle d'opération, 3 dollars pour le séjour dans la salle des convalescents, 78 dollars 60 pour les soins, 21 dollars 50 pour l'oxygène, 56 dollars 30 pour les pansements, 99 dollars pour les analyses, 50 dollars pour l'anesthésie et 55 dollars pour la radioscopie.

On sait qu'en Union Soviétique les travailleurs bénéficient des soins médicaux gratuits, qu'ils ont à leur disposition un vaste réseau d'hôpitaux et de polycliniques. Au cours du septennat, l'ensemble des dépenses de l'Etat

pour la protection de la santé publique s'élèvera à près de 360 milliards de roubles.

Par suite de l'amélioration des conditions de vie du peuple et de la protection de la santé, la durée moyenne de la vie s'est accrue dans notre pays. Ces dernières années la mortalité en Union Soviétique est la plus basse du monde et l'accroissement de la population est supérieur à celui de la plupart des pays. Dans l'ensemble la mortalité en U.R.S.S. a diminué de 4 fois par rapport à la période d'avant la révolution, et la mortalité infantile de 6 fois.

Telles sont les données objectives, et elles sont très significatives.

Le parti communiste a toujours considéré la lutte pour la réduction de la journée de travail comme une de ses tâches fondamentales. Le projet de chiffres de base envisage de terminer en 1960 le passage à la journée de 7 heures pour les ouvriers et employés et à la journée de 6 heures pour les ouvriers occupés aux principaux travaux du fond dans les mines. On prévoit que les ouvriers et les employés ayant une journée de 7 heures passeront en 1962 à la semaine de 40 heures.

A partir de 1964, on se propose de passer graduellement à la semaine de 30 heures pour les ouvriers du fond et pour ceux occupés à des travaux insalubres, et à la semaine de 35 heures pour les autres travailleurs. Cela signifie qu'avec un seul jour de repos par semaine, la durée de la journée de travail sera de 5 ou 6 heures selon le caractère du travail. Etant donné que pour la majorité des ouvriers et des employés, il est plus avantageux d'avoir deux jours de repos par semaine, on se propose d'instaurer la semaine de 5 jours avec une journée de travail de 6 ou 7 heures.

La réduction de la journée et de la semaine de travail sera appliquée non seulement sans diminution de salaires, mais ceux-ci continueront à augmenter notablement. *L'U.R.S.S. aura la journée et la semaine de travail les*

plus courtes du monde, en même temps que le niveau de vie de la population s'élèvera. (Vifs applaudissements.)

En Union Soviétique, l'accroissement de la production des denrées conduit à une augmentation incessante de la consommation et à l'amélioration de l'alimentation de toute la population, alors que dans les pays capitalistes, les chiffres moyens dissimulent un décalage énorme entre le niveau de l'alimentation des classes possédantes et celui des travailleurs, de même qu'entre le niveau de l'alimentation de la population des métropoles et des colonies.

L'augmentation de la production des articles de consommation courante et l'élévation des revenus de la population exigent que le commerce soit amélioré et développé. Au cours du septennat, le chiffre d'affaires du commerce de détail d'Etat et coopératif s'accroîtra d'environ 62%. La population achètera beaucoup plus de produits alimentaires, de tissus, de vêtements, de linge et de chaussures. On se propose de construire au cours du septennat 90 000 magasins et 64 000 entreprises d'alimentation publique.

Camarades ! Il est nécessaire de souligner l'importance exceptionnelle de l'alimentation publique. Il faut étendre encore le réseau des fabriques-cuisines, des cantines dans les entreprises, les écoles et les établissements d'enseignement supérieur. Il faut ouvrir des réfectoires publics dans les maisons d'habitation pour que les familles des travailleurs puissent en profiter et mieux organiser leur alimentation. La tâche est fixée de baisser les prix des produits de l'alimentation publique.

Il est nécessaire de multiplier les entreprises de confection et de réparation des vêtements et des chaussures, de réparation des logements, des meubles, des articles d'usage ménager ou culturel, et d'améliorer les services courants.

Certains de nos adversaires étrangers affirment que le plan septennal soviétique, mettant l'accent sur le dévelop-

pement de l'industrie lourde, exigera des « sacrifices » de la population. Notre plan prévoit en effet d'importants investissements dans l'industrie lourde. Comment pourrait-il en être autrement ?

Pour avoir des biens de consommation en quantités suffisantes, il faut des moyens de production, il faut produire du métal, construire des machines et des chaînes de fabrication automatiques qui travailleront à satisfaire les besoins de l'homme. Même pour faire pousser une culture aussi ordinaire que la pomme de terre, il a fallu des socs métalliques sur les charrues de bois. Or nous allons vers la société communiste, nous voulons que les machines accomplissent les principaux travaux et que le rôle de l'homme se borne à les diriger. Jadis, lorsqu'un paysan voulait acheter un cheval, il devait économiser sur tout. Il savait bien qu'avec un cheval il pourrait gérer son exploitation, et que sans cheval il ne pourrait pas vivre. Maintenant, les temps ont changé. Notre cheval à nous, c'est une industrie développée, des moyens de production puissants. Quand nous l'aurons, nous aurons tout le reste. (*Applaudissements.*)

Pendant les premiers quinquennats, lorsque la nécessité de surmonter un retard séculaire et de créer une puissante économie socialiste était une question de vie ou de mort pour le pays des Soviets, seul pays du socialisme dans le monde et entouré d'Etats capitalistes, le peuple soviétique tendait toutes ses forces, consentait volontairement des sacrifices. Mais même à cette époque, le parti et l'Etat faisaient tout le possible pour améliorer la situation matérielle des travailleurs. Aujourd'hui, nous avons atteint un tout autre niveau de développement, nous disposons d'autres possibilités, d'autres forces et nous nous fixons résolument la tâche d'améliorer considérablement la vie du peuple soviétique. Aussi, parler maintenant d'on ne sait quels « sacrifices », c'est déformer la vérité.

Que ceux qui « critiquent » notre plan, essaient de nommer ne fût-ce qu'un seul gouvernement capitaliste qui en-

visage d'accroître la consommation populaire dans des proportions aussi grandes que chez nous ! Qu'ils citent un Etat bourgeois où l'on prévoit de réduire la journée de travail tout en maintenant, et même en augmentant, les salaires. Pour cela, la classe ouvrière et les travailleurs des pays capitalistes doivent mener une lutte très dure contre les exploiteurs. Il n'existe pas et il ne peut pas exister dans le monde capitaliste de gouvernement, d'Etat qui feraient preuve d'une telle sollicitude à l'égard des travailleurs. *(Applaudissements.)*

EDUCATION COMMUNISTE ET INSTRUCTION PUBLIQUE. DEVELOPPEMENT DE LA SCIENCE ET DE LA CULTURE

Camarades,

Pour passer au communisme, il faut non seulement une base matérielle et technique développée, mais aussi un haut niveau de conscience de tous les citoyens. *Plus les grandes masses seront conscientes et mieux seront exécutés les plans de l'édification du communisme.* C'est pourquoi les questions de l'éducation communiste des travailleurs, et surtout de la génération montante, acquièrent aujourd'hui une importance exceptionnelle.

Tout le travail idéologique de notre parti et de l'Etat tend à développer chez les citoyens soviétiques de nouvelles qualités, à les éduquer dans l'esprit du collectivisme, dans l'amour du travail, dans l'esprit de l'internationalisme socialiste et du patriotisme, des hauts principes de la morale de la société nouvelle, dans l'esprit du marxisme-léninisme. Pour arriver au communisme, la société la plus juste et la plus parfaite, où s'épanouiront tous les meilleurs traits moraux de l'homme libre, il nous faut dès maintenant former l'homme de l'avenir. Il faut développer chez les Soviétiques la morale communiste fondée sur le dévouement au communisme et l'intransigeance envers ses ennemis, la conscience du devoir social, la participation active au travail pour le bien de la société, l'ob-

servation librement consentie des règles fondamentales de la vie sociale, l'entraide amicale, l'honnêteté et la franchise, l'intolérance envers les perturbateurs de l'ordre public.

Les idéologues et les hommes politiques bourgeois, ainsi que les opportunistes qui font chorus avec eux, déploient bien des efforts pour démontrer que les communistes nient la morale, que le socialisme ne correspond pas aux lois morales de l'humanité. En même temps, ils se font passer eux-mêmes pour des défenseurs des valeurs morales, de l'humanisme, de la liberté et des droits de l'individu.

Mais existe-t-il des raisons tant soit peu fondées pour appuyer ces allégations ? La vie elle-même, la simple confrontation de la morale des deux mondes répondent à cette question.

L'égoïsme individuel, l'esprit de lucre, la soif de profits, l'hostilité et la concurrence, tel est le fond de la morale de la société bourgeoise. L'exploitation de l'homme par l'homme qui est à la base de la société bourgeoise constitue l'atteinte la plus brutale à la morale. Ce n'est pas par hasard que la morale des classes exploiteuses se caractérise par cette formule féroce : L'homme est un loup pour l'homme. Le socialisme affirme une autre morale, celle de la collaboration et du collectivisme, de l'amitié et de l'entraide. On y met au premier plan le souci du bien général du peuple, du développement harmonieux de la personnalité au sein de la collectivité où l'homme n'est pas pour son prochain un ennemi, mais un ami et un frère.

Les combattants du communisme s'inspirent des nobles idées de l'affranchissement des masses populaires du joug du capital, de l'idée du bien général de l'humanité ; par leur exemple et leur conduite personnels, ils ont montré leur grande force morale. Les communistes n'ont jamais ménagé ni leurs forces, ni leur vie, ils ont accepté hardiment la mort et les tortures pour que soient réalisés

leurs grands idéals. Aujourd'hui encore, beaucoup de communistes languissent dans les prisons et les geôles des pays capitalistes pour leurs convictions humanistes, leur dévouement au peuple et leur lutte pleine d'abnégation pour son bonheur.

La grande influence morale des idées du communisme se manifeste avec éclat dans les pays socialistes par la participation active de millions d'hommes à l'édification de la vie nouvelle. Les hommes politiques bourgeois ne peuvent comprendre le patriotisme et l'enthousiasme au travail des Soviétiques qui placent les intérêts de la société au-dessus des leurs propres, car ils ont conscience qu'en régime socialiste, le bien-être et le bonheur des hommes sont assurés par toute la société.

Prenons comme exemple les mesures réalisées sur l'initiative des travailleurs en ce qui concerne les emprunts d'Etat. Des millions de Soviétiques se sont prononcés de leur propre gré pour que le remboursement des obligations des anciens emprunts d'Etat soit ajourné à 20 ou 25 ans. Ce fait nous révèle de nouveaux traits de caractère, de nouvelles qualités morales de notre peuple, inconcevables dans les conditions du régime d'exploitation.

On sait fort bien qu'en régime capitaliste l'homme se replie sur lui-même, ne compte que sur ses propres forces, car il ne peut compter sur personne. Il sait que s'il perd son emploi, il perd ses moyens d'existence et est condamné à la misère.

Il en va tout autrement sous le socialisme. Chacun y ressent la sollicitude de la société et de l'Etat à son égard. C'est pourquoi chez l'homme soviétique on voit disparaître l'appétit du gain, l'attachement à la propriété privée, tandis que se développent toujours plus le sens du collectivisme, le souci du bien-être général. Dans notre pays on procède, par exemple, à une mise en valeur intense des nouvelles régions disposant de très riches ressources naturelles. On construit de nombreuses fabriques, usines, mines, centrales électriques et autres entreprises en Si-

bérie, au Kazakhstan, dans les régions du Nord, en Extrême-Orient, souvent dans des lieux désertiques au climat dur. Pour construire ces entreprises et pour y travailler il faut un grand nombre d'ouvriers. Où les prendre ?

Dans les pays capitalistes, il y a toujours une gigantesque armée de chômeurs que la faim chasse de tout côté à la recherche d'un gagne-pain. Ils sont prêts à accomplir n'importe quel travail pour gagner de quoi subsister. Les Soviétiques ignorent le fléau du chômage, chez nous la misère ne force pas les gens à partir dans des régions lointaines pour gagner leur pain. Les Soviétiques se rendent dans ces nouveaux lieux mus avant tout par un noble sentiment patriotique. A l'appel du parti et du gouvernement, des centaines de milliers de jeunes gens et de jeunes filles, ayant une profession et travaillant dans les capitales ou dans d'autres centres culturels et industriels, abandonnent l'endroit qui les a vus naître, où ils se sont fait une situation, pour se rendre dans des contrées inconnues. Ils savent que, les premiers temps, ils seront privés de tout le confort qu'ils connaissaient chez eux, qu'il leur faudra vivre sous la tente, exercer parfois une profession qui n'est pas la leur.

Les sentiments de la majorité des Soviétiques sont subordonnés à un noble idéal : être utiles à la société, créer pour elle des biens matériels et culturels toujours nouveaux. Ce sont précisément ces mobiles, et non pas la soif de gain comme sous le capitalisme, qui sont le facteur déterminant de l'activité des Soviétiques. L'écrivain américain Jack London a dépeint de main de maître les caractères des hommes du monde bourgeois en proie à la « fièvre de l'or », prêts, s'il le faut, à ramper jusqu'au bout du monde pour de l'or. Si les meilleurs citoyens soviétiques se rendent dans des contrées éloignées, ce n'est pas pour y chercher le « veau d'or », pour s'enrichir personnellement, mais pour y construire de nouvelles usines et fabriques, pour défricher les terres, bâtir de nouvelles villes, pour toute la société, pour nos enfants, pour l'avenir, pour

la victoire du communisme. Les individualistes, ceux qui ont une notion bourgeoise des intérêts de la personne humaine, ne peuvent concevoir les nouvelles qualités morales des Soviétiques, c'est pourquoi ils cherchent à expliquer à leur manière les actes patriotiques des citoyens de l'U.R.S.S., en les présentant comme le résultat de la contrainte.

Les Soviétiques se rient de ces explications et de leurs auteurs, auxquels sont inaccessibles les hautes qualités morales de l'homme du pays socialiste qui accomplit des exploits dans l'intérêt de toute la société, pour le bien de l'humanité ! *(Vifs applaudissements.)*

En organisant le travail idéologique nous partons du fait que l'éducation morale communiste doit être liée à la réalisation des tâches de l'édification du communisme. Nous avons assimilé, non seulement en théorie, mais aussi grâce à une grande expérience de la vie, cette vérité profonde du communisme scientifique que la pratique révolutionnaire joue un rôle décisif dans le changement des conditions de vie et des opinions des hommes. La vie, notre réalité soviétique est la meilleure école, le maître le plus sévère. Une connaissance des principes communistes uniquement livresque, détachée de la pratique, n'a aucune valeur.

Il faut avant tout que l'éducation soit organiquement liée à la vie, à la production, à l'activité pratique des masses. Le parti place au centre de tout le travail d'éducation, l'éducation par le travail de tous les hommes, la formation d'une attitude consciente, communiste envers le travail. Nous voulons faire en sorte que le travail, source de tous les biens matériels et culturels, devienne le premier besoin vital des hommes.

C'est dans la lutte contre les survivances du capitalisme que s'affirment les conceptions et les règles de conduite communistes. On rencontre encore souvent chez nous des gens qui n'ont pas une attitude consciencieuse envers le travail social, qui se livrent à la spéculation, qui en-

freignent la discipline et l'ordre public. Il ne faut pas attendre tranquillement que ces survivances du capitalisme disparaissent d'elles-mêmes, il faut engager contre elles une lutte énergique, dresser l'opinion publique contre toutes les manifestations des conceptions et des mœurs bourgeoises, contre les éléments antisociaux.

Dans tout le travail d'éducation le parti attribue une importance toute particulière à la formation de la jeune génération. Lénine disait : « Il faut que toute l'œuvre d'éducation, d'instruction et d'enseignement de la jeunesse d'aujourd'hui tende à développer en elle la morale communiste. » .

Dès maintenant la jeunesse édifie le communisme sous lequel elle vivra et travaillera, dirigera toutes les affaires sociales. C'est à cette haute mission qu'il faut préparer la jeunesse soviétique.

Notre jeune génération n'est pas passée par la grande école de la vie et de la lutte qu'a connue la génération aînée. Les jeunes ne connaissent pas les horreurs et les calamités de l'époque d'avant la révolution et ne peuvent se faire une idée de l'exploitation des travailleurs que d'après les livres. Aussi est-il très important que notre jeune génération connaisse l'histoire du pays, de la lutte des travailleurs pour leur libération, l'histoire héroïque du Parti communiste, qu'elle soit éduquée dans les traditions révolutionnaires de notre parti et de notre classe ouvrière.

Certains travailleurs sous-estiment le tort que cause l'influence bourgeoise à la jeunesse soviétique ; il croient que la bourgeoisie est loin de nous et que notre jeunesse est hors de sa portée. Mais c'est une erreur. Nous ne pouvons méconnaître l'éventualité de l'influence bourgeoise et nous sommes tenus de lutter contre elle, contre la pénétration d'opinions et de mœurs qui nous sont étrangères parmi les Soviétiques et surtout parmi la jeunesse.

Dans l'éducation communiste de la génération montante une place particulière revient à l'école. L'école so-

viétique a formé des dizaines de millions de citoyens instruits, de bâtisseurs du socialisme, elle a contribué à la formation de remarquables cadres d'ingénieurs, de techniciens, d'agronomes, d'instituteurs, de médecins et d'autres spécialistes de qualification moyenne ou supérieure. Nous connaissons bien le rôle positif de l'école dans l'instruction et l'éducation de la jeune génération. Cependant, malgré ses succès, l'école soviétique retarde encore sur les exigences de l'édification communiste, elle a de sérieuses insuffisances.

Les thèses du Comité central du parti et du gouvernement soviétique sur « Le renforcement de la liaison de l'école avec la vie et le développement du système de l'instruction publique dans le pays » ont été unanimement soutenues au cours de la discussion générale dans le pays, ont été approuvées par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S., qui a pris à ce sujet une décision importante.

Lorsque nous avons posé la question de réorganiser l'école, certains « prophètes » à l'étranger se sont écriés : « Ils manquent de main-d'œuvre, et c'est pourquoi ils veulent faire travailler les adolescents. » Ces dénigreurs peuvent croasser tant qu'ils veulent, ils n'arriveront jamais à nous comprendre. Si nous réorganisons l'école, ce n'est pas parce que nous manquons de main-d'œuvre, mais parce que nous voulons organiser encore mieux l'instruction publique et resserrer encore les liens de l'école avec la vie. *(Applaudissements.)*

La réorganisation de l'instruction publique répond pleinement à l'esprit de la doctrine marxiste-léniniste de la formation et de l'éducation et ouvre la voie à une véritable polytechnisation de l'école. Dès la fin du siècle dernier, Lénine, pensant à la formation de l'homme comme bâtisseur de la société nouvelle et aux moyens de coordonner l'enseignement avec le travail productif, écrivait :

« ... On ne saurait se représenter dans l'avenir une société idéale où l'instruction ne serait pas associée au travail productif de la jeune génération : l'instruction et l'é-

ducation ne pourraient, sans le travail productif, atteindre le niveau exigé par le développement de la technique et l'état des connaissances scientifiques ; et il en va de même du travail productif sans une instruction et une éducation parallèles appropriées. » (Œuvres, t. II, p. 440.)

La liaison étroite de l'enseignement avec la vie, avec la production, avec la pratique de l'édification communiste doit être le principe directeur de l'étude des éléments des sciences à l'école, le fondement de l'éducation de la jeune génération dans l'esprit de la morale communiste.

La liaison de l'enseignement avec le travail productif ne diminue pas mais renforce au contraire l'importance des connaissances acquises. Maintes fois, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec de jeunes kolkhoziens et de jeunes ouvriers qui étudient dans les écoles supérieures ou techniques du soir ou par correspondance. Parlez donc aux étudiants venus de la production dans les technicums et les instituts. Quelles gens admirables ! Persévérants, pleins de volonté, assoifés de connaissances, ils acquièrent le savoir pour mieux travailler au bien de la société, et non pour s'en servir comme d'un trousseau de mariage, ou pour tranquilliser certains parents qui considèrent comme un « drame » que leur fils ou leur fille ne soit pas diplômé.

Il nous faut élever le rôle de l'Etat et de la société dans l'éducation des enfants, renforcer l'aide de l'Etat et de la société à la famille. A ces fins on se propose de développer largement la construction des écoles-internats, des crèches et des jardins d'enfants. En 1965, le nombre des élèves des écoles-internats atteindra au moins 2 500 000. En sept ans, le nombre des gosses qui fréquentent les jardins d'enfants passera de 2 280 000 à l'heure actuelle à 4 200 000. Dans l'avenir, on se propose de créer des possibilités pour l'éducation de tous les enfants dans les écoles-internats, ce qui contribuera à une bonne réalisation de l'œuvre d'éducation communiste de la génération montante, et à la participation active de millions de

femmes à l'édification de la société communiste. (*Applaudissements.*)

Le pouvoir soviétique a délivré la femme de la situation honteuse de demi-esclavage dans laquelle elle se trouvait sous le tsarisme et se trouve encore dans de nombreux pays capitalistes. Les femmes soviétiques sont une force active dans tous les domaines de la vie politique, économique et culturelle, elles bénéficient à l'égal de l'homme de tous les droits de citoyens de la société socialiste. Mais beaucoup de femmes sont astreintes à s'occuper de leur ménage, à soigner leurs enfants, ce qui les empêche de participer activement à la vie sociale.

Il faut créer des conditions qui permettent à toutes les femmes d'exercer plus largement leurs droits, leur savoir, leurs talents en se livrant à une activité productive et utile à la société. En étendant le réseau des écoles-internats, des jardins d'enfants et des crèches, des entreprises d'alimentation publique et des services communaux et sociaux, nous créerons ces conditions pour toutes les femmes.

Le plan septennal prévoit d'étendre et d'améliorer la formation de spécialistes diplômés des écoles supérieures ou secondaires. De 1959 à 1965 les écoles supérieures formeront 2 300 000 spécialistes contre 1 700 000 au cours des sept années précédentes. En 1965, le nombre total des spécialistes possédant une instruction supérieure dépassera 4 500 000, c'est-à-dire qu'il augmentera de 1,5 fois par rapport à 1958. Le nombre des spécialistes occupés dans les branches de la production matérielle grandira avec une rapidité particulière.

La réorganisation de l'école supérieure a pour but essentiel de la rattacher plus étroitement à la vie, d'améliorer notablement la préparation pratique, ainsi que la formation théorique et scientifique des spécialistes, de les éduquer pour en faire des bâtisseurs actifs du communisme.

La réorganisation de l'école secondaire et supérieure demandera un certain temps et beaucoup de travail. Les Soviets Suprêmes des républiques fédérées adopteront des lois sur l'instruction publique, conformes aux traditions et aux particularités nationales.

Camarades, la création de la base matérielle et technique du communisme exige l'épanouissement de la science, la participation active des savants à la solution des problèmes liés au développement multilatéral des forces productives de notre pays. Le plan septennal ouvre devant nos savants et nos établissements scientifiques un vaste champ d'activité. Il ne manque pas de domaines où appliquer ses forces et son savoir !

A quoi travailleront nos savants dans la période à venir ?

Le problème essentiel est de se rendre maître des réactions thermonucléaires contrôlées, afin d'obtenir une source d'énergie pratiquement inépuisable ; d'assurer une large application de l'énergie atomique à la production de l'électricité et dans les transports ; d'étendre l'emploi dans l'économie nationale des matériaux synthétiques, des produits de la fission nucléaire et des isotopes radioactifs ; de réaliser les tâches relatives à la mécanisation et à l'automatisation complètes des opérations de production et de créer à ces fins de nouveaux moyens techniques sur la base d'une large application des progrès de la physique, de la radio-électronique, de la cybernétique. Comme il est noté dans les thèses, de grandes tâches sont assignées aussi aux savants qui travaillent dans les domaines de la chimie, de la métallurgie, de la géologie, de diverses branches de l'agriculture, de la médecine, etc.

Des exigences sérieuses sont présentées à toutes les branches des sciences sociales. Nos économistes, nos philosophes, nos historiens auront à étudier de manière approfondie les lois du passage du socialisme au communisme, l'expérience de l'édification économique et culturelle, ils devront contribuer à l'éducation des travailleurs dans

l'esprit communiste. Les savants qui travaillent dans le domaine des sciences sociales et surtout dans le domaine des sciences économiques auront à donner une généralisation créatrice et une solution théorique hardie des nouvelles questions posées par la vie. Il est indispensable d'analyser sous tous leurs aspects les principaux processus qui se déroulent dans le monde capitaliste, de dénoncer l'idéologie bourgeoise, de lutter pour la pureté de la théorie marxiste-léniniste.

Il faut constamment raffermir les liens des établissements scientifiques avec la pratique, introduire largement et rapidement dans l'économie nationale les réalisations les plus récentes de la science, pousser hardiment le travail expérimental et l'établissement des projets.

L'édification du communisme suppose non seulement un développement jusqu'alors inconnu de l'économie, de la science et de la culture, elle ouvre des possibilités infinies pour l'épanouissement le plus complet de toutes les dispositions et capacités de l'homme.

La littérature et l'art, qui contribuent activement à la formation de l'homme communiste, ont une grande importance pour l'enrichissement de la culture intellectuelle de la société socialiste. Il n'est pas de tâche plus noble et plus haute que celle qui se pose devant notre art : retracer le travail héroïque du peuple bâtisseur du communisme. Les représentants de la littérature, du théâtre, du cinéma, de la musique, de la sculpture et de la peinture sont appelés à élever encore le niveau idéologique et artistique de leurs œuvres, ils doivent continuer à être les auxiliaires actifs du parti et de l'Etat dans l'éducation communiste des travailleurs, dans la propagande des principes de la morale communiste, dans le développement de la culture socialiste multinationale, dans la formation du goût esthétique.

Le plan septennal prévoit de créer des conditions encore plus favorables pour le travail idéologique : la presse, la radio et la télévision, le cinéma et les établisse-

ments culturels et éducatifs connaîtront un vaste développement, le tirage des journaux, des revues et des livres augmentera notablement. Au cours du septennat, la capacité de l'industrie du livre sera élevée. Une grande attention est réservée à l'installation de la radio et à la construction d'établissements culturels et éducatifs, surtout dans les campagnes.

Dans l'accomplissement des tâches qui se posent à notre pays un grand rôle revient à tous nos intellectuels qui, avec la classe ouvrière et la paysannerie kolkhozienne, apporteront une digne contribution à l'édification du communisme. *(Applaudissements prolongés.)*

III

L'ETAPE DECISIVE DE LA COMPETITION ECONOMIQUE DU SOCIALISME AVEC LE CAPITALISME ET LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE

Camarades,

Le plan septennal exercera une influence profonde sur toute la situation internationale, et sera un nouveau triomphe du marxisme-léninisme. Nos succès dans l'exécution du plan gagneront au socialisme des millions de nouveaux partisans, consolideront les forces de paix et affaibliront les forces de guerre, provoqueront d'énormes changements non seulement dans notre pays, mais dans le monde entier ; dans l'arène mondiale un revirement décisif se produira en faveur du socialisme dans le domaine économique.

L'économie est le principal terrain sur lequel se développe la compétition entre le socialisme et le capitalisme, et nous sommes intéressés à gagner cette compétition dans un bref délai historique.

LE PLAN SEPTENNAL ET LA REALISATION DE LA TACHE ECONOMIQUE FONDAMENTALE DE L'U.R.S.S.

Grâce à l'exécution du plan septennal un pas décisif sera fait dans la réalisation de la tâche économique fondamentale de l'U.R.S.S. : rattraper et dépasser dans le délai historique le plus bref les pays capitalistes les plus développés quant à la production par habitant.

Dans la première étape de la compétition avec le capitalisme, qui a commencé avec la révolution socialiste d'Octobre, la question « qui l'emportera ? » formulée par Lénine a été tranchée dans notre pays en faveur du socialisme. Cela constituait une victoire historique du socialisme et révélait ses avantages décisifs sur le capitalisme. Déjà à cette étape le socialisme avait remporté d'importants succès dans l'arène internationale. Plus tard, développant ses succès, l'Union Soviétique a dépassé de beaucoup les pays évolués d'Europe occidentale pour le volume global de la production industrielle et a pris la deuxième place dans le monde. En 1958, la production industrielle de l'U.R.S.S. a notablement dépassé la production industrielle de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne occidentale prises ensemble.

Le socialisme a pleinement démontré sa supériorité sur le capitalisme dans les cadences d'accroissement de la production. Nous entrons actuellement dans une nouvelle phase de la compétition économique avec le capitalisme. *A présent, la tâche consiste à obtenir la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste dans la production mondiale, à dépasser les pays capitalistes les plus développés pour la productivité du travail social, pour la production par habitant et à assurer le plus haut niveau de vie du monde.*

A cette étape de la compétition, l'Union Soviétique a l'intention de dépasser du point de vue économique les Etats-Unis. Le niveau de production de ce pays marque le plafond qu'a pu atteindre l'économie du capitalisme. Nous savons que des conditions historiques et naturelles favorables y ont contribué. Dépasser le niveau des Etats-Unis, cela signifie dépasser les plus hauts indices du capitalisme.

Et le fait que nous nous fixons maintenant une tâche aussi difficile montre à quel point nos forces et nos possibilités ont grandi. Il fut un temps où pour de nombreux indices de l'économie nationale et de la culture notre pays retardait fortement sur la plupart des pays capitalistes.

Quant à l'Amérique, il n'était pas question de nous comparer à elle. A présent notre niveau, notre potentiel, nos possibilités sont tout autres. Le travail gigantesque du peuple soviétique qui suit la voie tracée par Lénine a permis à notre pays jadis arriéré d'atteindre à une hauteur telle qu'il peut à présent « se mesurer » avec le plus puissant Etat capitaliste. (*Applaudissements prolongés.*)

Déjà à l'époque où l'on jetait les fondements du socialisme, notre parti savait que l'étape de la compétition économique décisive avec le capitalisme surviendrait immanquablement et que le socialisme montrerait alors toute sa force. On peut dire à présent que nous sommes arrivés à cette étape. En s'appuyant sur le niveau actuel de développement des forces productives, sur la productivité accrue du travail social, sur la technique moderne, sur le caractère planifié de l'économie socialiste et sur l'activité créatrice du peuple, l'Union Soviétique a toutes les possibilités de gagner cette compétition sur le plan pacifique. (*Vifs applaudissements.*)

Comment se présentent les perspectives du développement économique des deux systèmes mondiaux dans l'avenir le plus proche ?

Les délais d'accomplissement de la tâche économique fondamentale de l'U.R.S.S. dépendent en tout premier lieu du rapport initial des niveaux de production en U.R.S.S. et aux Etats-Unis. Quel est le tableau dans ce domaine ?

Le volume de la production industrielle de l'U.R.S.S. représente environ la moitié de celui des Etats-Unis, et le volume de la production agricole est inférieur de 20 à 25%.

Pour la production industrielle par habitant les Etats-Unis surpassent l'U.R.S.S. de plus de deux fois et pour la production agricole de 40% environ.

Dans quel délai pourra-t-on surmonter ce décalage, égaler et ensuite dépasser les Etats-Unis pour ces indices ?

Les rythmes d'accroissement de la production joueront ici un rôle décisif. Or l'avantage sur ce point appartient au système d'économie socialiste. Durant toutes les années du

pouvoir soviétique, les rythmes d'accroissement annuel moyen de l'industrie ont surpassé de 3 à 5 fois ceux des pays capitalistes avancés.

Il est hors de doute que l'accroissement annuel moyen de 8,6% de la production industrielle, prévu par le plan septennal, sera non seulement obtenu mais dépassé. De toute évidence les pays capitalistes ne resteront pas sur place eux non plus. On peut supposer que dans la prochaine période la production industrielle des Etats-Unis augmentera tous les ans de 2% environ. Tels ont été les rythmes de développement de l'industrie américaine ces dernières années.

Il faut tenir compte en outre d'un aspect important. Pendant longtemps, malgré leurs rythmes peu rapides d'accroissement de la production, les Etats-Unis surpassaient l'U.R.S.S. pour le volume absolu de l'accroissement annuel de la production industrielle. Mais ce temps est révolu. Pour les huit dernières années le volume absolu d'accroissement de la production des principaux produits (acier, fonte, minerai de fer, pétrole, charbon, ciment, tissus de laine) en U.R.S.S. surpasse celui des Etats-Unis.

Ainsi, sous ce rapport également, nous sommes entrés dans une étape qualitativement nouvelle de la compétition : à présent notre pays surpasse les Etats-Unis aussi bien pour les rythmes que pour l'accroissement annuel absolu de la production. Nous avançons ainsi quatre fois plus rapidement, et chaque année nous produisons davantage, il est donc maintenant bien plus facile de rattraper les Américains. *(Applaudissements.)*

En partant des rythmes d'accroissement de l'industrie en U.R.S.S. et aux Etats-Unis, l'Union Soviétique, lorsqu'elle aura réalisé le plan, surpassera les Etats-Unis pour la production absolue de certains articles essentiels et pour les autres elle se rapprochera du niveau actuel de leur production. Vers cette époque, la production globale et par habitant des principales denrées de l'agriculture dépassera le niveau actuel des Etats-Unis. La po-

pulation de l'U.R.S.S., comme celle des Etats-Unis, grandira, et il faut s'attendre à ce que chez nous cet accroissement soit plus considérable. Il est probable que la population de l'U.R.S.S. dépassera de 15 à 20% celle des Etats-Unis. C'est pourquoi, si l'on compte par habitant, il faudra probablement encore 5 ans environ après l'exécution du plan septennal pour rattraper et dépasser les Etats-Unis dans la production industrielle. *Donc, vers cette époque, et peut-être même avant, l'Union Soviétique occupera la première place au monde tant pour le volume absolu de la production que pour la production par habitant. Ce sera une victoire historique du socialisme dans la compétition pacifique avec le capitalisme dans l'arène internationale. (Vifs applaudissements.)*

Les économistes bourgeois s'appliquent à démontrer qu'à une certaine étape il y aura un « ralentissement » inévitable des rythmes de développement industriel de l'U.R.S.S. Ce n'est là qu'une tentative de juger du socialisme par analogie avec l'économie capitaliste. En effet, le capitalisme dresse des barrières infranchissables au développement des forces productives et les cadences de développement de l'industrie commencent à se ralentir. Quant au socialisme, il crée toutes les conditions nécessaires pour le développement ininterrompu des forces productives.

Dans l'après-guerre, aux Etats-Unis et dans les autres pays capitalistes, on a beaucoup parlé de la « prospérité » et de l'avènement d'une époque de développement du capitalisme « sans crises ». Mais quelle est la véritable situation de l'économie du capitalisme dans l'après-guerre ? En quelque douze ans, les Etats-Unis ont connu trois baisses de production provoquées par la crise : en 1948-1949, en 1953-1954 et surtout en 1957-1958.

L'exemple de la dernière crise montre comment cela influe sur l'économie. La production industrielle des Etats-Unis en 1957 est restée pour l'essentiel au niveau de l'année précédente, et en 1958 elle a diminué de 6,5%

environ par rapport à 1957. Ainsi la crise a rejeté la production industrielle des Etats-Unis au niveau de 1953.

La succession continuelle des récessions et des booms témoigne de l'instabilité de l'économie capitaliste. Ni la course aux armements, ni les autres mesures ne peuvent affranchir l'économie des Etats-Unis et des autres Etats capitalistes des crises de surproduction. Les Etats capitalistes ont beau faire, ils ne peuvent pas détruire les causes des crises. Le capitalisme est incapable de se délivrer de l'étreinte mortelle de ses propres contradictions, ces dernières continuent à s'accumuler et à s'aggraver en menaçant de nouveaux bouleversements économiques. Nous sommes en présence d'une nouvelle aggravation de la crise générale du capitalisme qui s'est intensifiée par suite du changement radical intervenu dans le rapport des forces entre le système mondial du socialisme et le système mondial du capitalisme, par suite de la désagrégation du système colonial et de l'aggravation des contradictions sociales dans les pays capitalistes.

L'accroissement de la production a une grande importance pour la victoire du socialisme sur le capitalisme. Mais pour juger de la supériorité d'un régime sur un autre, il faut avant tout prendre en considération ce qu'apportera cet accroissement de la production à la société, à l'homme. En effet, que gagne, disons, le chômeur américain du fait que son pays produit par habitant beaucoup de lait, beaucoup de viande, de beurre, de téléviseurs et d'automobiles ?

C'est que parmi les richesses produites la part du lion revient dans les pays capitalistes aux exploiteurs et à leurs larbins, tandis que dans les conditions du socialisme l'augmentation de la production par tête d'habitant signifie pratiquement l'amélioration de la vie des travailleurs. En parlant d'une façon imagée, si nous élevons la production chez nous, chaque « tête » y gagne réellement, tandis que dans les pays capitalistes seuls les riches, ceux qui ont des capitaux, gagnent à l'accroisse-

ment de la production. Celui qui n'a pas de capitaux vivra dans l'indigence même si la production s'accroît. C'est ce que l'on appelle sous le régime capitaliste « conditions égales » : les uns s'enrichissent et les autres meurent de faim. Cette situation est parfaitement compatible avec les lois du capitalisme et est considérée comme normale et naturelle.

Sous le socialisme une contradiction qui fait que la production grandit tandis que le niveau de consommation des masses essentielles de la population ne s'élève pas, est inconcevable. Dans la société socialiste l'accroissement de la production est précisément planifié pour augmenter la somme des biens matériels afin de satisfaire toujours plus complètement les besoins de tous les membres de la société.

Il faut souligner que même si le niveau de la production dans les pays socialistes et capitalistes, par exemple en U.R.S.S. et aux Etats-Unis, était égal, les conséquences sociales de ce fait différeraient comme le ciel de la terre. C'est précisément en cela que consiste la supériorité du socialisme où la production est subordonnée non pas au profit, mais à la satisfaction maximum des besoins de tous les membres de la société.

LE RENFORCEMENT DU SYSTEME SOCIALISTE MONDIAL

Camarades,

On assiste dans l'arène mondiale à une compétition économique entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, à une compétition entre l'ensemble du système mondial du socialisme et du système mondial du capitalisme.

Ce ne sont pas seulement les pays ayant un niveau de développement élevé qui caractérisent le capitalisme contemporain, mais aussi les pays où le niveau de la production est incomparablement plus bas. Dans l'ensemble du système capitaliste ce niveau a beaucoup de retard sur

celui des Etats-Unis. Il existe également un fort décalage entre les divers pays capitalistes en ce qui concerne les rythmes du développement économique. Et ce décalage ne cesse de s'accroître.

En même temps tous les pays du système mondial socialiste connaissent un développement impétueux de l'économie nationale et de la culture. *Les rythmes rapides sont une loi générale du socialisme confirmée maintenant par l'expérience de tous les pays du camp socialiste.* En 1958, la production industrielle des pays socialistes a quintuplé par rapport à 1937. De 1950 à 1958, la République populaire de Chine a pratiquement décuplé sa production industrielle. En 1958, par rapport au niveau d'avant-guerre, la production industrielle a été multipliée en Pologne par plus de 5,5, en Tchécoslovaquie par 3,3, dans la République démocratique allemande par plus de 2,5, en Roumanie par près de 4, en Hongrie par plus de 4, en Bulgarie par 9 environ, en Albanie par 18. La République démocratique populaire de Corée a multiplié sa production industrielle par 3,5, par rapport à 1949.

A la suite de l'industrialisation socialiste, l'industrie occupe une position dominante dans la plupart des pays de démocratie populaire. La Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie sont devenues des pays industriels agraires, possédant une industrie lourde développée. La République populaire de Chine, qui était un pays agraire, s'est transformée en un pays industriel agraire.

Un des problèmes les plus difficiles de l'édification socialiste, le passage de la paysannerie à la coopération, est en bonne voie de solution. Dans la République populaire de Chine, dans la République populaire de Bulgarie, dans la République démocratique populaire de Corée, l'organisation de l'agriculture en coopératives est réalisée. La transformation socialiste de l'agriculture est en voie d'achèvement en Tchécoslovaquie et en Albanie. Dans la République démocratique allemande, près de la moitié des terres appartiennent d'ores et déjà aux coopératives et aux

exploitations d'Etat. L'organisation des coopératives agricoles prend de plus en plus d'ampleur dans les autres pays socialistes.

Certains pays de démocratie populaire sont déjà entrés dans la période d'achèvement de l'édification du socialisme. Le moment approche où ils aborderont, comme l'Union Soviétique, la construction de la société communiste. C'est un fait d'une énorme portée internationale.

La pratique montre que seuls les partis communistes qui s'inspirent de la doctrine marxiste-léniniste, des lois générales de l'édification du socialisme, qui appliquent de façon créatrice la théorie révolutionnaire, en tenant compte des particularités nationales et historiques de leur pays, peuvent remporter des succès dans l'édification de la vie nouvelle. Les partis frères des pays socialistes enrichissent la théorie et la pratique de l'édification du socialisme, contribuent à faire progresser le marxisme-léninisme.

L'expérience de tous les pays socialistes d'Europe et d'Asie a démontré que le véritable progrès n'est possible que dans la voie du socialisme.

Le système socialiste mondial, pris dans son ensemble, a déjà rattrapé le système capitaliste quant à la production industrielle par habitant. Les pays socialistes comptent environ un tiers de la population du globe et fournissent plus du tiers de la production industrielle mondiale. Ils fournissent près de la moitié de la production mondiale de grain et 43% de la production mondiale de coton. Selon les calculs des économistes, *à la suite de la réalisation et du dépassement du plan septennal de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S., et grâce également aux rythmes rapides de développement de l'économie des démocraties populaires, les pays du système socialiste mondial fourniront plus de la moitié de la production industrielle du monde. (Vifs applaudissements.)* Ainsi sera assurée la supériorité du système mondial du socialisme sur celui du capitalisme en ce qui concerne la production

matérielle, sphère décisive de l'activité humaine. *(Applaudissements.)*

Réfléchissez à cela, camarades ! Le moment n'est pas loin où, bien qu'ils n'occupent qu'un quart du territoire du globe, bien que pour la plupart ils aient été naguère des pays arriérés sur le plan économique, les pays du socialisme fourniront plus de la moitié de la production industrielle mondiale ! N'est-ce pas la preuve la plus éclatante que les pays qui se sont engagés dans la voie du socialisme disposent de possibilités inépuisables ?

On sait que la révolution socialiste a triomphé pour la première fois dans notre pays. Pendant de nombreuses années, la bourgeoisie de tous les Etats, et aussi les dirigeants social-démocrates, de Kautsky à Soukhanov, ont prédit la chute inévitable du pouvoir des Soviets et la restauration du capitalisme, précisément à cause de notre retard économique. Qu'est-il resté de toutes ces prédictions ? Sous le socialisme, les pays qui naguère étaient peu développés au point de vue industriel ont rattrapé les Etats capitalistes avancés et progressent avec assurance. L'histoire elle-même montre que si le pouvoir passe aux mains de la classe ouvrière et si le régime socialiste est instauré, le peuple obtient la possibilité de développer l'économie de son pays à des rythmes incomparablement plus rapides que sous le capitalisme.

La vie confirme que les peuples des pays socialistes trouvent sans cesse de nouvelles réserves pour assurer des rythmes rapides de développement de la production et d'élévation du niveau de vie des travailleurs. Nous avançons au coude à coude, en nous entraidant et en nous soutenant fraternellement, de sorte que le niveau de développement économique de tous les pays socialistes s'équilibrera graduellement.

La nécessité de gagner le maximum de temps dans la compétition économique avec le capitalisme ne se pose pas seulement devant l'Union Soviétique. On sait, par exem-

ple, que le Parti communiste de Chine a fixé en 1957 l'objectif de dépasser au cours des 15 prochaines années la Grande-Bretagne pour le volume de la production des branches essentielles de l'industrie. Le mouvement populaire pour « le grand bond en avant » qui a pris une grande ampleur dans le pays, montre que le peuple chinois atteindra cet objectif dans des délais beaucoup plus brefs. La République tchécoslovaque envisage d'augmenter, d'ici 1965, de 90 à 95% le volume de sa production industrielle par rapport au niveau de 1957, et la République populaire de Pologne de l'accroître de 80% par rapport au niveau de 1958. Le peuple bulgare a l'intention de réaliser son plan quinquennal en trois ou quatre ans.

Les pays du camp socialiste disposent de toutes les conditions nécessaires pour remporter la compétition dans la production mondiale.

Le système mondial du socialisme a pour lui la supériorité des rythmes de développement de la production. Au cours des cinq dernières années (1954-1958), l'accroissement annuel moyen de la production industrielle pour l'ensemble du camp socialiste a été de 11% et de moins de 3% pour l'ensemble du monde capitaliste.

Dans le système mondial du socialisme, tous les pays unissent et concertent leurs efforts de production, tandis que les relations entre les Etats capitalistes sont dominées par des contradictions irréductibles. La coordination des plans économiques nationaux est la forme que prend à l'étape actuelle l'union des efforts de production des pays socialistes. La division internationale du travail, et particulièrement ses formes supérieures, la spécialisation et la coopération, est appelée à jouer un grand rôle dans le développement de l'économie du camp socialiste. Elle recèle de nouvelles possibilités d'accroître la production dans tout le camp du socialisme et dans chaque pays socialiste en particulier. Seul, aucun pays ne pourrait connaître des rythmes de développement aussi impétueux qu'au sein du système des Etats socialistes.

Une particularité du développement économique des pays socialistes c'est qu'au fur et à mesure qu'ils progressent, leurs relations mutuelles s'affermissent, et le système socialiste mondial se consolide encore plus. Une tendance diamétralement opposée règne dans le monde capitaliste, où l'accroissement de la production dans tel ou tel pays aboutit à l'aggravation des contradictions entre les pays capitalistes, à l'intensification de la concurrence et à des conflits. Les progrès et le développement de chaque pays socialiste aboutissent au renforcement de l'ensemble du système socialiste mondial. C'est ce qui fait notre force, c'est le gage des victoires futures du socialisme dans la compétition pacifique avec le capitalisme.

L'Union Soviétique considère comme sa tâche essentielle de favoriser de façon continue le renforcement de l'unité des pays du système socialiste mondial, le développement de la coopération et des relations économiques et culturelles entre les pays du socialisme sur la base des principes de l'internationalisme socialiste et de l'amitié fraternelle des peuples libres. *(Applaudissements prolongés.)*

* * *

Camarades, le plan septennal est au centre de l'attention de l'opinion mondiale. Amis et adversaires en discutent et le commentent.

Nos amis saluent chaleureusement ce programme d'édification du communisme en Union Soviétique. Tous les partis communistes et ouvriers sont unanimes dans leur appréciation de notre plan. Les travailleurs et les progressistes de tous les pays soulignent l'immense portée de ce plan pour la consolidation des forces de la paix, de la démocratie et du socialisme.

Dans le camp de nos adversaires, les chiffres de base ont provoqué la consternation et le désarroi. La propagande bourgeoise cherche à présenter sous un jour faux les objectifs pacifiques de notre plan, à minimiser son in-

fluence sur le cœur et l'esprit des simples gens. Cependant, les organes de la presse bourgeoise sont obligés eux-mêmes de reconnaître que les objectifs fixés dans le plan septennal sont véritablement gigantesques. La revue britannique *Economist* doit constater que le plan a produit « une impression stupéfiante ».

Lorsqu'on lit les articles de la presse bourgeoise sur le plan, on se rappelle involontairement ce qu'elle disait du premier plan quinquennal. Elle prédisait alors l'échec de « l'expérience bolchévique », elle le qualifiait de « folie », d'« utopie ».

Mais les temps ont changé. Les succès du socialisme ont obligé le monde entier à respecter nos plans. De nombreuses personnalités bourgeoises, les économistes et les organes de presse sérieux se voient contraints de reconnaître le réalisme du plan septennal. Le *Business Week*, revue des monopoles américains, constate que « l'U.R.S.S. a de bonnes chances d'atteindre l'objectif fixé dans le domaine de l'industrie... Dans le passé, les Soviets ont réalisé pour l'essentiel leurs plans quinquennaux ». Le *Sankey*, organe des monopoles japonais, déclare que « ce serait une erreur de douter de la réalité des chiffres de base, comme le font encore certains dans le monde capitaliste. Le plan soviétique est réaliste, ne fût-ce que parce qu'il est fondé sur l'expérience des 40 années écoulées depuis la révolution ».

Nouveaux temps, nouvelles chansons. Nous pouvons dire à juste titre que le plan septennal a déjà remporté une première victoire en forçant la reconnaissance générale sur le plan international.

Le journal américain *Des Moines Register* prévient les personnalités occidentales qu'elles doivent considérer avec sérieux le plan septennal, car l'U.R.S.S. « s'est montrée capable de progresser rapidement dans le domaine économique, plus rapidement que les Etats-Unis ». L'un des rédacteurs du *New-York Times* écrit : « Si l'on se place sur le plan économique, il faut dire que nous sentons le souffle

de l'Union Soviétique sur nos talons. Deux bonds les séparent de nous. Ils retardent à peine d'une dizaine d'années sur nous pour le développement de leur puissance économique. » C'est une conclusion pleine de bon sens, avec laquelle on ne peut qu'être entièrement d'accord.

Reconnaissant le réalisme de nos nouveaux plans, les personnalités et les organes de presse de la bourgeoisie s'inquiètent à l'idée que la réalisation des tâches grandioses du septennat augmentera dans des proportions jamais vues la force attractive des idées du communisme.

L'*Aurore*, journal français de droite, écrit que le pays des Soviets « avance les dates auxquelles devront être réalisés les rêves perpétuellement caressés par les révolutionnaires marxistes. Il engage un pari sans précédent ». Le quotidien américain *Wall Street Journal* écrit que le plan peut produire sur certains pays une impression si profonde qu'ils « adopteront le communisme » et « que les Etats-Unis ne pourront pratiquement rien y faire ». Ce n'est pas si mal dit ! *(Animation dans la salle.)*

A l'Occident, on dit que nous avons lancé un « défi ». Eh bien, puisque le mot leur plaît, disons donc que nous avons lancé un défi. Mais c'est un défi *à la compétition pour le développement pacifique de l'économie, pour l'élévation du niveau de vie des peuples.* En accomplissant la Révolution d'Octobre, notre peuple avait lancé par là même un défi au capitalisme ; là non plus, ce n'était pas un défi militaire, mais un défi à la compétition pacifique. Si notre peuple a dû développer l'industrie de guerre, c'est seulement pour être prêt à repousser une attaque armée dont le danger planait sans cesse sur notre pays. Notre objectif principal était et reste le développement pacifique, l'essor du bien-être du peuple. *(Applaudissements prolongés.)*

Nous voulons que la compétition se déroule non pas sur le plan de la course aux armements, ni de la production des bombes atomique et à hydrogène et des fusées, mais sur le plan de la production industrielle, de la produc-

tion de la viande, du beurre, du lait, des vêtements, des chaussures et d'autres biens de consommation.

Que les peuples voient quel est le régime qui satisfait le mieux leurs besoins, et qu'ils rendent à chaque régime l'hommage qui lui revient !

LA POLITIQUE DE PAIX DE L'U.R.S.S. ET LES QUESTIONS DES RELATIONS INTERNATIONALES

Le plan septennal est une nouvelle expression de la politique de paix léniniste de l'Union Soviétique. Sa réalisation jouera un rôle immense dans le règlement du problème essentiel d'aujourd'hui : le maintien de la paix universelle.

L'importance de ce plan consiste, en premier lieu, dans le fait qu'il est pénétré de l'esprit de paix. Un Etat qui déploie sur une vaste échelle la construction de nouvelles usines et fabriques, de centrales électriques, de mines et d'autres entreprises, qui alloue presque 400 milliards de roubles aux constructions locatives et communales, qui se pose pour objectif d'élever sensiblement le niveau de vie du peuple, cet Etat s'oriente vers la paix, et non pas vers la guerre.

Deuxièmement, l'exécution du plan septennal augmentera le potentiel économique de l'U.R.S.S. dans une mesure qui, étant donné l'accroissement du potentiel économique de tous les pays socialistes, assurera à la paix un avantage décisif dans le rapport des forces dans l'arène internationale, et on verra surgir ainsi de nouvelles conditions encore plus favorables pour empêcher une guerre mondiale, pour sauvegarder la paix sur la terre.

La conclusion faite par le XX^{e} Congrès du parti que la guerre n'est pas inévitable s'est pleinement justifiée. Aujourd'hui, nous avons encore plus de raisons de l'affirmer. Il existe à l'heure actuelle des forces immenses qui sont à même d'infliger une riposte aux agresseurs impéria-

listes et de les écraser au cas où ils déclencheraient une guerre mondiale.

Qu'apportera de nouveau dans la conjoncture internationale la réalisation des plans économiques de l'Union Soviétique et de tous les pays socialistes d'Europe et d'Asie ? Elle créera des *possibilités réelles pour éliminer la guerre en tant que moyen de résoudre les questions internationales.*

En effet, lorsque l'U.R.S.S. deviendra la première puissance industrielle au monde, lorsque la République populaire de Chine deviendra, elle aussi, une grande puissance industrielle et que tous les pays socialistes livreront ensemble plus de la moitié de la production industrielle mondiale, la situation internationale changera radicalement. Nul doute que les succès des pays du camp socialiste favoriseront dans une grande mesure la consolidation des forces de la paix dans le monde entier. On peut dire avec assurance qu'à ce moment de nouveaux pays, ayant secoué le joug colonial, viendront se joindre aux Etats qui interviennent pour le raffermissement de la paix. Les peuples prendront encore mieux conscience de l'idée que le recours à la guerre est inadmissible. Le nouveau rapport des forces sera tellement évident que même les impérialistes les plus obstinés comprendront que toute tentative d'imposer la guerre au camp socialiste est absolument vaine. En s'appuyant sur la puissance du camp du socialisme, les peuples épris de paix pourront obliger alors les milieux bellicistes de l'impérialisme à renoncer à leurs projets d'une nouvelle conflagration mondiale.

Ainsi, avant même la victoire totale du socialisme sur notre planète, c'est-à-dire lorsque le capitalisme existera encore dans une partie du monde, on verra surgir une possibilité réelle d'exclure la guerre mondiale de la vie de la société.

On pourrait objecter : mais le capitalisme restera, donc il y aura toujours des aventuriers capables de déclencher la guerre. C'est parfaitement juste, et il ne faut pas l'ou-

blier. Tant qu'existe le capitalisme, il se trouvera toujours des hommes qui pourraient tenter, en dépit du bon sens, de se risquer dans une entreprise désespérée. Or, par cela même ils ne feront qu'accélérer la chute du système capitaliste. On coupera court à toute tentative d'agression, et les aventuriers se trouveront où il se doit. *(Applaudissements prolongés.)*

Telle est, camarades, la perspective qui apparaît lors de l'examen de nos plans.

Permettez-moi maintenant de passer à certaines questions de la situation internationale. Sans me pencher sur tous les problèmes internationaux, je veux seulement parler des questions les plus brûlantes.

La juste solution du problème allemand a une grande importance pour le maintien de la paix et la sécurité des peuples. On sait que dans la première moitié du XX^{e} siècle, l'impérialisme germanique a par deux fois déclenché des conflits mondiaux. Aujourd'hui, avec l'aide des monopoleurs des Etats-Unis, de l'Angleterre et des autres pays signataires du pacte d'agression Nord-Atlantique, l'Allemagne occidentale se transforme en la principale base atomique et à fusées de l'O.T.A.N. Dans ce bloc d'agression, l'Allemagne de l'Ouest commence d'ores et déjà à jouer un rôle primordial. Certains politiciens des pays occidentaux se proposent, vraisemblablement, d'orienter cette fois-ci également la pointe du danger allemand vers l'Est, en oubliant que le militarisme allemand connaît aussi le chemin de l'Ouest.

Il se crée donc une situation telle que le militarisme allemand pourrait précipiter pour la troisième fois l'humanité dans une guerre mondiale. Mais lorsque nous faisons ressortir la grave menace que fait peser l'armement de l'Allemagne occidentale, on nous répond qu'au sein de l'O.T.A.N. l'Allemagne occidentale serait contrôlée et ne présenterait pas de danger. Or, il est clair aujourd'hui pour chacun que le militarisme et l'esprit de revanche ont

relevé la tête en Allemagne occidentale et menacent les peuples pacifiques.

La République fédérale allemande est l'un des pays dont les milieux dirigeants sont pour la continuation de la « guerre froide », pour la politique dite « des situations de force ». Le chancelier Adenauer est l'un des promoteurs les plus zélés de cette politique. Il est l'un des principaux adversaires de tout accord visant à supprimer la tension internationale et à liquider la « guerre froide ». Cette position d'Adenauer bénéficie de l'appui des milieux influents des Etats de l'Occident, ainsi que des pays qui dépendent des U.S.A. et de la R.F.A. pour des raisons financières ou autres.

La menace qui émane du militarisme germanique oblige les Etats pacifiques et, au premier chef, les voisins de l'Allemagne occidentale, à prendre les mesures qui s'imposent.

Durant de longues années, l'Union Soviétique s'est efforcée avec esprit de suite de favoriser l'évolution démocratique et pacifique de l'Allemagne conformément aux accords de Potsdam, et de ne pas permettre la renaissance du militarisme. Mais toutes les initiatives de l'U.R.S.S. dans ce sens se sont heurtées à la résistance obstinée des milieux dirigeants des Etats-Unis, d'Angleterre, de France et d'Allemagne occidentale.

Ces derniers temps, tenant compte du danger de guerre accru émanant de la R.F.A., l'Union Soviétique a avancé plusieurs propositions nouvelles sur le problème allemand. Nous proposons de commencer à réduire peu à peu les effectifs des troupes étrangères se trouvant en Allemagne, ou, ce qui serait encore mieux, de les retirer totalement de ce pays. Nous nous prononçons pour la création d'une « zone de désengagement » des forces armées. Plus elles seront éloignées les unes des autres, plus il y aura de garanties contre le danger de collisions et de conflits. L'Union Soviétique est prête à retirer ses troupes non seulement d'Allemagne, mais aussi de Pologne et de Hongrie,

où elles se trouvent en conformité avec le Traité de Varsovie, si tous les autres pays faisant partie de l'O.T.A.N. ramènent leurs troupes sur leur propre territoire et suppriment les bases militaires installées dans les autres pays.

L'U.R.S.S. appuie le plan du gouvernement de la République populaire de Pologne, visant à créer une « zone désatomisée » en Europe, et à y réduire les armements classiques.

En novembre dernier, le gouvernement soviétique avait proposé aux Etats-Unis, à l'Angleterre et à la France de liquider les vestiges du régime d'occupation à Berlin et de faire de Berlin-Ouest une ville libre démilitarisée. Une telle solution du problème berlinois répond aux intérêts du renforcement de la paix en Europe et favorise la détente internationale.

La conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne est une solution essentielle du problème allemand. Aujourd'hui, 14 ans après la fin de la guerre, un traité de paix entre l'Allemagne et les Etats qui lui avaient fait la guerre n'est toujours pas conclu ; une telle situation est absolument injustifiée. Elle n'est profitable en effet qu'à ceux qui voudraient poursuivre la « guerre froide ». Les puissances de l'Occident utilisent cette situation pour maintenir leurs troupes au centre de l'Europe, pour y avoir une base atomique et pour préparer une nouvelle guerre, en jouant impudemment avec l'Allemagne et son peuple, comme d'une monnaie de change.

Le projet de traité de paix, proposé par l'Union Soviétique, garantit les droits du peuple allemand, assure son entière souveraineté, offre toutes les possibilités pour son développement pacifique et démocratique, en prévoyant aussi les mesures nécessaires pour sauvergarder la sécurité des peuples et la paix en Europe. La conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne réduirait immédiatement la tension en Europe. Elle assurerait un ordre solide, fondé sur le droit, ôterait toute raison d'être à l'esprit revanchard en Allemagne occidentale, libérerait le peuple allemand de

l'occupation étrangère, et lui permettrait de régler lui-même toutes les questions de sa politique intérieure et extérieure.

De son côté, l'Union Soviétique consacrera tous ses efforts pour obtenir la conclusion de ce traité de paix, et agira inlassablement et avec esprit de suite dans ce sens. La conclusion du traité de paix aboutirait aussi au règlement de la question berlinoise sur des bases pacifiques et démocratiques, assurerait la transformation de Berlin-Ouest en une ville libre, avec garantie indispensable de non-ingérence dans ses affaires. Il faudrait inviter l'Organisation des Nations Unies à assurer elle aussi cette garantie. Nous voulons négocier toutes ces questions en vue de trouver une solution raisonnable. Nos propositions visent précisément cet objectif; elles tendent à éliminer bien des causes qui engendrent la tension dans les rapports entre les Etats au centre de l'Europe, et contribueront à la consolidation de la paix.

La conclusion du traité de paix constituerait un grand pas en avant vers la réunification de l'Allemagne, qui est entravée par le malaise international existant, et, surtout, par la tension dans les rapports entre les deux Etats allemands.

Il faut se rendre clairement compte que la réunification de l'Allemagne ne peut être que l'affaire du peuple allemand lui-même. Puisqu'il existe aujourd'hui deux Etats souverains, et qu'on ne peut éliminer aucun d'eux sans allumer l'incendie d'une guerre mondiale, la réunification de l'Allemagne ne sera assurée que par voie de négociations entre la République démocratique allemande et la République fédérale allemande. Il n'existe pas d'autre chemin. (*Applaudissements.*)

Tous les hommes de bon sens comprennent que la réunification de l'Allemagne par des moyens pacifiques ne peut être réalisée au détriment des conquêtes socialistes du peuple allemand en R.D.A. La réunification de l'Allemagne dans les conditions proposées par Adenauer mena-

cerait la sécurité des peuples de l'Europe, car alors la domination du militarisme revanchard et de la réaction s'étendrait sur tout le territoire de l'Allemagne. On ne saurait compter non plus sur la réunification de l'Allemagne par la liquidation du régime existant en R.F.A.

Il serait injuste d'imposer de l'extérieur aux Allemands les conditions de la réunification de leur pays. Que les Allemands s'entendent entre eux ! C'est pourquoi nous appuyons le mot d'ordre des milieux démocratiques d'Allemagne : « Les Allemands à la même table ! »

La propagande occidentale fait beaucoup de tapage, en prétendant que l'Union Soviétique serait l'adversaire de la réunification de l'Allemagne à partir d'élections libres. Nous n'avons aucune objection contre des élections libres. Mais une fois de plus, ce sont les Allemands eux-mêmes qui doivent régler cette question. Nous voulons que tous les problèmes de la réunification de l'Allemagne soient résolus par une entente entre les deux Etats allemands, et non pas comme le voudrait Adenauer, c'est-à-dire à l'aide d'une pression de la part des puissances étrangères, par leur ingérence dans les affaires intérieures du peuple allemand et par l'absorption de la République démocratique allemande.

Pour faciliter aux deux Etats allemands leur réunification, nous appuyons la proposition raisonnable de la République démocratique allemande de créer une confédération, en tant que premier pas pour établir des liens constants entre la R.D.A. et la R.F.A., et d'instituer des organismes centraux allemands. S'il existe d'autres moyens quelconques à l'aide desquels les deux Etats allemands pourraient s'entendre sur la réunification, nous sommes prêts à favoriser leur application.

A cette occasion, il faut souligner de nouveau le rôle du chancelier Adenauer qui craint la réunification de l'Allemagne sur des bases pacifiques et démocratiques. Sa position est absolument inconcevable. Elle est contraire au bon sens, ainsi qu'aux intérêts du peuple allemand

lui-même. Adenauer est le leader du parti démocrate-chrétien. Il devrait, semble-t-il, s'inspirer des préceptes évangéliques, dont aiment tant parler les membres de son parti. (*Rires dans la salle.*) Or, en réalité ce « chrétien » tient la croix d'une main, tandis qu'il voudrait brandir de l'autre une bombe atomique. Et c'est sur cette bombe qu'il mise le plus, quoiqu'un tel point de vue ne corresponde ni aux préceptes évangéliques ni au règlement de la question nationale allemande. M. Adenauer est un homme âgé et expérimenté. Alors, comment peut-il ne pas tenir compte du fait que ses alliés ne sont pas les seuls à posséder l'arme nucléaire, et que le pays des Soviets en dispose également ? On ne saurait oublier que c'est là un moyen qui pourrait provoquer la mort d'un grand nombre de gens. Et puisque l'Allemagne occidentale est transformée en une base atomique, c'est sa population qui souffrirait en premier lieu en cas de conflit militaire.

Si M. Adenauer est réellement croyant, il devrait, semble-t-il, se soucier, selon la doctrine chrétienne, de l'avenir et penser au « salut de son âme ». (*Hilarité générale.*) Mais si l'on analyse les agissements pratiques de M. Adenauer, on peut dire franchement qu'il n'a aucune chance de reposer en paradis. (*Animation dans la salle.*) Selon l'évangile, une place tout autre, à savoir l'enfer, est réservée à ceux qui se livrent à ce genre d'activité. (*Hilarité générale.*)

Dans une autre partie du globe, en Extrême-Orient, la politique d'agression des U.S.A. à l'égard de la République populaire de Chine et des autres Etats pacifiques constitue la principale source de tension. Il n'y a pas longtemps, le monde entier a suivi dans l'angoisse les agissements agressifs des Américains qui menaçaient de provoquer un immense incendie. Seule l'action énergique de la République populaire de Chine et des autres forces pacifiques a conjuré ce danger.

La zone du Pacifique est devenue le principal polygone pour les essais des armes atomiques américaines.

Tout ceci exige que l'on se soucie instamment d'empêcher la guerre, et surtout la guerre atomique, dans cette partie du globe. Les conditions sont peut-être ici plus favorables qu'ailleurs, car l'Union Soviétique, la République populaire de Chine, la République démocratique populaire de Corée, la République démocratique du Vietnam, ainsi que l'Inde, l'Indonésie, la Birmanie et d'autres Etats, situés dans cette partie du monde, défendent la cause de la paix. Leur intervention commune pour l'interdiction de l'arme atomique et de ses essais pourrait contribuer d'une façon décisive au maintien de la paix dans le Pacifique. L'initiative de ces pays serait appuyée par les peuples du Japon et des autres pays du Pacifique. *Une zone de la paix et, en premier lieu, une zone désatomisée peut et doit être créée en Extrême-Orient et dans tout le bassin du Pacifique.*

Toute l'humanité progressiste peut être satisfaite de l'évolution des événements dans les pays du Proche et du Moyen-Orient. Nous saluons le mouvement de libération nationale des peuples arabes et des autres peuples d'Asie et d'Afrique qui ont secoué le joug colonial. L'expulsion des troupes des colonialistes impérialistes de certains pays de cette zone a été une victoire importante des peuples arabes et de toutes les forces pacifiques. Cependant, on aurait tort de croire que toute possibilité d'une aggravation de la situation dans cette zone est exclue : les colonialistes chassés des colonies n'accepteront pas leur défaite. Les puissances occidentales, et, en premier lieu, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, cherchent à dresser les Etats arabes les uns contre les autres, elles trament des intrigues en Irak et dans les autres pays arabes. Elles recherchent les points faibles pour diviser les peuples libérés, et, avant tout, les peuples de l'Orient arabe.

Lorsque les peuples luttent pour leur indépendance nationale contre les colonialistes, toutes les forces patriotiques s'unissent au sein d'un seul front national.

Il en fut ainsi, par exemple, pendant la lutte du peuple d'Egypte et des autres peuples arabes pour s'affranchir du joug des colonialistes impérialistes. En Egypte, grâce à la mobilisation de toutes les forces nationales, la bataille pour l'expulsion des colonialistes du pays, pour la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez, a été couronnée de succès. Toute l'humanité progressiste a salué la libération nationale de l'Egypte. En Irak, la clique réactionnaire au service des impérialistes a été renversée et une république indépendante a été proclamée. Les peuples de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes ont appuyé activement la juste lutte des peuples arabes. Des dirigeants en vue de ce mouvement — Gamal Abdel Nasser, Président de la République arabe unie, Abdel Kérim Kassem, chef du gouvernement de la République irakienne, se sont acquis la vive sympathie des Soviétiques.

Une fois les colonialistes expulsés, lorsque les objectifs nationaux sont pour l'essentiel atteints, les peuples cherchent une solution aux problèmes sociaux, posés par la vie. Il s'agit avant tout de la solution de la question agraire et paysanne et des problèmes de l'antagonisme du travail et du capital. On voit se produire au sein du mouvement de libération nationale des processus sociaux qui engendrent inévitablement des points de vue différents, sur les voies que doit emprunter le développement ultérieur de ces Etats.

Notre pays, de même que les autres pays socialistes, a toujours appuyé et appuiera le mouvement de libération nationale. L'Union Soviétique ne s'est pas ingérée dans les affaires intérieures des autres pays et n'a nulle intention de le faire ; cependant nous ne pouvons pas ne pas définir notre attitude à l'égard de la campagne contre les forces progressistes poursuivie dans certains pays sous les mots d'ordre fallacieux de l'anticommunisme. Et puisque récemment dans la République arabe unie, des interventions contre les idées du communisme ont eu lieu et des accusations contre les communistes ont été lancées,

j'estime de mon devoir, en tant que communiste, de déclarer au Congrès de notre parti qu'il est injuste d'accuser les communistes de contribuer à l'affaiblissement ou à la division des efforts nationaux dans la lutte contre l'impérialisme. Au contraire, il n'est pas d'hommes plus courageux et plus dévoués à la lutte contre les colonialistes que les communistes. (*Vifs applaudissements prolongés.*) Dans le combat contre l'impérialisme, il n'est pas de forces plus fermes que celles du communisme. Ce n'est pas par hasard que les impérialistees s'en prennent en premier lieu au mouvement communiste.

La lutte contre les partis communistes et les autres partis progressistes est une œuvre réactionnaire. Loin d'unir les forces nationales, la politique anticommuniste ne fait que les diviser, et, par conséquent, affaiblit les efforts de toute la nation pour protéger ses interêts contre l'impérialisme. Il n'est pas juste d'accuser les communistes de se dresser contre les intérêts nationaux des peuples arabes. Il est également naïf de placer sur le même plan le communisme et le sionisme. Chacun sait que les communistes, y compris ceux d'Israël, combattent le sionisme.

Il est déraisonnable de voir partout des « menées communistes ». Il faut étudier plus à fond les problèmes de l'évolution de la société. Il existe des lois objectives du développement social. Or, elles témoignent qu'au sein des nations il existe des classes, dont les intérêts sont différents. Après l'élimination du joug impérialiste, dans les pays coloniaux, les ouvriers veulent obtenir la réduction de la journée de travail et l'augmentation des salaires ; les paysans veulent recevoir davantage de terre et avoir la possibilité de jouir des fruits de leur travail ; les uns, comme les autres, désirent avoir des droits politiques. Mais les capitalistes cherchent à réaliser de plus gros profits, et les grands propriétaires fonciers à conserver les terres qui se trouvent entre leurs mains. Les forces progressistes aspirent au développement du pays dans la voie du progrès

social, elles s'attachent à renforcer son indépendance nationale et à le protéger contre les menées impérialistes. Mais les forces réactionnaires à l'intérieur du pays, souvent incitées de l'extérieur par les impérialistes, se dressent contre tout cela.

Si de tels processus se produisent dans les pays qui ont secoué le joug impérialiste, ce n'est pas par la volonté de tel ou tel parti, mais parce qu'il existe des classes, et que ces dernières ont des intérêts opposés. Notre sympathie, en tant que communistes, de même que celle de tous les progressistes, va, bien sûr, à ceux qui luttent pour la justice sociale. (*Applaudissements prolongés.*)

Nous ne dissimulons pas que nos opinions dans le domaine de l'idéologie diffèrent de celles de certains dirigeants de la République arabe unie. Mais dans les questions de la lutte contre l'impérialisme, du renforcement de l'indépendance politique et économique des pays qui se sont libérés du colonialisme, dans la lutte contre le danger de guerre nos positions coïncident avec celles de ces dirigeants. Les différences de conceptions idéologiques ne doivent pas empêcher le développement des relations amicales entre nos pays, ni notre lutte commune contre l'impérialisme. (*Applaudissements.*)

Les agents des Etats impérialistes qui voyagent à travers les pays du Proche et du Moyen-Orient cherchent à effrayer d'aucuns avec le communisme, en espérant assurer ainsi l'influence des impérialistes et appuyer les forces réactionnaires. Aussi les peuples de ces pays doivent-ils être vigilants envers les menées des impérialistes.

Les pays qui ont conquis leur indépendance nationale, ont et auront besoin de l'appui des pays socialistes, ainsi que du soutien de tous les progressistes. L'Union Soviétique et les autres pays socialistes renforcent leurs liens d'amitié avec les pays qui ont secoué le joug colonial, leur accordent une aide et continueront à le faire à l'avenir.

Les impérialistes font de leurs rapports économiques

avec les pays sous-développés un instrument de chantage et d'extorsion, ils imposent à ces pays des conditions militaires et politiques. Quant à notre pays, il fonde ses relations avec tous les Etats sur l'entière égalité en droits et la coopération, sans aucune condition d'ordre militaire ou politique. Nous ne nous occupons pas de bienfaisance. L'U.R.S.S. accorde son aide à des conditions commerciales équitables. Les pays socialistes aident les pays sous-développés à créer leur propre industrie, tandis que les Etats-Unis cherchent à leur vendre des articles de consommation qui ne trouvent pas d'écoulement sur le marché intérieur. Le plan septennal offre de nouvelles possibilités pour la coopération économique de l'U.R.S.S. avec les pays sous-développés.

A l'heure actuelle, nous sommes en présence d'une nouvelle étape de la lutte des peuples pour leur liberté et leur indépendance : le mouvement de libération nationale prend de l'ampleur dans tous les pays coloniaux et dépendants. La lutte des peuples des pays d'Amérique latine contre le joug de l'impérialisme américain s'est intensifiée. Les peuples des pays d'Asie et d'Afrique se sont mis en mouvement. Les peuples de ces deux continents qui ont conquis la liberté nationale veulent décider eux-mêmes de leurs destinées. Ils ont besoin, plus que jamais, de la paix. Les grandes puissances doivent s'engager à respecter strictement la souveraineté des peuples des pays de l'Orient arabe et d'Afrique, à renoncer à l'emploi de la force pour régler les questions litigieuses, ainsi qu'à l'ingérence dans les affaires intérieures de ces Etats. Au lieu et place de la poudrière sur laquelle on joue avec le feu, il faut créer une zone de paix où les nations puissent se développer librement.

Les mesures nécessaires pour obtenir la détente dans certaines régions du globe doivent aller de pair avec la lutte pour l'assainissement général du climat international.

Aujourd'hui, la tâche essentielle est de faire progresser *le désarmement* qui est au point mort. La course aux armements continue, engloutissant toujours plus de ressources financières et matérielles. Pour trouver de l'argent pour la fabrication des armes, les gouvernements des Etats capitalistes réservent la plus grande partie de leurs budgets à la militarisation, ils mènent une politique de pillage des travailleurs, agissant d'après le principe : « Nu comme ver, mais bardé de fer. » (*Animation dans la salle.*)

Il est surtout indispensable d'interdire les essais d'armes atomiques et thermonucléaires. Aujourd'hui, lorsque tout le monde reconnaît la possibilité de détecter les explosions atomiques dans n'importe quel point du globe, il n'y a aucune raison de retarder la solution du problème de l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Les peuples de tous les pays exigent l'abandon de ces expériences qui saturent l'atmosphère terrestre d'une radioactivité nuisible. Cette revendication des peuples doit être satisfaite.

Nous partons du fait que les rapports entre Etats ayant des systèmes sociaux différents doivent être fondés sur la coexistence pacifique. Nous avons, nous et les milieux gouvernants des pays capitalistes, des conceptions du monde et des points de vue différents. Nous ne renoncerons jamais à nos opinions, et nous ne nourrissons pas l'illusion que nos adversaires de classe pourraient changer leur idéologie. Mais cela ne signifie nullement que nous devons faire la guerre en raison de ces différences d'opinions. Dans chaque pays, le peuple définit lui-même ses destinées et choisit l'orientation de son développement. L'Union Soviétique ne veut imposer à personne le chemin qu'elle a choisi. Nous nous inspirons entièrement de l'indication de Lénine selon laquelle les révolutions ne sont pas un article d'exportation.

Ne serait-il pas mieux que les dirigeants des Etats ayant des régimes sociaux différents arrivent le plus vite possible à la conclusion que, puisque nous vivons sur la

même planète, dont les dimensions, compte tenu de la technique moderne, ne sont pas si grandes, il vaut mieux ne pas s'y pousser des coudes et ne pas se montrer constamment les poings, sous forme de bombes atomiques ou à hydrogène ? Il faut apprendre à régler les questions litigieuses par la négociation pacifique.

Il est temps de comprendre que les menaces sont vaines lorsqu'il s'agit de l'Union Soviétique, du camp socialiste, et de prendre conscience des changements radicaux qui sont survenus dans la situation stratégique sur le globe.

Actuellement, les succès obtenus par la science et la technique soviétiques qui ont ouvert à l'humanité la voie du Cosmos sont reconnus de tous. Ces réalisations montrent les possibilités dont disposent l'U.R.S.S. et tout le système socialiste mondial. Il est absolument évident que si l'Union Soviétique sait lancer une fusée à des centaines de milliers de kilomètres dans l'espace cosmique, elle peut aussi envoyer sur n'importe quel point de la terre de puissantes fusées qui ne manqueront pas leur but. (*Applaudissements.*)

Cependant, nous tirons de ces faits des conclusions tout autres que certains milieux de l'Occident qui considèrent chaque réalisation de la science et de la technique avant tout du point de vue de l'avantage militaire qu'elle procure. Lorsque la première bombe atomique a été mise au point aux Etats-Unis, les milieux gouvernants américains ont immédiatement proclamé leurs prétentions à l'hégémonie mondiale.

De telles intentions sont étrangères à l'Union Soviétique. Ce n'est pas pour faire une politique belliciste, pour imposer notre diktat aux autres Etats, que nous mettons à profit les succès historiques de la science et de la technique soviétiques. Nous les utilisons en vue de redoubler d'efforts dans la lutte pour la paix universelle. Aujourd'hui, lorsque la supériorité dans le développement de la technique des fusées est de notre côté, nous proposons de nouveau aux Etats-Unis, à l'Angleterre et à la France :

interdisons à jamais les expériences, la fabrication et l'utilisation des armes atomiques, thermonucléaires et des fusées, détruisons tous les stocks de ces armes d'extermination et utilisons donc la plus grande découverte du génie humain exclusivement à des fins pacifiques, pour le bien des hommes ! Notre gouvernement est prêt à signer dès demain l'accord correspondant. (*Applaudissements prolongés.*)

Pour les grandes puissances il ne peut y avoir qu'une seule politique raisonnable, à savoir le passage au règlement pacifique des problèmes internationaux et au désarmement général.

Il y a plus d'un an, le gouvernement soviétique a proposé de réunir une conférence des chefs de gouvernement des pays de l'Est et de l'Ouest. Depuis lors, par la faute des puissances de l'Occident, aucun progrès n'a été enregistré dans cette question. Mais nous estimons de notre devoir devant les peuples de tous les pays de chercher à obtenir la convocation de cette conférence sur laquelle fondent tant d'espoirs tous ceux qui ont à cœur la paix et la sécurité des peuples.

Nous avons déjà souligné plus d'une fois la grande responsabilité qui incombe pour le maintien de la paix aux deux grandes puissances — l'Union Soviétique et les Etats-Unis. Quant à l'Union Soviétique, elle a maintes fois proclamé son désir sincère de normaliser ses rapports avec les U.S.A., et l'a confirmé par des actes. L'Union Soviétique a proposé de conclure un pacte de non-agression pour 50 ans, de développer un vaste commerce réciproquement avantageux, d'encourager les échanges culturels, etc. Cependant, nous nous sommes heurtés chaque fois ou bien à un refus direct, ou bien à une résistance camouflée.

Il n'y a jamais eu et il n'existe pas entre nos deux pays de prétentions territoriales mutuelles. Il n'existe pas de raisons pour des collisions entre nos deux peuples, mais

les relations entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. n'en restent pas moins anormales depuis longtemps.

Nous savons que parmi les hommes politiques et les financiers, parmi les sénateurs et les éditeurs de journaux aux Etats-Unis, il ne manque pas de gens qui ont intérêt au maintien de tels rapports. Cependant, on voit aussi grandir en Amérique le nombre des partisans des rapports d'amitié et de bon voisinage avec l'Union Soviétique. Une preuve éclatante en a été fournie par l'accueil réservé à Anastasse Mikoïan aux Etats-Unis. Sa visite s'est transformée en une manifestation des sentiments d'amitié du peuple américain envers les peuples de l'Union Soviétique. La plupart des Américains qu'il a contactés exprimaient ouvertement et avec sincérité leur sympathie pour le peuple soviétique, leur désir de vivre en amitié et de coopérer en paix avec l'Union Soviétique. Il y avait parmi ces Américains des gens d'opinions politiques, de croyances religieuses et de conditions sociales diverses, des représentants de la science, de la culture, des milieux d'affaires, des plus larges couches de l'opinion publique. Visiblement, la majorité des Américains ne prêtent plus foi à la propagande antisoviétique menée par les journaux réactionnaires bourgeois des Etats-Unis. Les tentatives de certains éléments d'organiser des provocations pendant le voyage du camarade Mikoïan n'ont remporté aucun succès, car ces éléments ne traduisent ni l'état d'esprit ni le point de vue du peuple américain.

Nous saluons les efforts de tous les Américains qui se prononcent pour l'élimination de la « guerre froide », pour la coexistence pacifique et la coopération entre tous les pays. Les habitants de notre pays nourrissent de vives sympathies pour le peuple américain, dont le génie industriel et l'esprit pratique sont connus du monde entier.

Certes, il ne manque pas de difficultés sur la voie de la coexistence pacifique. En s'engageant dans cette voie, les deux parties doivent faire preuve d'une grande volonté de compréhension mutuelle, d'une grande retenue, et mê-

me, si vous voulez, de beaucoup de patience. (*Applaudissements.*)

Le vaste *développement du commerce mondial* pourrait favoriser grandement la détente internationale et le raffermissement de la confiance mutuelle.

Malgré les obstacles dressés, le volume du commerce entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes d'Europe et d'Amérique a presque triplé en 1958 par rapport à 1950. Nos affaires avec la Suède sont en bonne voie ; nous avons conclu aussi des accords commerciaux à long terme avec la France et l'Italie, nous développons le commerce avec les autres Etats.

Le programme économique d'édification pacifique en U.R.S.S. pour les années 1959-1965 ouvre de vastes perspectives à l'extension du commerce extérieur de l'Union Soviétique avec tous les pays. Nous avons la possibilité de doubler au moins le volume de notre commerce extérieur.

Nous proposons aux pays capitalistes une compétition pacifique, et ceci non seulement pour la période du plan septennal. Nous sommes en train d'élaborer un plan perspectif de développement de l'U.R.S.S. pour 15 ans qui est fondé également sur le principe du développement pacifique et de la compétition économique pacifique.

Les peuples de tous les pays peuvent constater que *nos plans sont des plans de création pacifique. Nous invitons tous les peuples à intensifier la lutte pour le maintien et la consolidation de la paix. De notre côté, nous ferons tout notre possible pour sauvegarder la paix dans le monde entier.* (*Vifs applaudissements prolongés.*)

L'EDIFICATION DU COMMUNISME EN U.R.S.S. ET LE MOUVEMENT OUVRIER MONDIAL

Camarades,

Notre plan septennal constitue pour le mouvement ouvrier et communiste mondial, pour toutes les forces démocratiques un puissant appui moral dans leur lutte contre

les forces de la réaction et de l'impérialisme. En remportant de nouvelles victoires dans l'édification du communisme, le peuple soviétique accomplira son devoir international devant la classe ouvrière mondiale.

A l'heure actuelle, des partis communistes et ouvriers existent dans 83 pays, et ils groupent dans leurs rangs plus de 33 millions d'adhérents. C'est là une immense victoire du marxisme-léninisme, une grande conquête de la classe ouvrière. (*Applaudissements prolongés.*)

Les réactionnaires de tout acabit ont entrepris des dizaines de croisades contre le communisme. Mais rien ne peut étouffer le mouvement communiste, car il est engendré par la lutte de classe du prolétariat, de tous les travailleurs, et reflète leurs intérêts. De nombreux partis communistes des pays capitalistes se trouvent aujourd'hui devant de grandes difficultés. La réaction entreprend contre eux une nouvelle offensive effrénée qui, nous en sommes sûrs, se soldera par un nouvel échec, tandis que nos partis frères sortiront de ces épreuves encore plus forts et plus trempés. *(Applaudissements prolongés.)*

En organisant l'offensive contre le mouvement ouvrier et communiste, la réaction internationale recourt à la démagogie sociale, à la duperie des masses à l'aide des fables fallacieuses sur le prétendu « monde libre ». Les idéologues de l'impérialisme cherchent à rendre plus attrayant le régime capitaliste antipopulaire. Dans presque chacun de leurs discours des hommes politiques bourgeois en vue prétendent que les pays capitalistes de l'Occident sont des « pays libres », que le monde capitaliste est un « monde libre ».

En effet, la liberté existe dans les pays du capital. Mais pour qui ? Bien sûr pas pour les ouvriers qui sont obligés de demander au capitaliste un emploi à n'importe quelles conditions, afin de ne pas se voir rejetés dans l'immense armée des hommes « libérés » du travail. Elle n'existe pas non plus pour les paysans sans cesse menacés d'être « libérés » de leur exploitation par la ruine. Elle n'existe pas

non plus pour les intellectuels, dont l'activité créatrice est prise dans l'étau de la dépendance matérielle vis-à-vis « du sac d'écus » et de la « direction spirituelle » des diverses commissions, chargées de contrôler leur loyauté. Dans les pays capitalistes, la liberté n'existe que pour ceux qui possèdent l'argent, et, par conséquent, le pouvoir.

Les hommes politiques et les idéologues du « monde libre » aiment à se faire passer pour des partisans de la morale religieuse. Mais ils devraient bien savoir d'après les légendes religieuses sur le Christ que lorsque ce dernier trouva les marchands, les usuriers et les mercantis se livrant à un marchandage dans le temple, il prit un fouet et les en chassa. *(Animation dans la salle.)* Et si les capitalistes invoquent la morale religieuse, pourquoi donc ont-ils transformé la société où ils dominent en un paradis pour les riches et en un véritable enfer pour les pauvres ? Et cela malgré l'hyperbole chrétienne qui affirme qu'il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le ciel ! Le prétendu « monde libre », c'est le royaume du dollar, de la cupidité, de la spéculation effrénée et de l'exploitation féroce de millions d'hommes pour enrichir une poignée de monopoleurs.

Jadis, dans la lutte contre le féodalisme, les révolutions bourgeoises ont lancé les mots d'ordre séduisants de liberté, d'égalité et de fraternité. Mais si la bourgeoisie les a lancés, c'est avant tout pour écarter la noblesse et frayer le chemin au capital. Au fur et à mesure que son pouvoir se renforçait, la bourgeoisie a de plus en plus rejeté ces mots d'ordre.

A l'heure actuelle, tout en continuant à spéculer sur les mots d'ordre de liberté, d'égalité et de fraternité, les impérialistes passent de plus en plus souvent à la dictature ouverte. Les sinistres indices de la poussée réactionnaire et fasciste apparaissent dans les pays du capital. C'est précisément dans cette voie réactionnaire que s'est engagée l'Allemagne occidentale. Dans ce pays, où le parti communiste est interdit et les forces démocratiques persécutées,

une liberté totale est assurée aux organisations fascistes et revanchardes. L'orientation vers une dictature ouverte se manifeste aussi en France, où des atteintes sont portées aux droits et conquêtes démocratiques des masses populaires. La poussée réactionnaire en France, pays renommé pour ses traditions démocratiques, préoccupe tous les partisans de la démocratie et du progrès. Les coups d'Etat militaires au Pakistan et en Thaïlande montrent que nous sommes en présence d'une offensive contre les conquêtes démocratiques des peuples qui ont obtenu l'indépendance nationale. Les forces de la réaction intensifient leur activité dans d'autres Etats capitalistes également.

Il faut donc constater qu'il ne s'agit pas là de faits isolés, mais d'une tendance générale manifeste, qui est caractéristique pour de nombreux pays du monde capitaliste.

Les forces réactionnaires ont recours au vieux procédé antipopulaire : suppression graduelle de la démocratie, implantation de gouvernements « forts ». Mais aujourd'hui, de même que dans la période d'instauration de la dictature fasciste en Italie et en Allemagne, la tendance à la dictature ouverte de la bourgeoisie monopoliste est l'expression non pas de la force, mais de la faiblesse de la bourgeoisie. En même temps, il ne faut pas oublier que dans les conditions d'une dictature que rien ne limite, la réaction dispose de plus de possibilités pour se livrer à la répression et à la terreur, pour étouffer tout mouvement d'opposition, pour façonner l'opinion dans le sens qui lui convient, pour empoisonner les masses avec le chauvinisme, pour se délier les mains en vue d'entreprendre des aventures bellicistes. C'est pourquoi les peuples doivent être vigilants et toujours prêts à riposter à l'offensive de la réaction et à la menace de renaissance du fascisme.

Des millions de gens rattachent habituellement le fascisme aux noms de Hitler et de Mussolini. Cependant, il n'est pas exclu que le fascisme puisse réapparaître, sous

d'autres formes, les anciennes étant compromises aux yeux des peuples.

Aujourd'hui, alors qu'existe le puissant camp du socialisme, alors que le mouvement ouvrier a une riche expérience de lutte contre la réaction et que le degré d'organisation de la classe ouvrière a grandi, les peuples ont davantage de possibilités pour barrer la route au fascisme. Contre le fascisme, on peut et on doit rassembler les plus larges couches du peuple, toutes les forces démocratiques, authentiquement nationales. De ce fait, il importe d'éliminer jusqu'au bout l'esprit sectaire étroit qui peut empêcher de mobiliser les masses dans la lutte contre la réaction et le fascisme. L'unité des forces démocratiques et, en premier lieu, celle de la classe ouvrière est le moyen le plus sûr de conjurer le danger fasciste.

Qui donc entrave l'unité de la classe ouvrière ? C'est la réaction impérialiste et ses acolytes au sein du mouvement ouvrier, par exemple des dirigeants social-démocrates anticommunistes, comme Guy Mollet et Spaak. Nous connaissons bien chacun de ces promoteurs de l'anticommunisme, et ce n'est pas sur eux que nous comptons lorsque nous parlons de l'unité d'action de la classe ouvrière. Ce sont les partisans de la paix et du progrès social qui constituent la majorité au sein des partis social-démocrates, quoiqu'ils se représentent le chemin qui y mène d'une façon différente que nous autres, communistes. C'est précisément dans la lutte contre la réaction et le fascisme que les communistes et les social-démocrates devraient trouver un langage commun. L'heure est venue pour les représentants de tous les courants du mouvement ouvrier d'écarter tous les saltimbanques de l'anticommunisme, et de se réunir à une même table afin d'élaborer une plateforme réciproquement acceptable en vue de l'action commune de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts, pour défendre la paix.

Le renforcement des partis communistes et ouvriers sur le plan idéologique et de l'organisation, l'affermissement

de leur cohésion sur la base du marxisme-léninisme, le resserrement des liens fraternels internationaux sont la condition première pour de nouveaux succès de ces partis.

La Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers qui s'est tenue en novembre 1957 a confirmé l'entière unité de vues des partis frères. La Déclaration de la Conférence a été approuvée à l'unanimité par tous les partis communistes et ouvriers, et est devenue la charte de l'unité internationale du mouvement communiste mondial. La Déclaration a condamné le revisionnisme, en tant que danger principal, ainsi que le dogmatisme et le sectarisme. La vie a confirmé la justesse des conclusions de ce document, dont nous nous inspirons à l'heure actuelle.

Après les Conférences de novembre 1957, les forces de chaque parti communiste se sont encore consolidées, l'ensemble du mouvement communiste mondial a renforcé encore son unité. Les révisionnistes n'ont réussi à détourner de la voie marxiste-léniniste aucun parti frère. Ils n'ont été suivis que par de lamentables petits groupes d'opportunistes et par des isolés qui avaient perdu contenance sous le feu de l'ennemi de classe. Au cours de la lutte, cette écume, qui souillait la source limpide du mouvement communiste, est apparue à la surface, et a été rejetée.

Les assertions des revisionnistes ont été réfutées par la vie, par la lutte de la classe ouvrière, par tout le cours de l'évolution sociale. Les thèses fondamentales du revisionnisme — sur le changement du caractère du capitalisme, sur le développement sans crises du système capitaliste, sur la transformation pacifique du capitalisme en socialisme, et ainsi de suite — ont été renversées.

Le mouvement communiste mondial a condamné les conceptions et la politique des revisionnistes yougoslaves. Les dirigeants de la Ligue des communistes de Yougoslavie cherchent à présenter les choses comme si les partis marxistes-léninistes avaient engagé contre eux une lutte

idéologique parce qu'ils ont refusé de se rallier à la Déclaration. Mais c'est une affirmation absolument fausse. Ce sont les dirigeants yougoslaves qui, pour faire contrepoids à la Déclaration, ont présenté leur programme revisionniste dans lequel ils ont attaqué les positions marxistes-léninistes du mouvement communiste mondial. Les marxistes pouvaient-ils négliger ces faits ? Bien sûr que non ! C'est pourquoi, tous les partis qui s'en tiennent aux positions du marxisme-léninisme ont soumis à une critique de principe le programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie.

Notre position en ce qui concerne les conceptions des dirigeants yougoslaves est claire. Nous l'avons exposée plus d'une fois en toute franchise. Par contre, les dirigeants yougoslaves louvoient, falsifient les faits, se dérobent à la vérité.

Les dirigeants yougoslaves cherchent à dissimuler le fond de leurs divergences avec les marxistes-léninistes. Or, ce fond consiste en ce que les revisionnistes yougoslaves nient la nécessité de la solidarité de classe internationale, s'écartent des positions de la classe ouvrière. Ils s'appliquent à convaincre tout un chacun qu'il existe dans le monde deux blocs, deux camps militaires. Mais tout le monde sait que le camp du socialisme, qui groupe les pays socialistes d'Europe et d'Asie, n'est pas un camp militaire, mais une communauté de peuples égaux en droits dans la lutte pour la paix et une vie meilleure pour les travailleurs, pour le socialisme et le communisme. *(Vifs applaudissements.)* L'autre camp, c'est celui des impérialistes qui cherchent à conserver à tout prix le régime d'oppression et de violence et qui menace l'humanité de la guerre. Ce n'est pas nous qui avons inventé ces camps, mais ils se sont formés au cours de l'évolution sociale.

Les dirigeants yougoslaves prétendent se trouver en dehors des blocs, au-dessus des camps, mais en réalité, ils font partie du bloc balkanique qui groupe la Yougoslavie, la Turquie et la Grèce. Ces deux dernières, on le

sait, sont membres du bloc d'agression de l'O.T.A.N., et la Turquie fait en outre partie du Pacte de Bagdad. Les dirigeants de la Ligue des communistes de Yougoslavie sont très offensés lorsque nous leur disons qu'ils sont assis sur deux chaises. Ils prétendent être assis sur leur propre chaise yougoslave. Mais, on ne sait pourquoi, les monopoles américains soutiennent énergiquement cette chaise yougoslave ! C'est précisément pour cette raison que cette position « en dehors des blocs », cette neutralité, dont parlent tant les dirigeants de la Ligue des communistes de Yougoslavie, exhalent la forte odeur des monopoles américains qui engraissent le « socialisme yougoslave ». L'histoire de la lutte de classes n'a jamais connu d'exemple de la bourgeoisie soutenant matériellement ou moralement son ennemi de classe, favorisant l'édification du socialisme.

Les succès obtenus dans le développement de l'économie nationale, dans l'essor de la culture et du bien-être du peuple, constituent le meilleur critère pour juger de la justesse de la ligne suivie dans la gestion du pays. Nous autres, communistes soviétiques, nous estimons que notre voie vers le socialisme, indiquée par le grand Lénine, est juste. En la suivant, l'Union Soviétique a remporté des victoires qui bouleversent le monde entier. Tous les pays de démocratie populaire se sont engagés dans la voie de la Révolution d'Octobre, dans la voie de Lénine, et ils ont remporté également de remarquables succès.

Et qui donc a obtenu le moins de résultats ? Ce sont précisément le parti et le pays, dont les dirigeants font tant l'éloge d'une prétendue voie yougoslave qui serait la seule juste. Le peuple raisonne ainsi : la meilleure voie est celle qui permet d'obtenir en de brefs délais des résultats économiques et politiques maxima. Or si l'on compare le niveau de vie des peuples des pays socialistes, les données publiées par les économistes témoignent qu'en Yougoslavie ce niveau monte beaucoup plus

lentement. La pratique yougoslave réfute elle-même les « découvertes » théoriques des revisionnistes de Yougoslavie.

Si la Yougoslavie retarde dans son développement, si, au lieu de marcher tout droit, elle zigzague sur la voie socialiste, toute la responsabilité en incombe à la direction de la Ligue des communistes de Yougoslavie qui suit une orientation revisionniste antimarxiste et qui a son point de vue particulier sur le rôle du parti dans l'édification du socialisme. Les revisionnistes yougoslaves minimisent le rôle du parti et répudient, en fait, la doctrine léniniste du parti en tant que force dirigeante dans la lutte pour le socialisme.

Les partis marxistes-léninistes observent avec anxiété ce qui se produit en Yougoslavie. C'est au prix de grands sacrifices que les peuples frères de Yougoslavie se sont libérés, avec l'appui de l'U.R.S.S., des occupants allemands et italiens, ont renversé le joug de leur propre bourgeoisie et se sont engagés dans la voie du socialisme. Et maintenant, la politique des dirigeants yougoslaves, visant à opposer la Yougoslavie au camp socialiste et au mouvement communiste mondial, peut aboutir à la perte des conquêtes socialistes du peuple yougoslave.

Nous nourrissons les sentiments les plus amicaux pour les peuples frères de Yougoslavie, pour les communistes yougoslaves, héros de la lutte clandestine et partisane. Nous avons un langage commun avec eux sur nombre de questions de politique étrangère. Nous continuerons à développer notre commerce avec la Yougoslavie sur une base réciproquement avantageuse. Nous nous efforcerons de coopérer avec la Yougoslavie dans toutes les questions de la lutte contre l'impérialisme, pour la paix, sur lesquelles nos positions coïncideront.

Et comment iront les choses en ce qui concerne les rapports entre partis ? Tout dépendra de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Ses dirigeants se sont iso-

lés eux-mêmes du mouvement communiste mondial. Aussi est-ce à la Ligue des communistes de Yougoslavie d'amorcer un rapprochement avec les partis communistes sur la base du marxisme-léninisme, ce qui correspondrait aussi aux intérêts du peuple yougoslave.

Le mouvement communiste a porté des coups foudroyants au revisionnisme. Mais celui-ci n'est pas définitivement battu. Il faut tenir compte que l'impérialisme cherchera à appuyer par tous les moyens et à intensifier l'activité des revisionnistes.

On ne saurait oublier non plus la nécessité de combattre le dogmatisme et le sectarisme qui entravent le développement de la théorie marxiste-léniniste et son application créatrice, et entraînent à se détacher des masses. Le précepte de Lénine : renforcer les liens avec les masses, prêter une oreille attentive à leur voix, être à la tête des masses, est sacré pour nous tous, communistes.

Dans les relations entre les partis frères au sein du mouvement communiste international, nous nous en sommes toujours tenus aux principes léninistes. Lénine enseignait que ces relations se basent sur le principe de l'égalité des droits, de l'indépendance des détachements nationaux de la classe ouvrière internationale, sur la base des principes de l'internationalisme prolétarien. C'est précisément parce que tous les partis sont égaux en droits qu'ils ont établi des relations de confiance et de coopération librement consentie, qu'ils aspirent volontairement et consciemment à l'unité d'action, en tant que parties intégrantes de la grande armée du travail.

Tous les partis communistes sont indépendants et élaborent leur politique en partant des conditions concrètes des pays donnés ; ils ont obtenu des succès dans leur activité, étendent infailliblement leur influence, multiplient le nombre de leurs partisans, gagnent de prestige dans toutes les couches du peuple.

Les idéologues de l'impérialisme et les revisionnistes qui leur font écho, cherchent à miner par tous les

moyens l'influence grandissante des partis communistes en répandant l'allégation fallacieuse suivant laquelle le mouvement communiste serait « l'œuvre de Moscou » et les partis communistes et ouvriers dépendraient du Parti communiste de l'Union Soviétique. Un zèle particulier est manifesté sous ce rapport par les revisionnistes yougoslaves qui s'appliquent à démontrer que notre parti tendrait à un « hégémonisme » vis-à-vis des autres partis. Ils ont même introduit dans leur programme la thèse de l'« hégémonisme ». Les revisionnistes prétendent que notre parti se mêlerait des affaires intérieures des autres pays et chercherait à se soumettre les autres partis communistes.

Les forces réactionnaires expriment une reconnaissance particulière aux revisionnistes yougoslaves pour cette calomnie.

Tous ceux qui connaissent le mouvement communiste n'ont aucune difficulté à réfuter les assertions fallacieuses de la réaction internationale et des revisionnistes.

Il est absurde de croire qu'il est possible d'organiser de l'extérieur, dans tel ou tel pays, un parti politique de la classe ouvrière qui groupe souvent des centaines de milliers, et parfois même des millions de membres. Personne ne croira, par exemple, que le Parti communiste italien avec ses deux millions d'adhérents, le Parti communiste français qui compte près de 500 mille membres, le Parti communiste indonésien qui groupe un million et demi d'adhérents, le Parti communiste indien qui compte presque 300 mille membres, de même que les autres partis frères, « sont fondés par Moscou », et que leurs membres sont des « agents de l'étranger ».

Si les partis communistes ont surgi, ce n'est pas parce qu'un centre quelconque les a « implantés » dans tous les pays. De tels miracles ne se produisent pas dans la nature. L'histoire de l'évolution de la société témoigne que les partis marxistes naissent au fur et à mesure que la classe ouvrière apparaît et grandit. Cela signifie que

le mouvement communiste est né d'une nécessité objective, qu'il est engendré par les conditions mêmes de la vie de la classe ouvrière de chaque pays. Dans tous les pays capitalistes il existe des classes, et, par conséquent, des partis politiques qui expriment leurs intérêts. Les partis communistes sont les partis politiques de la classe ouvrière, et ils existeront tant qu'existera la classe ouvrière. *(Vifs applaudissements.)* Il est également naïf de supposer qu'il serait possible d'imposer de l'extérieur à des millions d'hommes, groupés au sein des partis communistes, ce qu'ils doivent penser aujourd'hui, ou faire demain.

On dit que la « dépendance » des partis communistes et ouvriers vis-à-vis de Moscou serait confirmée par des déclarations selon lesquelles le P.C.U.S. se trouve à la tête du mouvement communiste mondial. On se réfère pour cela au passage connu de la Déclaration de la Conférence de Moscou qui indique que « l'Union Soviétique est à la tête du camp des Etats socialistes ».

Les communistes de l'Union Soviétique et de tous les autres pays considèrent qu'ainsi l'on rend hommage à notre pays, à sa classe ouvrière qui, sous la direction du Parti communiste avec, à sa tête, le grand Lénine, fut la première à accomplir la révolution socialiste et à prendre en mains le pouvoir. *(Applaudissements prolongés.)* En plus de 40 ans, nous avons parcouru un chemin long et difficile, marqué de luttes et de victoires, et nous avons créé un Etat puissant qui est le rempart de tous les pays socialistes et du mouvement communiste mondial. *(Vifs applaudissements.)*

Nous exprimons notre gratitude sincère aux partis frères pour cette reconnaissance du rôle historique de l'Union Soviétique et du P.C.U.S. *(Vifs applaudissements prolongés.)*

En même temps, il faut souligner qu'au sein du mouvement communiste, aussi bien que dans le camp socialiste, l'entière égalité en droits et l'indépendance de tous

les partis communistes et ouvriers et des pays socialistes ont toujours existé et existent. En réalité, le Parti communiste de l'Union Soviétique ne dirige aucun parti, l'U.R.S.S. ne dirige pas d'autres pays. Au sein du mouvement communiste il n'y a point de partis « supérieurs » ou « subordonnés ». Tous les partis communistes et ouvriers sont égaux et indépendants, tous assument la responsabilité pour les destinées du mouvement communiste, pour ses échecs et ses victoires. *(Applaudissements.)* Chaque parti communiste et ouvrier est responsable devant la classe ouvrière, les travailleurs de son pays, devant tout le mouvement ouvrier et communiste mondial. Dans la lutte pour les intérêts de la classe ouvrière, pour le socialisme, les partis communistes allient les principes généraux du marxisme-léninisme aux conditions historiques nationales concrètes de leur pays. Seul un parti marxiste-léniniste lié à la classe ouvrière, au peuple de son pays, peut connaître les conditions concrètes de lutte, seul il peut élaborer une ligne politique répondant à ces conditions et tenant compte des traditions du mouvement ouvrier du pays donné.

Il en est ainsi en réalité. Tous les partis communistes et ouvriers vivent et luttent sur la base de l'entière indépendance et des principes de l'internationalisme prolétarien, sur la base de la coopération librement consentie et de l'entraide. C'est ainsi que notre parti comprend le caractère des relations entre les partis frères. *(Applaudissements.)*

Quant à l'Union Soviétique, on le sait, ce qui fait l'importance de son rôle ce n'est pas qu'elle dirige les autres pays, mais que notre pays a été le premier à frayer à l'humanité le chemin du socialisme, qu'il est le pays le plus puissant du système socialiste mondial, et qu'il est entré le premier dans la période d'édification générale du communisme. *(Vifs applaudissements.)*

Le Parti communiste de l'Union Soviétique a été formé par Lénine dans l'esprit de l'internationalisme prolé-

tarien. Nous autres, communistes soviétiques, nous avons non seulement étudié à fond le marxisme-léninisme, mais nous l'avons aussi sauvegardé dans la lutte contre les ennemis de tout acabit. En s'inspirant de cette doctrine, le peuple soviétique guidé par le Parti communiste, a édifié le socialisme au cours d'une âpre lutte, et marche avec assurance de l'avant, vers le communisme. *(Applaudissements.)*

Nous avons toujours suivi et nous suivrons strictement la grande doctrine internationale de Marx-Engels-Lénine. Pour employer une image, je dirai que notre Parti communiste se considère comme l'un des détachements d'avant-garde du mouvement communiste mondial qui monte le premier à l'assaut des cimes du communisme. Sur ce chemin, aucune avalanche ne nous arrêtera, personne ne saura nous détourner de notre marche vers le communisme. *(Vifs applaudissements.)*

Nous avons toujours été et nous sommes d'avis que l'on ne peut pas se retirer chacun dans son « appartement » national, s'enfermer chacun dans sa « coquille ». Nous estimons nécessaire le renforcement maximum de la puissance du camp socialiste, la consolidation constante de l'unité du mouvement communiste international, conformément aux principes adoptés par tous les partis frères dans la Déclaration de Moscou. Se soucier de la cohésion de nos rangs est le devoir international suprême de chaque parti communiste et ouvrier. *Le succès de la cause nationale de la classe ouvrière est inconcevable sans la solidarité internationale de tous ses détachements. (Applaudissements prolongés.)*

Nous sommes unis par le grand objectif général de la libération de l'humanité travailleuse, par la lutte pour la paix universelle. Nous avons tous le même souci — celui du bien-être des peuples, de leur prospérité et de leur sécurité, de leur avenir radieux qui ne peut être assuré que dans la voie du socialisme. Nous sommes unis par la grande doctrine du marxisme-léninisme et par la lutte pour

son application. Nous garderons toujours dans sa pureté l'arme idéologique du marxisme-léninisme, nous lutterons contre les opportunistes, contre les revisionnistes de tout acabit, nous serons fidèles à la classe ouvrière. C'est là notre devoir international devant le mouvement communiste et ouvrier mondial *(Vifs applaudissements prolongés.)*

IV

NOUVELLE ETAPE DE L'EDIFICATION DU COMMUNISME ET CERTAINES QUESTIONS DE LA THEORIE MARXISTE-LENINISTE

Camarades,

Maintenant que notre pays est entré dans une période nouvelle de son développement les questions de la théorie marxiste-léniniste relatives au passage du socialisme au communisme prennent une importance toute particulière.

Il convient de s'arrêter tout d'abord sur le problème des *deux phases de la société communiste,* des lois qui président à la transformation du socialisme en communisme.

Les fondateurs du communisme scientifique Marx, Engels, Lénine ont établi qu'après le renversement de la domination des capitalistes et des propriétaires fonciers, la société traversera deux phases dont la première sera le socialisme, et la seconde, la phase supérieure, la société communiste sans classes.

L'évolution de la société soviétique a confirmé la prévision marxiste-léniniste sur les deux phases du communisme. Ayant édifié la société socialiste, le peuple soviétique est entré dans une étape nouvelle de son développement historique où le socialisme se transforme en communisme.

La théorie marxiste-léniniste et l'expérience pratique de l'édification socialiste autorisent certaines conclusions

importantes sur le caractère de la marche progressive de la société vers le communisme.

Premièrement, le passage du stade socialiste à la phase supérieure du développement est un processus historique régi par des lois qu'on ne saurait enfreindre ou éluder à son gré. Les partis marxistes-léninistes se proposent comme but final l'édification de la société communiste. Mais la société ne peut faire ce saut du capitalisme au communisme en brûlant l'étape socialiste. « Du capitalisme, disait Lénine, l'humanité ne peut passer directement qu'au socialisme, c'est-à-dire à la propriété collective des moyens de production et à la répartition des produits selon le travail de chacun. Notre Parti voit plus loin : le socialisme doit inévitablement se transformer peu à peu en communisme, sur le drapeau duquel est écrit : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. » (Œuvres, t. 24, p. 62.)

Certes, des camarades peuvent dire qu'il faut introduire plus vite les principes du communisme. Mais passer prématurément à la répartition selon les besoins, lorsque les conditions économiques requises font encore défaut, que l'abondance des biens matériels n'est pas atteinte et que les hommes ne sont pas prêts à vivre et à travailler de la façon communiste, c'est porter préjudice à l'édification du communisme. Il faut tenir compte qu'au niveau actuel de la production il n'y a pas encore assez de biens pour satisfaire pleinement les besoins de tous les hommes. Un tel « communisme égalitariste » aboutirait à manger les ressources accumulées et rendrait impossible le progrès continu de l'économie et la reproduction élargie.

Nous devons pas à pas aller de l'avant, créer les prémisses matérielles et spirituelles pour le passage régulier au communisme.

Deuxièmement, malgré toute la différence qui existe entre le communisme et le socialisme, il n'y a pas de muraille qui séparerait ces deux phases de l'évolution so-

ciale. Le communisme naît du socialisme, il en est la continuation directe. Ce serait une erreur de croire que le communisme surgira brusquement. D'ores et déjà on voit se développer de plus en plus des formes communistes de travail et d'organisation de la production, ainsi que des formes collectives de satisfaction des besoins des citoyens telles que l'alimentation publique, les écoles-internats, les jardins d'enfants et les crèches. Notre société comporte déjà bien des traits tangibles, manifestes du communisme, qui continueront à se développer et à se perfectionner.

Aucun calendrier ne fixe la date de l'avènement du communisme. Il n'y aura pas un moment précis où nous fermerons une porte et proclamerons : « L'édification du socialisme est terminée », pour ensuite en ouvrir une autre et dire : « Nous voilà arrivés au communisme ». Le passage du socialisme au communisme est ininterrompu. Dès maintenant nous ouvrons la porte de la société communiste, dès maintenant il s'agit de construire le communisme. Notre pays est maintenant entré dans la période d'édification en grand du communisme, au cours de laquelle seront créées toutes les conditions matérielles et spirituelles. Cette édification ne sera achevée que lorsque nous pourrons satisfaire les besoins de tous et que tous auront appris à travailler selon leurs capacités, afin de multiplier et d'accumuler les richesses collectives.

Troisièmement, le passage graduel au communisme ne doit pas être compris comme un mouvement ralenti. Au contraire, c'est une période de développement rapide de l'industrie moderne, de la grande agriculture mécanisée, de l'ensemble de l'économie et de la culture, grâce à une participation active et consciente des millions et des millions de bâtisseurs de la société communiste. Le processus régulier de la transformation du socialisme en communisme peut être accéléré sur la base du haut degré de la production matérielle atteint sous le socialisme.

Il ne faut pas se presser et introduire à la hâte ce qui n'est pas encore parvenu à maturité. Il en résulterait des erreurs et notre cause en souffrirait. Mais il ne faut pas non plus se contenter de l'acquis, car cela entraînerait la stagnation.

Le moment est-il loin où les besoins vitaux de tous les Soviétiques pourront être entièrement satisfaits ? Apparemment, pas tellement, étant donné les possibilités immenses dont nous disposons pour faire progresser la production sociale et la culture de la société. On n'y arrivera pas d'emblée, mais pas à pas, non pas d'un seul coup, mais graduellement, au fur et à mesure que les conditions matérielles et techniques en seront réunies.

La pleine satisfaction des besoins de tous les Soviétiques en nourriture, logements et vêtements dans les limites du raisonnable et du nécessaire pourra être sans doute assurée dans un proche avenir. Il ne faut pas tellement de temps, par exemple, pour délivrer gratuitement aux écoliers petits déjeuners et déjeuners, placer tous les enfants dans les jardins d'enfants, les crèches et les écoles-internats entretenus entièrement aux frais de la société. Quant à la population adulte, il faut tenir compte que les besoins des hommes en moyens d'existence ne sont pas illimitées. L'homme ne peut pas consommer plus de pain et autres denrées qu'il n'en faut à son organisme. Il y a aussi certaines limites en ce qui concerne les besoins en vêtements et en logements. Certes, quand on parle de la satisfaction des besoins, il ne s'agit pas des caprices ou des objets de luxe, mais des besoins normaux d'un homme cultivé.

Il faudra un délai plus prolongé pour que le besoin de travailler selon ses capacités devienne pour chacun un impératif intérieur. Tant qu'il n'en est pas ainsi, la société ne peut se passer d'une réglementation du temps de travail de façon que chaque personne apte au travail fournisse une quantité déterminée d'efforts pour créer les valeurs nécessaires à la société.

A l'heure actuelle la principale tâche pratique de notre pays consiste à *créer la base matérielle et technique de la société communiste, à imprimer un nouvel essor aux forces productives socialistes.*

Pourquoi cette tâche est-elle aujourd'hui la plus importante pour le développement économique du pays ? Avec le niveau actuel de la production socialiste, nous ne sommes pas encore en mesure d'assurer entièrement l'abondance des biens matériels et culturels nécessaires à la satisfaction des besoins croissants des hommes, à leur développement harmonieux. Or, sans cela, il n'y a pas de communisme possible. Aussi faut-il en tout premier lieu développer plus encore les forces productives, la production des biens matériels. Le communisme ne peut être réalisé que si nous dépassons économiquement les pays capitalistes évolués, que si nous obtenons une productivité du travail beaucoup plus élevée que sous le capitalisme.

La création de la base matérielle et technique du communisme implique avant tout une industrie moderne hautement développée, l'électrification complète du pays, le progrès scientifique et technique dans toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture, la mécanisation et l'automatisation complètes de toutes les opérations de production, l'utilisation maximum de nouvelles sources d'énergie et de riches ressources naturelles, l'emploi de nouveaux matériaux synthétiques et autres, l'élévation du niveau culturel et téchnique de tous les travailleurs, l'amélioration continue de l'organisation de la production, la productivité accrue du travail.

Il serait simpliste de croire qu'en rattrapant les Etats-Unis sur le plan économique, nous achèverons ainsi l'édification du communisme. Non, là n'est pas la limite de notre progrès, ce sera seulement une étape décisive dans la compétition avec le capitalisme.

Notre compétition avec les Etats-Unis ne veut pas dire qu'ils nous servent de critère économique. Dans ce pays économiquement si développé, c'est le mode capitaliste

taré de production et de répartition qui domine. L'abondance de marchandises de toute sorte y va de pair avec l'existence de millions de chômeurs et de pauvres qui ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Loin de vouloir imiter cet ordre de choses, les communistes entendent au contraire mettre un terme à cette injustice. Si nous confrontons notre développement économique au niveau de la production aux Etats-Unis, c'est seulement pour le comparer avec le pays capitaliste le plus évolué. En remportant la compétition économique avec les Etats-Unis, nous ne franchirons que la première étape de l'édification du communisme. Le niveau qu'atteindra alors notre économie ne sera pas pour nous un terminus, mais plutôt une gare, à partir de laquelle, ayant rattrapé le pays capitaliste le plus développé et l'ayant laissé là, nous poursuivrons notre marche de l'avant. *(Vifs applaudissements.)*

Le progrès des forces productives s'accompagnera du perfectionnement des rapports de production socialistes fondés sur la coopération fraternelle, l'amitié et l'entraide de tous les travailleurs. D'ores et déjà le travail social est devenu dans notre pays une expression des relations nouvelles, socialistes, entre les hommes, un témoignage des hautes qualités morales de l'homme.

Au fur et à mesure que la production socialiste continuera à se développer sur une base matérielle et technique nouvelle, que l'enseignement sera toujours plus lié au travail, on verra s'estomper graduellement les différences essentielles entre le travail manuel et intellectuel. Grâce au développement harmonieux des hommes, le travail apparaîtra de plus en plus comme leur premier besoin vital. La réduction envisagée de la journée de travail et l'amélioration continue des conditions de travail ne manqueront pas d'y contribuer. Quand toutes les branches de la production seront automatisées et que l'homme aura pour tâche d'assurer la commande des machines, il dépensera moins de temps et de forces pour produire ses

moyens d'existence. Le travail, qui, parfois, est encore pénible et fatigant, deviendra une source de joie et de plaisir pour l'homme sain et harmonieusement développé.

En mettant au premier plan de nos activités dans la prochaine période la création de la base matérielle et technique du communisme, nous nous inspirons de la doctrine marxiste-léniniste, de l'expérience de l'Union Soviétique et de tous les pays socialistes.

Le développement de la société pose aussi un autre problème important du communisme scientifique, celui de *la répartition des biens matériels et spirituels créés par la société entre tous ses membres.* Le marxisme-léninisme enseigne que la répartition est un élément dérivé, non pas déterminant, du développement social, que ses formes et ses principes dépendent du mode de production et de la quantité des produits fabriqués.

Dans la société socialiste, c'est le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » qui préside pour l'essentiel à la répartition. Cela veut dire que la plus grande part des biens matériels et culturels sont répartis entre les membres de la société en fonction de leur contribution réelle à la production sociale.

Il faut, certes, tenir compte que déjà sous le socialisme une part considérable et qui s'accroît sans cesse des biens matériels et culturels va aux membres de la société indépendamment de la quantité et de la qualité de leur travail, c'est-à-dire gratuitement. La société dépense beaucoup pour l'instruction et l'assistance médicale gratuites, les pensions, les allocations aux familles nombreuses, l'entretien des clubs, des bibliothèques et autres services.

Pour illustrer l'importance des dépenses consenties par l'Etat et aussi par les kolkhoz afin d'accroître le bien-être et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs, citons quelques chiffres. Dans notre pays 90 à 100 millions d'ouvriers, employés et kolkhoziens sont occupés dans la production sociale. Près de 20 millions de retraités sont à la charge de l'Etat, des kolkhoz et des organi-

sations sociales. Les jardins d'enfants, les crèches et les maisons d'enfants reçoivent 5 millions d'enfants. 3 300 000 étudiants des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisé, élèves des écoles professionnelles et des centres d'apprentissage, bénéficient de bourses d'Etat et sont logés dans des foyers ; les élèves des écoles-internats sont entièrement à la charge de l'Etat. Chaque année 5 600 000 enfants passent leurs vacances dans les camps de pionniers, sur les terrains de jeux des écoles et dans les bases de tourisme et de camping. Plus de 3 millions d'ouvriers, employés et kolkhoziens reçoivent annuellement un traitement ou se reposent dans les maisons de cure et de repos aux frais des Assurances sociales et des kolkhoz. En outre, près de 7 millions de mères de familles nombreuses et de mères seules bénéficient d'allocations de l'Etat.

Les dépenses de l'Etat à ces fins iront croissant. A mesure de notre progression vers le communisme, la société prendra de plus en plus souci de chaque homme, depuis sa naissance et jusqu'à la fin de ses jours.

A l'étape actuelle, c'est le travail, sa quantité et sa qualité, qui servent de critère principal pour déterminer la part que chacun reçoit de la société lors de la répartition des produits. Lénine disait : « En attendant l'avènement de la phase « supérieure » du communisme, les socialistes réclament de la société *et de l'Etat* qu'ils exercent le contrôle *le plus rigoureux* sur la mesure de travail et la mesure de consommation. » (Œuvres, t. 25, p. 441.)

L'histoire de notre pays a connu la période du « communisme de guerre », lorsque nous étions obligés d'abandonner pour un temps le principe de la répartition selon le travail et d'appliquer la répartition nivelée « d'après le nombre des bouches ». Cette mesure était due non pas à l'abondance, mais à l'extrême pénurie de vivres et d'articles manufacturés. Grâce à une discipline très rigoureuse dans le domaine du ravitaillement, en délivrant parfois 50 grammes de pain par jour et par personne, l'Etat

a réussi à conjurer la famine généralisée et à assurer aux combattants de l'Armée rouge et aux populations urbaines une ration alimentaire très réduite, il est vrai, mais régulière.

Cependant, cette forme de répartition ne pouvait être un système économique normal. Ses insuffisances ne tardèrent pas à se faire jour dès que le pays se fut engagé dans la voie du relèvement et du développement de l'économie nationale. Lénine indiqua alors avec franchise que sans intéressement matériel des travailleurs aux résultats de leur travail, il est impossible de relever les forces productives du pays, de mettre sur pied une économie socialiste et de conduire de là des dizaines de millions d'hommes au communisme.

Avec le passage à l'édification pacifique, on introduisit pas à pas la rémunération en espèces des ouvriers et des employés. Le principe de la répartition d'après le travail fut placé à la base du calcul des salaires. La victoire du système kolkhozien a fait prévaloir ce principe à la campagne aussi.

Des travailleurs scientifiques affirment parfois dans leurs articles et leurs conférences publiques que la répartition selon le travail signifie l'application du droit bourgeois dans la société socialiste. Ils posent la question de savoir s'il ne faut pas dès maintenant passer de la répartition selon le travail à la répartition égale des produits sociaux entre tous les travailleurs. On ne saurait être d'accord avec de telles vues.

C'est vrai que Marx et Lénine parlaient des vestiges inévitables du « droit bourgeois » sous le socialisme. Mais ils entendaient par là la forme juridique héritée de la vieille société et qui disparaîtra dans les conditions du communisme.

La répartition socialiste d'après le principe « à travail égal, salaire égal » signifie l'application d'une seule et même mesure juridique envers des hommes différents. Cette mesure unique et égale pour tous est le travail. Sous

le socialisme qui exclut l'inégalité de classe, seules restent inégales les quantités de produits répartis. Comme le degré de qualification, les dons et la capacité de travail des hommes, de même que la composition des familles, sont inégaux, il est évident qu'avec le système « à travail égal, salaire égal », leurs revenus sont en fait inégaux. Mais ce état de choses est inévitable à la première phase de la société communiste.

On ne saurait confondre les formes juridiques avec les rapports sociaux qu'elles expriment quant au fond. Le droit bourgeois consacre la propriété privée des moyens de production, et le socialisme en fait une propriété sociale, rompant ainsi entièrement avec le droit bourgeois. Sous le socialisme, tous sont placés dans la même situation par rapport aux moyens de production, tous sont rétribués selon le travail fourni. Dans la société socialiste, tous les hommes aptes au travail doivent se conformer à la règle : qui ne travaille pas ne mange pas.

Sous le capitalisme, la répartition est en fait fonction non pas du travail mais, avant tout, du capital, elle est régie par les lois de la valeur, du profit, de la rente foncière. C'est pourquoi là ce ne sont pas ceux qui travaillent plus qui gagnent plus, mais ceux qui ont le plus de capitaux.

Comme nous le voyons, il y a une différence fondamentale entre la répartition des valeurs produites sous le capitalisme et sous le socialisme.

Le principe socialiste de la répartition d'après le travail part de l'impossibilité d'une répartition égale dans la période du socialisme. Dans les conditions présentes c'est le seul mode raisonnable et juste de répartition. Il ne faut pas oublier que le nivellement entraînerait une répartition inique : le bon et le mauvais travailleurs percevraient des parts égales, et seuls les tire-au-flanc y gagneraient. Le stimulant matériel qui pousse les hommes à mieux travailler, à élever la productivité, à produire davantage s'en trouverait compromis. Le nivellement con-

tribuerait non pas à faciliter le passage au communisme, mais à le discréditer.

La répartition d'après le travail intéresse les hommes aux résultats de la production, stimule l'essor de la productivité, le perfectionnement professionnel et les progrès de la technique. Elle revêt également une grande portée éducative, donne aux hommes le sens de la discipline socialiste, fait du travail une obligation générale. Dans la société socialiste les hommes travaillent avec toujours plus d'enthousiasme, l'importance du facteur moral dans le travail s'accroît sans cesse. Par suite de l'intéressement matériel, grâce aux progrès de la conscience et par la force de l'habitude, le travail devient un besoin vital pour les millions d'hommes de la société socialiste.

La nécessité de réglementer la répartition des produits entre les membres de la société ne disparaîtra que sous le communisme où le progrès des forces productives assurera l'abondance de tous les objets de consommation nécessaires et où, conscients des besoins de la société, tous les hommes donneront la pleine mesure de leurs capacités, volontairement et sans égard à la quantité des biens matériels reçus.

Il va sans dire que la société communiste planifiera et organisera la répartition du travail entre les différentes branches de la production, et réglementera le temps de travail social en fonction de la spécificité des diverses fabrications. La production mécanisée est soumise à un rythme déterminé qui est impossible sans une organisation appropriée du travail humain.

Certains se représentent de façon simpliste la société communiste comme une masse humaine anarchique, amorphe et désorganisée. Eh bien, non, ce sera une confraternité des travailleurs hautement organisée et coordonnée. Pour commander les machines chacun remplira ses fonctions de travailleur et de membre de la société dans un temps déterminé et selon un ordre bien établi. La production hautement mécanisée et automatisée de l'a-

venir n'exigera pas une longue journée de travail et laissera aux hommes beaucoup de temps pour s'occuper des sciences, des arts, de la littérature, des s orts, etc.

Le problème des *moyens de développer et de rapprocher les formes kolkhozienne et nationale de la propriété socialiste* a une grande importance théorique et pratique pour la réalisation des tâches de l'édification communiste.

Il est parfaitement clair que dans l'avenir les formes de la propriété kolkhozienne et coopérative et de la propriété nationale fusionneront pour constituer la propriété communiste unique. Pourquoi donc, pourrait-on se demander, ne forçons-nous pas cette fusion et considérons-nous qu'à l'étape actuelle il importe de développer par tous les moyens, en même temps que la propriété nationale, celle des kolkhoz et des coopératives ?

Les formes de propriété ne changent pas de façon arbitraire, mais elles se développent en vertu des lois économiques, dépendent du caractère des forces productives et du degré de leur développement. Le système kolkhozien correspond entièrement au niveau des forces productives de la campagne d'aujourd'hui et aux besoins de leur développement. Il permet l'utilisation la plus efficace du matériel agricole, chose impossible dans les petites exploitations morcelées. Maintenant que le puissant matériel moderne va directement aux kolkhoz, l'essor de la production collective y est plus rapide.

Si dans un passé récent une série des branches de notre agriculture étaient en retard, ce n'est point parce que la forme kolkhozienne freinait les progrès des forces productives, mais parce qu'on utilisait mal les possibilités et les avantages qu'offre le système kolkhozien. Les succès enregistrés dans l'agriculture depuis ces cinq dernières années montrent on ne peut mieux que la forme kolkhozienne et coopérative des rapports de production, loin d'avoir épuisé ses possibilités, sert et pourra servir

longtemps encore à l'essor des forces productives de l'agriculture.

Avec le développement continu des forces productives, on verra s'élever aussi le niveau de la socialisation de la production kolkhozienne, la propriété kolkhozienne et coopérative se rapprochera de la propriété nationale, et les limites entre elles s'effaceront peu à peu. Les processus caractéristiques suivants en sont un témoignage :

Premièrement, on voit s'accroître constamment les fonds indivis des kolkhoz, qui constituent la base économique du développement ultérieur de la production kolkhozienne et du rapprochement graduel de la propriété kolkhozienne et coopérative de la propriété nationale.

Deuxièmement, la production collective kolkhozienne englobe de plus en plus les diverses branches de l'agriculture. Au fur et à mesure que se développera l'économie collective, les besoins des kolkhoziens non seulement en blé, mais aussi en lait, viande, beurre, légumes, pommes de terre, fruits, seront toujours mieux satisfaits, et ceci non pas grâce aux exploitations individuelles peu productives des kolkhoziens, mais à la production de l'ensemble du kolkhoz, avantageuse au point de vue économique.

Troisièmement, les liens économiques et les différentes formes de coopération entre les kolkhoz se développent et s'étendront inévitablement. La construction en commun d'usines électriques, de canaux d'irrigation, d'entreprises pour le traitement des produits agricoles, pour la fabrication des matériaux de construction, la construction des routes, exigeront l'union systématique des efforts de nombreux kolkhoz.

Quatrièmement, par suite de l'électrification de l'agriculture, de la mécanisation et de l'automatisation de la production, les moyens de production kolkhoziens fusionneront toujours plus avec ceux de l'Etat, avec les moyens de production nationaux ; le travail agricole se transformera peu à peu en une variété du travail industriel.

La fusion historiquement inévitable de la propriété kol-

khozienne et coopérative avec la propriété nationale se produira non pas par suite de la réduction de la propriété kolkhozienne et coopérative, mais grâce à l'élévation du niveau de sa socialisation, avec l'aide et l'appui de l'Etat socialiste.

La fusion de la propriété kolkhozienne et coopérative avec la propriété de l'Etat en une seule propriété nationale n'est pas une simple mesure d'organisation économique, mais la solution d'un problème majeur, qui consiste à effacer la différence essentielle entre la ville et la campagne.

Dans le prochain septennat, nous nous proposons d'accomplir un pas décisif dans la production agricole de façon à assurer une amélioration substantielle des conditions de vie matérielles et culturelles de la population rurale. Le parti se fixe pour tâche de transformer dans l'avenir les villages kolkhoziens en cités bien aménagées de type urbain, pourvues de tous les services publics, sociaux et culturels modernes.

A côté des problèmes du développement économique, *les questions de l'organisation politique de la société, de l'organisation étatique et administrative dans la période de l'édification en grand du communisme* se posent également avec insistance.

Le marxisme-léninisme enseigne que sous le communisme l'Etat disparaîtra, que l'administration de la société perdra son caractère politique, et se transformera en une gestion directe par le peuple des affaires de la société. Mais on ne saurait se représenter de façon simpliste le processus de la disparition des organismes de l'Etat à la manière de la chute des feuilles en automne, qui laisse l'arbre dépouillé.

La question du dépérissement de l'Etat, si on l'envisage d'une manière dialectique, est celle de la transformation de la structure d'Etat socialiste en une société communiste s'administrant elle-même. Il est vrai que certaines fonctions sociales, analogues aux fonctions actuelles de l'Etat, resteront sous le communisme, mais leur carac-

tère et la façon de les exercer seront tout autres qu'au stade actuel.

L'évolution de la structure d'Etat socialiste s'oriente essentiellement vers le développement total de la démocratie, la participation des plus larges couches de la population à l'administration de toutes les affaires du pays, la participation de tous les citoyens à la direction de l'édification économique et culturelle.

Les théoriciens de la social-démocratie et les revisionnistes dénigrent à tout propos la démocratie socialiste. Selon eux, la « démocratisation » doit signifier le rejet du rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son parti sous le socialisme, le retour aux formes de la démocratie bourgeoise. Sinon, disent-ils, il n'y a ni démocratie, ni socialisme. La démocratie, pour eux, c'est la possibilité de briller par des discours au parlement, de se livrer aux combinaisons politiques entre partis, d'ériger un paravent fleuri « d'élections libres » pour dissimuler le plein-pouvoir du capital et l'absence réelle de droits pour les travailleurs. Or, pour nous, la démocratie, c'est le pouvoir authentique du peuple, c'est le développement le plus complet de l'initiative et de l'activité des masses travailleuses, c'est leur autonomie. (*Applaudissements.*)

Il est clair dès maintenant que de nombreuses fonctions remplies par les organismes d'Etat devront passer graduellement sous la compétence des organisations sociales. Prenons par exemple certaines questions liées aux services culturels pour la population. Il n'est nullement obligatoire qu'elles relèvent toutes des organismes d'Etat. Les organisations sociales peuvent très bien s'en occuper.

La vie suggère également qu'il faut changer l'organisation des services de la santé publique et des centres de cure. Les conditions actuelles permettent, semble-t-il, de commencer à placer les problèmes de la santé publique sous la responsabilité directe des syndicats dans les villes et des Soviets locaux à la campagne.

Jusqu'à présent, la direction du mouvement sportif était assumée dans notre pays par un organisme d'Etat, le Comité pour la culture physique et les sports. Or, nous avons trouvé maintenant une forme plus rationnelle de l'organisation du mouvement sportif, où le rôle décisif reviendra aux organisations sociales qui y participent. On est en train de fonder l'Union des amicales sportives qui sera non pas un organisme d'Etat, mais un organisme social.

Les questions relatives au maintien de l'ordre public et des règles de conduite dans la société socialiste doivent, elles aussi, relever toujours plus de la compétence des organisations sociales. Il n'y a plus aujourd'hui en Union Soviétique de cas de poursuites pour crimes politiques. C'est là, incontestablement, une grande réalisation. Elle témoigne de l'unité sans précédent des convictions politiques de tout notre peuple, de sa cohésion autour du Parti communiste et du pouvoir soviétique. (*Applaudissements prolongés.*)

Mais nous avons encore un nombre considérable d'infractions à l'ordre public, et il faut les combattre vigoureusement. Est-ce que l'opinion soviétique ne peut pas mettre à la raison ceux qui troublent l'ordre légal socialiste ? Si, bien sûr. Nos organisations sociales ont à leur disposition pour cela autant de possibilités, de moyens et de forces que l'appareil de la milice, de la justice et du parquet.

Il faut donc que le maintien de l'ordre public et de la sécurité incombe parallèlement aux institutions d'Etat comme la milice et les tribunaux, aux organisations sociales. C'est ce qui se fait déjà. Nous avons réduit sensiblement les effectifs de la milice, et tout particulièrement le personnel des organismes de sécurité d'Etat.

La société socialiste forme des organismes bénévoles pour le maintien de l'ordre public, tels que la milice populaire, les tribunaux d'honneur et d'autres du même genre. Ces organismes fonctionneront d'une manière nouvelle, rempliront d'une façon nouvelle les fonctions sociales. Les

détachements bénévoles de la milice populaire devront se charger du maintien de l'ordre public dans leur localité et veiller au respect et à la protection des droits et des intérêts de tous les citoyens.

Le temps est venu de réserver plus d'attention aux tribunaux d'honneur, qui doivent essentiellement prévenir toute sorte d'infractions à l'ordre public. Ces tribunaux doivent se pencher non seulement sur les problèmes touchant au travail, mais aussi sur les questions d'ordre moral, ayant trait à la vie quotidienne, sur la conduite anormale des membres de la collectivité qui s'écartent des règles de la vie sociale.

Lorsque ces tribunaux d'honneur déploieront une grande activité et que l'opinion soviétique désignera ses représentants pour veiller à l'ordre public, il nous sera beaucoup plus facile de combattre tous les fauteurs de désordre. Il sera possible de s'occuper de tel délinquant non seulement lorsqu'il aura déjà commis un délit ou un crime, mais bien avant, dès qu'aura commencé à se manifester chez lui une tendance à enfreindre les règles de conduite normale, qui pourrait l'amener à des actes antisociaux. On pourra l'influencer à temps, afin de couper court à ses mauvais penchants. Il faut prendre des mesures permettant de prévenir, puis d'exclure toute possibilité pour certains individus de commettre des actes préjudiciables à la société. L'essentiel donc, c'est la prophylaxie, le travail d'éducation.

Certes, les tribunaux, la milice et le parquet conserveront certaines fonctions. Ces organismes continueront à prendre des mesures à l'égard des personnes qui persistent à enfreindre les règles de la société socialiste et refusent toute éducation.

La remise de certaines fonctions des organismes d'Etat aux organisations sociales ne doit pas se faire à la hâte. Dans certains cas, il faut le faire plus énergiquement, mais dans d'autres, il convient de prendre au début des

mesures d'essai, afin que les gens s'habituent à veiller eux-mêmes à l'ordre public.

Il va de soi que la remise de certaines fonctions des organismes d'Etat aux organisations sociales ne signifie nullement l'affaiblissement du rôle de l'Etat socialiste dans l'édification du communisme. Le fait qu'une série de fonctions remplies actuellement par l'Etat incomberont aux organisations sociales, ne fera qu'étendre et renforcer la base politique de la société socialiste, et assurera le développement continu de la démocratie socialiste.

Nous autres communistes, Soviétiques, ne sommes pas les seuls à constater la solidité inébranlable des bases du régime soviétique. Même ceux qui viennent chez nous de l'étranger pour voir si le régime soviétique ne s'écroule point, et qui repartent avec une grimace parce qu'ils ont trouvé chez nous un tableau qui ne fait pas leur affaire, même ceux-là sont obligés de le reconnaître. Ils remettent leurs espoirs dans l'affaiblissement de l'Etat soviétique à l'avenir ; or, les perspectives d'avenir de notre pays sont toujours plus belles. (*Vifs applaudissements.*)

Dans l'avenir, l'Etat des Soviets pourra accorder encore plus d'attention au développement de l'économie, base matérielle de notre régime. « En régime bourgeois, disait Lénine, ce sont les patrons et non pas les organismes d'Etat qui s'occupent des affaires... Or chez nous, les affaires économiques, c'est notre œuvre commune. C'est une politique qui présente pour nous le plus d'intérêt... » (Œuvres, t. 32, pp. 406-407.)

Une responsabilité toute particulière incombe à l'Etat socialiste dans le domaine de la défense de la paix, de la protection contre le danger d'une agression militaire de la part des puissances impérialistes. Tant qu'existent les blocs militaires agressifs des puissances occidentales, nous devons consolider et perfectionner nos glorieuses forces armées qui montent la garde des grandes conquêtes et du travail pacifique du peuple de l'U.R.S.S. (*Vifs applaudissements prolongés.*) Il faut renforcer les orga-

nismes de sécurité d'Etat, dont la pointe est dirigée, en premier lieu, contre les agents envoyés par les Etats impérialistes, ainsi que les autres organismes qui sont appelés à couper court aux agissements provocateurs et aux menées de nos adversaires du camp impérialiste. Ceux-ci dépensent des sommes énormes pour l'activité subversive dirigée contre les pays socialistes. Comment dans ces conditions pourrions-nous liquider les organismes qui sont chargés de protéger la sécurité de l'Etat socialiste ? Ce serait un acte absurde et criminel.

Les revisionnistes yougoslaves nous critiquent parce que notre parti attache beaucoup d'attention au renforcement de l'Etat soviétique, en prétendant que cela ne correspond pas à la doctrine marxiste-léniniste sur la disparition de l'Etat.

Comme je l'ai déjà dit plus haut, il n'y a pas actuellement dans notre pays de détenus politiques dans les prisons. Il serait bien que les dirigeants yougoslaves, qui aiment à raisonner sur le dépérissement des organismes de coercition, remettent en liberté tous les communistes qui languissent dans les geôles de leur pays, parce qu'ils ne sont pas d'accord avec le nouveau programme de la Ligue des communistes yougoslaves, parce qu'ils ont un autre point de vue sur l'édification du socialisme et le rôle du parti. *(Animation dans la salle. Vifs applaudissements prolongés.)*

Le léninisme enseigne que l'Etat disparaîtra avec la victoire totale du communisme. Dans les conditions actuelles, affaiblir l'Etat socialiste signifierait faire le jeu de l'ennemi. Les impérialistes ne peuvent pas nous écraser aujourd'hui, et les revisionnistes nous proposent, eux, de désarmer, de liquider les organismes d'Etat qui assurent la défense du pays, et de nous rendre ainsi à la merci de l'adversaire. Les fonctions de défense de la patrie socialiste, exercées à l'heure actuelle par l'Etat, ne pourront disparaître que lorsque sera éliminée à jamais la menace

d'une attaque de la part des impérialistes contre notre pays, ou bien contre les pays qui sont nos alliés.

Aujourd'hui, alors que l'édification du socialisme a dépassé le cadre d'un seul pays, et que s'est formé le système socialiste mondial, on a vu surgir *de nouvelles questions théoriques concernant la lutte pour le triomphe du socialisme et du communisme.*

Il n'y a pas si longtemps, on soulevait et discutait au sein du mouvement communiste la question de la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays pris à part, la question de sa victoire totale et définitive.

Lorsque le pays des Soviets commençait à peine à édifier le socialisme, pour bien des gens son chemin se perdait dans les brumes d'un lointain avenir. Or Lénine lui a ouvert des horizons vastes et clairs. « Nous avons, disait-il, tout le nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale ». (Œuvres, t. 33, p. 428.) En s'inspirant fidèlement des indications de Lénine, le peuple soviétique, entraîné par le Parti communiste, a édifié opiniâtrement la société socialiste, face au danger permanent d'une attaque militaire des Etats capitalistes, marché de l'avant sur des chemins inexplorés et assuré la victoire totale du socialisme dans notre pays. *(Applaudissements prolongés.)*

Mais cette victoire n'a pas été définitive. Les marxistes entendent par victoire définitive du socialisme son triomphe à l'échelle internationale. Durant une longue période notre pays qui construisait le socialisme, fut l'unique pays socialiste au monde, encerclé par des pays capitalistes hostiles. Il ne pouvait pas se considérer comme parfaitement garanti contre une intervention militaire et le danger d'une restauration brutale du capitalisme par la réaction internationale. Les Etats capitalistes qui encerclaient à l'époque le pays du socialisme, le dépassaient de loin au point de vue économique et militaire.

Mais aujourd'hui, la situation a radicalement changé dans le monde. L'encerclement capitaliste de notre

pays n'existe plus. Il y a aujourd'hui dans le monde deux systèmes sociaux : le capitalisme, voué à disparaître, et le socialisme, en plein essor et jouissant de la sympathie des travailleurs de tous les pays. *(Applaudissements.)*

L'Etat soviétique, de même que tout autre pays socialiste, n'est pas garanti contre une agression éventuelle de la part des Etats impérialistes. Mais aujourd'hui le rapport des forces réelles dans le monde est tel que nous saurons riposter à toute attaque de n'importe quel ennemi. *(Vifs applaudissements.)*

Il n'existe pas actuellement au monde de forces capables de restaurer le capitalisme dans notre pays, d'écraser le camp socialiste. Le danger d'une telle restauration est exclu. Cela signifie que *le socialisme a triomphé non seulement totalement, mais aussi définitivement. (Vifs applaudissements prolongés.)*

On peut donc considérer que la question de l'édification du socialisme dans un seul pays et de sa victoire totale et définitive est réglée par l'histoire de l'évolution sociale du monde.

Le triomphe du socialisme en U.R.S.S., la création du système socialiste mondial renforcent considérablement le mouvement ouvrier international, en lui ouvrant de nouvelles perspectives. Nous voyons se réaliser la géniale prévision scientifique de Vladimir Ilitch Lénine, qu'il avait formulée dans son dernier ouvrage : « L'issue de la lutte, disait Lénine, dépend finalement de ce que la Russie, l'Inde, la Chine, etc., forment l'immense majorité de la population du globe. Et c'est justement cette majorité de la population qui depuis quelques années est entraînée, avec une rapidité incroyable, dans la lutte pour son affranchissement ; à cet égard, il ne saurait y avoir une ombre de doute quant à l'issue finale de la lutte universelle. A cet égard la victoire définitive du socialisme est absolument et pleinement assurée. » (Œuvres, t. 33, p. 458.) *(Vifs applaudissements.)*

Comment les pays socialistes vont-ils évoluer vers le communisme ? Peut-on imaginer que l'un des pays socialistes arrivera au communisme, réalisera les principes communistes de la production et de la répartition, tandis que les autres pays seront restés bien loin en arrière, aux premiers stades de l'édification de la société socialiste ?

Une telle perspective, compte tenu des lois du développement économique du système socialiste, est peu probable. Théoriquement, il serait plus juste de supposer que les pays du socialisme, en mettant à profit les possibilités offertes par le régime socialiste, passeront plus ou moins simultanément à la phase supérieure de l'évolution sociale : la société communiste. Nous partons du fait qu'au système socialiste de l'économie correspondent de nouvelles lois du développement économique, que la société humaine n'a jamais connues dans le passé. Sous l'impérialisme, par exemple, c'est la loi de l'inégalité du développement économique et politique de différents pays qui agit. L'évolution s'y produit de telle sorte que certains pays vont de l'avant au détriment des autres qu'ils étouffent et exploitent. Les pays avancés défendent leur situation privilégiée, afin de maintenir les pays arriérés dans un état de dépendance et de servitude.

Dans le système socialiste agit la loi du développement planifié, proportionnel de l'économie, selon laquelle les pays jadis arriérés au point de vue économique, en s'appuyant sur l'expérience des autres pays socialistes, sur la coopération et l'entraide, rattrapent rapidement le temps perdu, développent leur économie et leur culture. Ainsi s'opère le redressement de la ligne générale du développement économique et culturel de tous les pays socialistes.

Nul doute qu'au fur et à mesure de l'accroissement et du renforcement continu du système mondial du socialisme, tous les pays socialistes se développeront avec toujours plus de succès. Dans ces pays, on verra apparaître à un rythme accéléré les prémisses du passage de

la première phase du communisme à sa deuxième phase.

Il faut rappeler ici la thèse de Lénine, selon laquelle, avec l'appui des pays socialistes avancés, certains pays naguère arriérés pourront passer au régime socialiste et, par des échelons déterminés, au communisme, sans passer par le stade capitaliste ; cette thèse s'est brillamment confirmée en pratique. Aujourd'hui, tout le monde est témoin des grands succès remportés sur la voie du développement socialiste par les peuples du Kazakhstan et d'Asie Centrale qui, lorsque la révolution socialiste s'est produite dans notre pays, se trouvaient au stade précapitaliste, ou bien ne faisaient que passer au capitalisme. Ces peuples n'ont pas connu le stade douloureux du développement capitaliste, ils ont pu l'éviter et passer au socialisme avec l'appui et l'aide des nations socialistes plus développées, et, notamment, de la Russie. Il faut citer à part la République populaire de Mongolie qui, brûlant l'étape capitaliste, s'est engagée depuis longtemps dans la voie du socialisme et a obtenu des résultats importants dans l'édification économique et culturelle.

En envisageant les perspectives de l'évolution de l'humanité vers le communisme, nous devons tenir compte de l'extrême variété des conditions historiques dans les différents pays. Il en découle inévitablement des particularités dans les moyens et les formes d'action des lois générales de cette évolution. Il convient cependant de souligner que ce sont les lois générales, et non pas leurs manifestations particulières, qui constituent l'élément essentiel et déterminant de l'évolution de tous les pays vers le communisme. Le marxisme-léninisme exige que l'on sache appliquer la théorie du communisme scientifique aux conditions concrètes de chaque pays, aux différentes étapes de son développement.

Les dirigeants yougoslaves se plaisent aujourd'hui à affirmer que les partis communistes les critiquent parce qu'ils tiennent compte des particularités de leur pays dans

l'édification du socialisme, plutôt que de suivre l'exemple et l'expérience des autres pays socialistes. Mais c'est là, évidemment, dénaturer la vérité. Les partis marxistes-léninistes reconnaissent les particularités de l'évolution de chaque pays. Mais cela ne signifie nullement que l'on peut évoluer vers le socialisme par un autre chemin se trouvant à l'écart de la voie générale indiquée par le marxisme-léninisme. L'existence des particularités signifie simplement qu'il faut tenir compte du caractère propre de la situation et de l'époque où se développent tel ou autre pays. Certaines mesures dans l'édification du socialisme qui avaient été prises en leur temps en U.R.S.S., par exemple, ne peuvent être appliquées mécaniquement dans les autres pays. Tous les pays socialistes édifient le socialisme, mais ils ne le font pas d'après un cliché.

Le Parti communiste de Chine a introduit beaucoup de formes originales dans l'édification du socialisme. Cependant, nous n'avons pas et nous ne pouvons avoir de divergences avec lui.

Les revisionnistes yougoslaves s'en prennent aujourd'hui surtout à la République populaire de Chine, faisant état de prétendues divergences entre le Parti communiste de l'Union Soviétique et le Parti communiste de Chine. Il serait opportun de citer à cette occasion le dicton russe : « Commère affamée ne pense qu'au pain » . . . Les revisionnistes veulent trouver les divergences entre nos partis communistes, mais leurs espérances sont illusoires. *(Vifs applaudissements prolongés.)* Nous sommes parfaitement et en tous points d'accord avec le Parti communiste frère de Chine, quoique ses méthodes d'édification du socialisme diffèrent sensiblement des nôtres. Nous savons que la Chine a ses particularités en ce qui concerne son développement historique, le nombre de ses habitants, le niveau de sa production, sa culture nationale. C'est pourquoi il serait erroné de négliger ces particularités et de copier ce qui est bien pour un pays, mais qui n'arrange nullement un autre.

Pourquoi n'avons-nous pas de divergences avec le Parti communiste de Chine ? Parce que l'attitude de classe et la conception de classe de nos deux partis sont identiques. Le Parti communiste de Chine se tient fermement sur les positions de classe marxistes-léninistes. Il lutte contre les impérialistes, les exploiteurs, il lutte pour réorganiser la vie sur des bases socialistes, il observe le principe de la solidarité prolétarienne internationale, il s'inspire de la théorie marxiste-léniniste.

L'essentiel est de conserver et de raffermir la solidarité de classe dans la lutte contre le capitalisme, pour la libération de la classe ouvrière, pour l'édification du socialisme. Or, dans cette question il n'y a pas et ne peut y avoir de divergences ni de conceptions opposées chez les communistes. C'est là ce qui nous sépare essentiellement des revisionnistes. *(Vifs applaudissements.)*

Les méthodes et la pratique de l'édification du socialisme sont des questions intérieures concernant chaque pays. Nous ne discutons pas avec les dirigeants yougoslaves sur la création des conseils ouvriers, ni sur d'autres questions de leur vie intérieure. Lorsque fut élaborée et signée la Déclaration de la conférence des représentants des partis communistes et ouvriers des pays socialistes, les questions de ce genre ne soulevèrent aucune discussion, aucun commentaire.

Nous pouvons dire aux revisionnistes yougoslaves : « Ne cherchez pas de fissures là où il n'y en a pas ! Vous voulez, vraisemblablement, vous remonter le moral et induire en erreur le peuple yougoslave en prétendant que des divergences existent non seulement entre vous et nous, mais aussi entre l'Union Soviétique et la République populaire de Chine. Peine perdue ! Vous aurez beau courir ! *(Animation dans la salle. Applaudissements.)* Le Parti communiste de l'Union Soviétique et le Parti communiste de Chine font tout pour renforcer l'amitié des deux grands pays socialistes. *(Vifs applaudissements prolongés.)*

Pour le mouvement ouvrier mondial, pour le triomphe du communisme, les idées marxistes-léninistes ont la même force vivifiante que les rayons du soleil, la lumière et la chaleur pour les plantes, pour la vie sur la terre... Il n'y a pas de limite au développement de la théorie marxiste-léniniste, à son enrichissement de nouvelles expériences, de nouvelles thèses ; elle est comme la vie même, sans bornes dans son mouvement progressif, dans ses manifestations multiformes.

V

LE PARTI COMMUNISTE, FORCE DIRIGEANTE ET ORGANISATRICE DU PEUPLE SOVIETIQUE DANS LA LUTTE POUR LA VICTOIRE DU COMMUNISME

Camarades,

La période écoulée depuis le XX^e^ Congrès du P.C.U.S. est caractérisée par le renforcement continu de notre parti, de l'unité de ses rangs, par une cohésion encore plus étroite des peuples de l'Union Soviétique autour du Parti communiste. En appliquant les décisions historiques de son XX^e^ Congrès, le parti a encore raffermi ses liens avec les masses, et s'est enrichi d'une nouvelle expérience dans le domaine de la direction politique et du travail d'organisation.

Pendant cette période, le parti a pris toute une série d'initiatives importantes en politique intérieure et extérieure, qui ont favorisé l'accroissement de la puissance et du prestige de l'Etat soviétique, l'élévation du niveau de vie du peuple, le renforcement continu du camp socialiste mondial et la consolidation de la paix. *(Applaudissements.)*

Le parti a appliqué fermement et avec esprit de suite les indications de Lénine sur la nécessité d'aborder de façon créatrice les problèmes de l'édification du communisme, de savoir trouver à chaque étape nouvelle le maillon essentiel de la chaîne du développement histori-

que, d'éclairer les perspectives, de mobiliser les masses et de briser hardiment et énergiquement tout ce qui est périmé, rétrograde, tout ce qui entrave le mouvement en avant. Notre parti a vaincu et vaincra par sa fidélité au marxisme-léninisme, par son union indestructible avec le peuple. *(Applaudissements.)*

Le Comité central du parti, au cours de ses sessions, s'est penché systématiquement sur les problèmes d'actualité de l'édification du communisme. Le Comité central a soumis à l'examen du peuple des mesures très importantes, comme la réorganisation de la gestion de l'industrie et de la construction, la réorganisation des stations de machines et de tracteurs, le développement du système kolkhozien, le renforcement des liens unissant l'école à la vie et la réorganisation du système de l'enseignement dans le pays. En consultant le peuple, en s'appuyant sur son intelligence collective et sa riche expérience, le parti élabore et applique des mesures primordiales qui accélèrent notre mouvement en avant.

En appliquant les décisions du XX[e] Congrès, le parti a poursuivi son travail dans le but de rétablir et de développer les normes léninistes de la vie du parti et les principes de la direction collective, d'élever au maximum l'activité des membres du parti et du peuple soviétique. Dans toute son activité, le Comité central s'inspire de la thèse fondamentale du léninisme, selon laquelle seule une politique de principe est une politique juste. La mise en œuvre de la ligne générale du parti s'est heurtée à une opposition obstinée du groupe antiparti de Malenkov, Kaganovitch, Molotov, Boulganine et Chépilov qui, usant des pires procédés de lutte scissionniste et fractionnelle, s'étaient efforcés de saper l'unité du parti, de faire obstacle à l'exécution des décisions du XX[e] Congrès, et de détourner le parti et le pays de la voie léniniste.

Les membres du groupe antiparti, qui s'étaient détachés de la vie, du peuple et du parti, avaient une conception bureaucratique du développement de la société so-

viétique. Ils se prononçaient contre toutes les mesures essentielles prises par le parti en application des décisions du XXe Congrès, contre les initiatives qui nous ont permis de remporter de grands succès dans le développement de l'industrie et de l'agriculture, dans l'élévation du niveau de vie du peuple, et, en politique étrangère, d'obtenir une détente et de consolider la paix.

Notre parti, le peuple soviétique, ont unanimement approuvé les décisions de la Session de juin du Comité central du P.C.U.S. qui a dénoncé le groupe antiparti et l'a battu sur le plan idéologique. Maintenant, chacun voit combien notre parti, son Comité central ont eu raison en condamnant résolument et en rejetant ce méprisable groupe fractionnel et sectaire. Après avoir battu le groupe antiparti, le parti a resserré encore plus étroitement ses rangs autour du Comité central, sous le drapeau du marxisme-léninisme. *(Vifs applaudissements prolongés.)*

Le peuple soviétique considère notre parti léniniste comme son guide et son éducateur éprouvé, et la sage direction du parti, comme le gage de nouvelles victoires du communisme.

La confiance illimitée du peuple dans le Parti communiste se manifeste avec éclat par l'afflux dans ses rangs des meilleurs hommes de la classe ouvrière, de la paysannerie kolkhozienne et de l'intelliguentsia soviétique. Notre parti compte plus de 8 239 000 membres et stagiaires, soit 1 023 000 de plus qu'au moment du XXe Congrès. Ces dernières années le recrutement au parti des ouvriers et des kolkhoziens a beaucoup progressé ; ils représentent actuellement près des deux tiers des nouveaux adhérents.

Notre parti est venu à son XXIe Congrès plus uni et plus soudé que jamais autour du Comité central léniniste, plus capable que jamais de réaliser avec succès les grandes tâches de l'édification de la société communiste. *(Applaudissements prolongés.)*

La lutte pour réaliser le plan septennal exigera la mobilisation de toutes nos forces, l'élévation du niveau de

tout le travail d'organisation et d'éducation du parti. Le plan septennal est une nouvelle étape historique dans le développement du pays. Pour la franchir, il nous faut mobiliser, répartir de façon juste et bien préparer nos forces en vue d'un puissant bond en avant.

Notre Congrès élabore un grandiose plan d'édification communiste pour les sept prochaines années. Le parti fixe les objectifs principaux, la ligne stratégique générale pour cette période historique. Pour employer une image, disons que lorsque la décision sera prise, il appartiendra à chaque république, territoire, région, district, au personnel de chaque usine, fabrique, chantier, kolkhoz, sovkhoz, institution scientifique, de définir de façon juste l'étape que chacun devra franchir dans son secteur d'activité pour participer activement par son travail à la réalisation et au dépassement du plan septennal. C'est précisément à la réalisation de ces tâches concrètes que doit être subordonné maintenant le travail d'organisation et idéologique des organisations du parti.

Ce qui est particulièrement nécessaire maintenant, c'est un travail concret et persévérant, une connaissance approfondie des choses dont on s'occupe. A eux seuls, les paroles et les appels généraux ne valent rien.

Notre parti porte dans la conscience des masses l'idée de la lutte pour le communisme sous la forme de tâches parfaitement définies, il organise et oriente les efforts de chaque collectivité, les efforts de tous pour leur réalisation.

Le succès du plan septennal se décidera directement dans les entreprises et sur les chantiers, dans les kolkhoz et les sovkhoz, dans les établissements scientifiques. Aussi verra-t-on s'élever encore davantage le rôle des organismes locaux du parti, des organisations de base. Leur devoir est d'obtenir dans chaque entreprise, dans chaque kolkhoz et institution une atmosphère de travail créateur et d'essor de la production.

L'essentiel, c'est de bien utiliser toutes les ressources matérielles existantes. Il est nécessaire que chaque tra-

vailleur comprenne que la tâche de rattraper et de dépasser les pays capitalistes les plus avancés pour la production par habitant, ne peut être réalisée avec succès que si nous obtenons une productivité du travail plus élevée dans l'industrie et l'agriculture. A l'heure actuelle la productivité du travail dans l'industrie des Etats-Unis est 2 à 2,5 fois plus élevée que chez nous, et de 3 fois environ dans l'agriculture. Nous avons la possibilité de rattraper et de dépasser les Etats-Unis sur ce point dans un proche avenir. Chaque organisation du parti doit mettre en œuvre tout ce qui peut permettre d'atteindre cet objectif.

Il est hors de doute que nos ouvriers, kolkhoziens et intellectuels qui travaillent pour eux-mêmes, pour leur société, feront preuve d'énergie et d'initiative créatrices pour dépasser la productivité du travail des ouvriers et des fermiers américains qui vivent sous la domination des exploiteurs. La productivité du travail s'élèvera chez nous grâce à l'utilisation rationnelle des dernières acquisitions de la science et de la technique, des moyens modernes de mécanisation et d'automatisation complètes des opérations de production, ce qui allégera le travail des hommes dans l'industrie et l'agriculture. La conscience communiste croissante des travailleurs de la société soviétique sera un facteur important pour la réalisation de cette tâche. *(Applaudissements.)*

Il faut que le personnel de chaque entreprise industrielle et agricole, de chaque chantier, que chaque ouvrier et kolkhozien s'en rendent clairement compte. Chaque travailleur doit mieux utiliser la machine sur laquelle il travaille, que ce soit une machine-outil, un groupe de machines, un tracteur ou une moissonneuse-batteuse, en appliquant les méthodes de travail modernes dans l'industrie ou l'agriculture, afin de fournir plus de production de meilleure qualité et à meilleur marché.

Les questions idéologiques et d'organisation exigent également un travail concret et persévérant. En appelant

à réaliser les plans d'édification communiste, les organisations du parti, les propagandistes et les agitateurs doivent expliquer de façon claire et accessible ce qu'est le communisme, quel bien il apporte aux hommes, et ils doivent soutenir et développer au maximum les germes du communisme.

La théorie marxiste-léniniste, qui constitue la base de notre idéologie, est indissolublement liée à la vie des hommes. Les grandes idées du communisme sont inséparables de l'activité de ceux qui produisent tous les biens matériels pour la société.

La société communiste, c'est le rêve le plus cher des travailleurs. Mais pour réaliser ce rêve, il ne faut pas planer dans les airs, il ne faut pas oublier que l'essentiel dans l'édification du communisme, c'est la production des valeurs matérielles pour améliorer la vie des gens. Les idéals communistes ne pourront être réalisés qu'avec l'abondance des biens matériels et spirituels de la société. C'est la raison pour laquelle, lorsque nous parlons des grands plans d'édification du communisme, nous soulignons l'importance primordiale de l'accroissement de la production du métal, des machines, du pétrole, de l'électricité, du grain, de la viande, du beurre, des vêtements, des chaussures, de la construction des logements.

Ce qui fait la force de notre idéologie, des idées du communisme, ce sont leurs liens indissolubles avec la vie du peuple, avec son activité, avec le développement de la société.

Camarades, dans la réalisation du plan septennal, un rôle de premier plan appartient aux cadres du parti et de l'Etat. Après le XX^{e} Congrès du P.C.U.S., un grand travail d'éducation et de promotion des cadres a été effectué. A la suite de la réorganisation de la gestion de l'industrie et de la construction, de nombreux dirigeants des anciens ministères et administrations centrales sont partis dans les régions économiques pour travailler dans les sovnarkhoz, dans les entreprises et sur les chantiers. Des dizaines

de milliers de spécialistes qualifiés et d'organisateurs expérimentés ont été envoyés dans l'agriculture.

Mais dans le travail de répartition et d'éducation des cadres, il nous reste encore beaucoup à faire. Il faut promouvoir aux postes dirigeants des hommes bien préparés, connaissant leur affaire, pleins d'initiative, prêts à consacrer toutes leurs forces et leurs connaissances au bien du peuple, à apporter dans le travail la flamme révolutionnaire, la passion bolchévique, l'esprit de principe, le sens du nouveau. Il faut que nos militants aient pleinement conscience de leur responsabilité devant le parti et le peuple pour le travail qui leur a été confié.

Notre parti est riche de tels cadres. Nous avons de grandes réserves à promouvoir aux postes de direction, aussi bien parmi les militants expérimentés et qui ont fait leurs preuves que parmi nos jeunes pleins de talent. Cependant, les faits montrent que parmi les dirigeants, y compris parmi les secrétaires des comités de district, de ville, de région et de territoire du parti, et dans les comités centraux des partis communistes des républiques fédérées, le nombre de jeunes est encore insuffisant.

Il faut promouvoir plus hardiment les jeunes, sans pour autant les opposer aux vieux cadres. En fait, il faut en général aborder de façon quelque peu différente la notion de « vieux » et de « jeune ». Souvent, chez nous, on considère qu'un homme de 35 à 40 ans n'est pas encore assez mûr pour qu'on lui confie un poste dirigeant. Ce n'est pas juste. A cet âge, on a beaucoup d'énergie ; nos jeunes cadres ont maintenant des connaissances approfondies et une expérience suffisante. Il faut leur donner la possibilité de montrer leurs capacités dans le travail pratique, de prouver qu'ils peuvent accomplir leur tâche avec succès. L'emploi judicieux à la fois des jeunes et des vieux cadres est la voie juste pour obtenir de meilleurs résultats dans le travail.

Certains organismes du parti ne savent pas toujours apprécier à leur valeur les gens capables et instruits, ni les promouvoir en temps voulu, ils supportent parfois pendant

longtemps la présence à des postes responsables de gens incapables, qui ne s'acquittent pas du travail qui leur est confié et qui retardent sur la vie. Au lieu de se libérer de tels militants, souvent on les déplace d'un lieu dans un autre, on les transfère de district en district, de région en région, ce qui engendre la stagnation et gêne l'afflux de forces neuves.

La question de l'envoi de cadres qualifiés dans les entreprises, kolkhoz, sovkhoz et districts retardataires mérite une attention particulière. A côté des entreprises, des kolkhoz et des sovkhoz d'avant-garde, il en existe encore qui retardent depuis longtemps ou qui piétinent sur place. Le plus souvent, c'est parce qu'à la tête de ces entreprises et exploitations se trouvent des incapables, des gens insuffisamment préparés, connaissant mal l'économie et la production et ne sachant pas vraiment organiser les hommes qu'ils dirigent. Si nous réussissions à envoyer à bref délai de bons organisateurs et spécialistes expérimentés dans tous les secteurs retardataires, nous pourrions mettre en œuvre d'importantes réserves et donner une impulsion considérable à la production industrielle et agricole. Il faut s'attaquer à cette tâche avec toute la persévérance nécessaire.

Il faut parler aussi de cette catégorie de dirigeants qui, pendant de longues années, ont apporté une contribution active et féconde à notre grande cause, mais qui maintenant, en raison de leur âge ou pour d'autres causes, ne peuvent plus travailler avec l'énergie et l'activité nécessaires. Pour la plupart, il s'agit de bons camarades, dévoués au parti. Ils ont parfaitement mérité le profond respect et la reconnaissance du parti et du peuple. Il faut utiliser la grande expérience et le savoir de ces camarades en leur confiant un travail qui corresponde à leurs possibilités physiques et à leurs capacités. On ne doit pas retenir ces camarades lorsqu'ils expriment le désir de changer de travail ou de prendre leur retraite. Nous avons le devoir de leur créer les meilleures conditions.

Ces dernières années, les organisations du parti ont commencé à envoyer plus souvent des dirigeants travailler en permanence dans la production. A l'appel du parti, des milliers d'entre eux ont pris la tête des kolkhoz, des sovkhoz, et en un bref délai ont obtenu des succès considérables dans la lutte pour l'essor de l'agriculture. Le passage d'un groupe important de dirigeants de l'économie expérimentés dans les entreprises et sur les chantiers a donné aussi de bons résultats. Il faut continuer dans ce sens.

Il est nécessaire d'étudier sous tous ses aspects et de résoudre de façon juste, à la lumière des tâches qui nous incombent, les problèmes de la formation planifiée des cadres pour les diverses branches de l'édification économique et culturelle. Il est important et urgent de fournir des cadres qualifiés aux régions du pays où seront menés, au cours des prochaines années, de grandioses travaux pour la mise en valeur de richesses naturelles incalculables, pour la création de nouveaux centres industriels.

De même que pendant la période de défrichage des terres vierges, des milliers de spécialistes et de dirigeants expérimentés sont partis de bon cœur travailler dans les régions orientales, il est nécessaire maintenant de développer largement le mouvement pour que dans ces riches régions du pays se rendent de nouveaux détachements nombreux de travailleurs de l'industrie, de l'énergétique, des transports, du bâtiment, de l'agriculture, ainsi que des travailleurs de diverses branches de la science et de la culture. L'exemple de plusieurs savants, comme les académiciens Mikhaïl Lavrentiev, Serguéï Khristianovitch, Serguéï Sobolev qui, après avoir lancé l'idée de créer de nouveaux centres scientifiques à l'Est du pays, s'y sont rendus pour travailler en permanence, mérite approbation et soutien.

Le Parti communiste éduque nos cadres, tous les communistes, dans l'esprit d'une haute exigence envers soi-même, de l'intransigeance à l'égard des défauts, dans l'esprit de la critique et de l'autocritique, de la fidélité aux

principes du parti, du dévouement aux intérêts du peuple et à la cause du communisme.

Toute l'expérience de la lutte pour la victoire du socialisme et du communisme dans notre pays et dans les autres pays socialistes confirme la justesse de l'un des principes fondamentaux du léninisme, selon lequel, lors de l'édification de la société communiste, le rôle du parti doit s'élever et non pas faiblir, comme l'affirment aujourd'hui les revisionnistes.

Le Parti communiste, comme forme supérieure d'organisation sociale, comme détachement d'avant-garde éprouvé du peuple, dirige toutes les organisations sociales des travailleurs.

Camarades, dans les conditions présentes, au moment où notre pays entre dans une nouvelle période très importante de son développement, il devient nécessaire d'apporter certains amendements et compléments à la Constitution de l'U.R.S.S. Depuis son adoption, plus de 20 années riches en événements d'importance historique se sont écoulées. Le socialisme est sorti du cadre d'un seul pays pour devenir un puissant système mondial. De grands changements se sont produits dans la vie politique et économique de l'U.R.S.S. L'édification de la société communiste est devenue une tâche pratique immédiate du parti et du peuple. Ces énormes changements dans la vie intérieure et dans la situation internationale devraient trouver leur reflet et leur expression légale dans la Constitution de l'Union Soviétique, Loi fondamentale de notre Etat.

A l'étape actuelle du développement de notre société, le rôle des Soviets des députés des travailleurs, en tant qu'organes du pouvoir d'Etat qui doivent appuyer toute leur activité sur l'initiative des masses, sur l'élargissement continu de la démocratie socialiste, sur le raffermissement constant de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, ainsi que de l'amitié des peuples de notre pays, grandit encore plus. Afin d'améliorer le travail des Soviets, de resserrer leurs liens avec les masses, de développer plus

avant la démocratie soviétique et d'associer encore davantage les travailleurs à l'activité pratique des Soviets, les Soviets Suprêmes des républiques fédérées ont reconnu nécessaire d'élever notablement, d'environ 350 mille personnes, le nombre des députés aux Soviets locaux pour les prochaines élections des Soviets des députés des travailleurs qui auront lieu en mars.

Pour que les Soviets puissent remplir encore mieux leur rôle, ils sont tenus d'éliminer énergiquement toutes manifestations du bureaucratisme et des lenteurs administratives, de se préoccuper davantage de la satisfaction des besoins grandissants des travailleurs.

Les syndicats qui comptent à présent dans leurs rangs plus de 50 millions d'ouvriers et d'employés auront à accomplir un grand travail de mobilisation des masses dans la lutte pour l'exécution du plan septennal. Après le XX^{e} Congrès du P.C.U.S., les organisations du parti ont renforcé la direction des syndicats, les aident davantage dans leur travail. Le rôle des syndicats s'est considérablement élevé : ils s'occupent d'une façon plus approfondie des questions de la production, luttent plus énergiquement pour l'élévation de la productivité et l'amélioration des conditions de travail et de vie des ouvriers et des employés, associent plus largement les masses à la gestion de l'économie.

Lénine, parlant du rôle des syndicats dans la période de transition du capitalisme au communisme, indiquait que les syndicats « . . . sont une organisation éducative, une organisation qui associe et enseigne, c'est-à-dire une école, une école de direction, une école de gestion économique, une école du communisme ». (Œuvres, t. 32, p. 2.) Vous voyez quel sens profond Lénine conférait à ses paroles lorsqu'il disait que les syndicats sont une « école du communisme ».

En se guidant sur ces indications de Lénine, les syndicats sont tenus de développer l'activité de la classe ouvrière et de tous les travailleurs en orientant leurs efforts vers

l'exécution et le dépassement des programmes d'Etat dans chaque entreprise, vers la lutte pour les progrès techniques, de déployer plus largement encore l'émulation socialiste, de soutenir les novateurs, les inventeurs, les travailleurs d'élite de la production et de propager leur expérience.

Dans les conditions actuelles, de grandes tâches incombent aux syndicats en vue de l'organisation du contrôle public de la protection du travail dans les entreprises, de l'exécution des plans de construction de logements et de la répartition de ceux-ci, du travail des entreprises commerciales et d'alimentation publique, des services médicaux et sociaux. Les syndicats doivent améliorer l'activité des établissements culturels et éducatifs, s'occuper constamment de l'élévation de la conscience communiste et du niveau culturel des travailleurs.

Les organisations du parti ont pour tâche de soutenir et d'aider les syndicats dans leur grand et important travail. Il est hors de doute que les syndicats apporteront une contribution précieuse à l'exécution du plan septennal. *(Applaudissements.)*

Camarades, le komsomol léniniste, qui compte dans ses rangs plus de 18 millions de jeunes gens et de jeunes filles, est un auxiliaire dévoué du parti dans la lutte pour le communisme. Les organisations du komsomol, appliquant les décisions du XX^e^ Congrès du parti, ont réalisé un travail considérable pour entraîner la jeunesse à participer activement à l'édification économique et culturelle.

Nos jeunes ont fait leurs preuves dans le défrichage des terres vierges, dans le développement de l'agriculture et de l'industrie. L'initiative du komsomol d'envoyer ces prochaines années un million de jeunes gens et de jeunes filles sur les principaux chantiers de construction industrielle, mérite un appui total. Les nombreux exploits au travail des jeunes gens et des jeunes filles de notre pays attestent le progrès de leur conscience communiste, leur désir patriotique de travailler avec abnégation pour le bien de la société. Par ses faits glorieux, le komsomol a conquis

le respect et l'amour de tout le peuple. *(Applaudissements prolongés.)*

Le nouveau et grand programme d'édification communiste tracé par notre parti pour les sept années à venir ouvre un vaste champ à l'initiative créatrice de la jeune génération.

Pendant la préparation au XXIe Congrès du parti, le komsomol a été l'initiateur d'un nouveau et vaste mouvement patriotique pour la création des équipes du travail communiste.

Le parti exprime l'assurance que le komsomol léniniste, notre valeureuse jeunesse soviétique, seront dans les premiers rangs des combattants pour l'accomplissement du plan septennal.

Au cours de l'édification socialiste, le peuple soviétique a fait preuve d'un véritable héroïsme au travail. Il est hors de doute que le plan septennal fera naître une nouvelle vague d'enthousiasme, engendrera de nouvelles formes d'émulation socialiste de tout le peuple pour l'exécution anticipée du programme d'édification du communisme dans notre pays. *(Vifs applaudissements.)*

* * *

Camarades, nous vivons à une époque extraordinaire. De par la volonté et grâce au travail créateur du peuple soviétique, sous la conduite du Parti communiste, on voit se réaliser aujourd'hui les rêves les plus audacieux de l'humanité. De nombreuses générations rêvaient d'un avenir heureux, d'une société où il n'y aurait ni riches, ni pauvres, ni oppression des hommes du travail, elles rêvaient du communisme.

Il y a plus d'un siècle, Marx et Engels, les grands guides et éducateurs de la classe ouvrière, ont armé les travailleurs de la théorie révolutionnaire du communisme scientifique. L'immortel Lénine a développé d'une manière féconde et a enrichi, dans des conditions historiques nouvelles, cette théorie triomphante. Il a fondé et formé notre

Parti communiste, sous la direction duquel la classe ouvrière, les travailleurs de notre pays ont accompli la Grande Révolution socialiste d'Octobre, édifié le socialisme et bâtissent actuellement la société communiste.

Nous avançons d'un pas ferme et assuré sur la voie léniniste, surmontant tous les obstacles. Notre parti, avant-garde de combat de la classe ouvrière, de tous les travailleurs de l'Union Soviétique, tel un premier de cordée parti hardiment à l'assaut de sommets qui paraissent imprenables et frayant la voie à ceux qui le suivent, conduit le peuple soviétique vers les cimes resplendissantes du communisme. *(Vifs applaudissements.)*

Le septennat dans lequel nous venons de nous engager est une nouvelle et importante étape, on pourrait même dire, l'étape décisive, dans l'évolution historique de notre pays. Le Parti communiste, le peuple soviétique tout entier sont pénétrés de la ferme assurance qu'ils franchiront cette étape elle aussi, pour s'engager ensuite sur un vaste plateau où s'ouvriront à eux de nouveaux espaces, et où il sera plus facile d'aller de l'avant. Notre but est clair et grand. Pour l'atteindre, il faudra travailler ferme. Un tel travail ennoblit l'homme, lui apporte satisfaction et bonheur. *(Applaudissements.)*

Le peuple soviétique progresse en union étroite avec les peuples de tous les pays du camp socialiste. Environ un milliard d'hommes, dans les pays socialistes d'Europe et d'Asie, c'est-à-dire plus du tiers de l'humanité, ont rallié aujourd'hui l'étendard victorieux du socialisme et du communisme. Les forces du socialisme sont puissantes, elles grandissent de jour en jour. L'avenir leur appartient. *(Applaudissements prolongés.)*

Sous le drapeau du marxisme-léninisme, nous marchons d'un pas assuré, créant la société la meilleure et la plus juste du monde, la société communiste. *(Vifs applaudissements.)*

Vive le grand peuple soviétique, bâtisseur du communisme ! *(Vifs applaudissements prolongés.)*

Vive le Parti communiste de l'Union Soviétique, avant-garde de combat éprouvée du peuple soviétique, organisateur et animateur des victoires du communisme! *(Vifs applaudissements prolongés.)*

Vive l'indestructible amitié fraternelle des pays du puissant camp socialiste ! *(Vifs applaudissements prolongés.)*

Vive l'unité marxiste-léniniste des partis communistes et ouvriers de tous les pays ! *(Vifs applaudissements prolongés.)*

Vive la paix dans le monde entier ! *(Vifs applaudissements prolongés qui tournent en ovation. Toute l'assistance se lève.)*

TABLE DES MATIERES

I. LES GRANDES VICTOIRES DU PEUPLE SOVIETIQUE . 7

II. PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PLAN SEPTENNAL DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NATIONALE DE L'U.R.S.S. 18

Les problèmes du développement de l'industrie socialiste et des transports 25

Les questions du développement de l'agriculture socialiste 38

Les grands travaux de construction et la répartition des forces productives 45

L'élévation du niveau de vie du peuple soviétique . . . 58

Education communiste et instruction publique. Développement de la science et de la culture 68

III. L'ETAPE DECISIVE DE LA COMPETITION ECONOMIQUE DU SOCIALISME AVEC LE CAPITALISME ET LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE . . 80

Le plan septennal et la réalisation de la tâche économique fondamentale de l'U.R.S.S. 80

Le renforcement du système socialiste mondial 86

La politique de paix de l'U.R.S.S. et les questions des relations internationales 94

L'édification du communisme en U.R.S.S. et le mouvement ouvrier mondial 111

IV. NOUVELLE ETAPE DE L'EDIFICATION DU COMMUNISME ET CERTAINES QUESTIONS DE LA THEORIE MARXISTE-LENINISTE 126

V. LE PARTI COMMUNISTE, FORCE DIRIGEANTE ET ORGANISATRICE DU PEUPLE SOVIETIQUE DANS LA LUTTE POUR LA VICTOIRE DU COMMUNISME . . 152

Imprimé en Union Soviétique

DISCOURS DE CLOTURE DU CAMARADE N. KHROUCHTCHEV AU XXIe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE

le 5 février 1959

Camarades,

Notre Congrès termine ses travaux. La discussion des chiffres de base du développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1959-1965 a montré, au cours du Congrès comme dans la période de sa préparation, que tout notre parti, le peuple soviétique tout entier accueillent avec une satisfaction unanime le plan septennal et sont bien décidés à le mettre en œuvre. *(Vifs applaudissements.)*

86 camarades ont pris la parole au Congrès. Ce sont des représentants des organisations du parti de toutes les républiques fédérées et de nombreuses républiques autonomes, territoires et régions, des travailleurs d'élite de l'industrie et de l'agriculture, des personnalités de la science, de la technique et de la culture.

Tous les orateurs se sont déclarés entièrement d'accord avec les chiffres de base soumis à la discussion du Congrès. Le plan septennal, selon eux, est l'expression de la ligne générale léniniste du parti, à l'étape actuelle de l'édification du communisme dans notre pays.

Les travaux de notre Congrès sont un tableau éloquent de la cohésion et de l'unité de notre parti, de la haute activité de ses organisations et de tous les communistes. On a appelé à juste titre le XXI[e] Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique le Congrès des bâtisseurs du communisme, car il marque l'entrée de notre pays dans une nouvelle phase historique de son développement, celle de l'édification générale de la société communiste. (*Applaudissements.*) Le Congrès a montré la grande force créatrice des idées du marxisme-léninisme, leur liaison vivante et indissoluble

avec l'activité pratique des masses populaires qui construisent le splendide édifice du communisme.

Dans leurs interventions au Congrès, les orateurs ont avancé beaucoup de propositions concrètes et très précieuses, dont la réalisation permettra de mieux utiliser les inépuisables réserves de l'industrie et de l'agriculture pour l'exécution et le dépassement du plan.

En écoutant ces interventions, je me suis souvenu des paroles de Lénine au congrès des Soviets de Russie qui a examiné le premier plan de l'économie nationale, le plan de l'électrification de la Russie. Lénine disait: «Je pense que nous assistons ici à un tournant très important, qui témoigne en tous cas du début des grands succès du pouvoir soviétique. Désormais on verra monter à la tribune des congrès de Russie non seulement des hommes politiques et des administrateurs, mais des ingénieurs et des agronomes. C'est le début de l'époque la plus heureuse... Pour passer véritablement à l'édification économique, il faut faire adopter cette coutume d'abord au congrès des Soviets de Russie et l'introduire de haut en bas dans tous les Soviets et les organisations, dans tous les journaux, dans tous les organes de propagande et d'agitation, dans tous les établissements... Transformez les congrès et les conférences non pas en parloirs mais en organes de vérification des succès économiques, en organes où nous pourrions vraiment apprendre l'édification économique.» (Œuvres, t. 31, pp. 481-482.)

Le parti fait ce qu'avait recommandé le grand Lénine. Les travaux de notre Congrès sont pénétrés d'un esprit pratique, d'un contenu concret, quant au règlement fécond des questions urgentes de l'édification communiste. Voyez donc quel en a été l'effet fructueux sur les travaux du Congrès, sur le développement de l'activité intense des millions d'ouvriers, de kolkhoziens et d'intellectuels!

Nous avons accumulé une expérience énorme d'édification économique, nos organisations du parti se sont tournées énergiquement vers la solution des problèmes fondamentaux de la gestion de l'économie du pays, et ont obtenu des suc-

cès importants. Dans l'accomplissement des tâches grandioses du plan septennal, les indications de Lénine au sujet de l'esprit pratique, du travail concret et orienté vers un but précis doivent servir de guide pour toutes les organisations du parti de bas en haut, pour chaque collectivité de travailleurs de la société soviétique. *(Applaudissements.)*

Nous avons écouté avec une attention soutenue les interventions des dirigeants des organisations du parti et des Soviets, des organismes économiques, des syndicats et du Komsomol, des savants, ingénieurs et agronomes, les remarquables interventions des travailleurs d'élite de l'industrie et de l'agriculture. Tous ont parlé des tâches concrètes et importantes qui se posent à notre pays.

Nous avons entendu ici le mineur bien connu du bassin du Donetz Nikolaï Iakovlévitch Mamaï, la camarade Alexandra Mikhaïlovna Rybakova, l'ajusteur à l'usine de pneus de Moscou, le monteur-ajusteur Vladimir Ivanovitch Gorbounov, des chantiers navals de l'Amirauté de Léningrad, le fondeur Nikolaï Ivanovitch Anichtchenkov, de l'usine « Krasnoïé Sormovo », Dmitri Ivanovitch Barachkine, ouvrier de l'usine d'automobiles de Minsk, et beaucoup d'autres. Ils ont fait des interventions intéressantes et riches de contenu, montrant une connaissance profonde du sujet et le souci qu'ont ces travailleurs du développement de la production, non seulement dans leur propre usine ou mine, mais dans l'ensemble du pays.

Ou bien prenons les interventions des travailleurs d'élite de l'agriculture Evguénia Alexéevna Doliniouk, Alexandre Vassiliévitch Guitalov, Pélaguéia Nikandrovna Kovaléva, Serguéi Kouzmitch Boïko, Evguénia Ivanovna Andrééva, Térenti Sémionovitch Maltsev et d'autres. Sur l'exemple du travail dans leurs kolkhoz, ils ont montré d'une façon convaincante quels succès on peut atteindre à condition de bien gérer les affaires, quelles réserves importantes recèlent nos kolkhoz et nos sovkhoz.

Du haut de cette tribune, nous avons entendu les discours d'illustres savants, des académiciens Igor Vassilié-

vitch Kourtchatov et Mikhaïl Alexéévitch Lavrentiev, du président de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. Alexandre Nikolaévitch Nesméianov, du président de l'Académie des Sciences de Kazakhie Kanych Imantaévitch Satpaev, du poète renommé Alexandre Trifonovitch Tvardovski et d'autres représentants de notre glorieuse intelliguentsia.

C'est un fait remarquable que les dirigeants du parti et des Soviets, en analysant dans leurs interventions au Congrès les questions du plan septennal, ont parlé en connaissance de cause de la production industrielle et agricole, et en s'appuyant sur la riche expérience des masses, ont abordé d'une façon concrète la solution des tâches urgentes.

Les travailleurs d'élite de l'industrie et de l'agriculture, les intellectuels, les travailleurs du parti et des Soviets, tous les camarades qui ont pris la parole au Congrès ont déclaré avec une ferme conviction que les objectifs du septennat seront non seulement réalisés, mais dépassés. *(Applaudissements prolongés.)*

Il était très agréable d'entendre de la tribune du Congrès de notre parti les voix fortes et assurées de gens qui se trouvent en plein cœur de la vie, parmi les masses populaires, les voix de gens connaissant et exprimant l'état d'esprit, les pensées et les sentiments de millions d'hommes. Ces interventions traduisent le grand enthousiasme du peuple soviétique qui s'est attaqué pratiquement à la mise en œuvre des tâches grandioses du plan septennal. Tout cela nous montre aussi à quel point nos cadres ont grandi, quelle est l'envergure de la pensée des Soviétiques, comme ils connaissent bien non seulement leur travail concret, mais aussi la vie du pays.

Comme je l'ai déjà dit, au cours de la discussion du rapport sur les chiffres de base du développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour le septennat, de nombreuses propositions fort précieuses ont été avancées. Le Comité central du parti et le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. tiendront compte des desiderata et des propositions qui ont

été faites dans les interventions au Congrès. Il est en outre nécessaire de charger le Gosplan, les organes des républiques et locaux d'étudier attentivement les multiples propositions concrètes faites par les travailleurs lors de la discussion des chiffres de base, et de prendre des mesures pour leur réalisation pratique.

Certains délégués au Congrès ont condamné dans leurs interventions les méfaits de l'alcoolisme et préconisé le renforcement de la lutte contre ce mal et la fabrication clandestine de l'alcool. Ceux qui le fabriquent, non seulement spéculent avec, gâchent du sucre, du blé et d'autres denrées, mais ils poussent aussi à l'ivrognerie les gens à volonté faible, empoisonnent leur organisme par l'huile de fusel qui abonde dans cette eau-de-vie.

Je considère que les propositions de renforcer la lutte contre l'ivrognerie et la fabrication clandestine de l'eau-de-vie sont justes, et le Congrès a approuvé les camarades qui les ont avancées (*Applaudissements.*)

Il serait bon que les C.C. des partis communistes et les Conseils des ministres des républiques fédérées accordent à ce problème une attention plus soutenue, et élaborent des mesures concrètes de lutte contre l'abus des spiritueux et de répression contre les fabricants clandestins, ces « chimistes » qui portent tant de dommages à la santé des gens et à la société. (*Animation dans la salle.*)

Je pense qu'il faudrait élaborer dans les républiques des projets de lois là-dessus et les soumettre à la discussion par le peuple. Après cette discussion, il conviendrait d'adopter des lois prévoyant des mesures sévères contre ceux qui abusent des spiritueux et troublent l'ordre public et, surtout, contre ceux qui fabriquent de l'eau-de-vie à domicile. Nous sommes certains que les travailleurs de toutes les républiques approuveront le renforcement de la lutte contre l'alcoolisme et la fabrication clandestine de l'eau-de-vie. (*Applaudissements.*)

Camarades, l'attention de tout notre pays est fixée en ces jours sur les travaux du Congrès. Des meetings et des

réunions au cours desquels on a largement discuté les documents du Congrès se sont tenus partout dans les entreprises et sur les chantiers, dans les kolkhoz et les sovkhoz, dans les établissements scientifiques. Le XXIe Congrès a reçu des milliers de lettres et de télégrammes qui ne renfermaient pas seulement des salutations, mais qui annonçaient des faits précis, consacrés au XXIe Congrès. La *Pravda* publie une liste des groupes de travailleurs qui ont adressé des messages de salutations au XXIe Congrès et se sont engagés à remplir avant terme les tâches du septennat.

Permettez-moi, au nom de notre Congrès, d'exprimer une gratitude cordiale à tous les travailleurs qui, collectivement ou individuellement, ont envoyé leurs salutations au XXIe Congrès du parti, et de leur souhaiter de nouveaux succès dans le travail pour le bien de notre patrie. (*Vifs applaudissements.*)

Nous sommes sûrs que l'émulation socialiste de tout le peuple, qui s'est déployée dans le pays en vue de l'exécution et du dépassement du plan septennal, prendra toujours plus d'ampleur et sera couronnée de nouvelles grandes victoires au travail.

Et voilà que de nouveau le soleil brille. Du début à la fin, il illumine les travaux de notre Congrès. (*Vifs applaudissements.*)

Camarades, les délégations de 72 partis communistes et ouvriers étrangers sont présentes à notre Congrès. Les partis frères dont les représentants n'ont pas pu saluer personnellement notre Congrès lui ont adressé des messages amicaux.

Dans leurs discours ou messages de salutations, les partis marxistes-léninistes frères ont exprimé à notre parti, à tous les peuples de l'Union Soviétique des sentiments d'amitié sincère et de solidarité au nom des communistes, de la classe ouvrière et des millions de travailleurs de leurs pays. On a entendu retentir dans ces messages d'émouvantes paroles sur la haute confiance et les sympathies sincères qu'éprouvent à l'égard de notre parti et

de notre pays les peuples des pays socialistes et les grandes masses des travailleurs, des partisans de la paix, de la démocratie et du progrès dans le monde entier. (*Applaudissements.*)

Les délégations des partis frères de Chine, de Pologne, de Tchécoslovaquie, de la République démocratique allemande, de Bulgarie, de Roumanie, de Hongrie, de la République démocratique populaire de Corée, de la République démocratique du Vietnam, d'Albanie, de la République populaire mongole, nous ont fait part de succès remarquables, dont nous nous réjouissons, atteints dans l'édification socialiste par les peuples de ces pays sous la direction des partis communistes et ouvriers. (*Applaudissements.*)

Les camarades des partis frères des pays capitalistes ont parlé ici de la lutte héroïque et difficile que mènent les communistes de ces pays pour les intérêts de la classe ouvrière, pour la paix et la sécurité des peuples, pour le bien de tous les travailleurs. (*Applaudissements.*)

Les partis communistes ont la tradition d'échanger des délégations à l'occasion des congrès. Nous continuerons à observer cette tradition, qui reflète fort bien l'esprit de solidarité et de soutien mutuel des pays frères, l'esprit de l'internationalisme prolétarien. (*Applaudissements.*)

Les salutations des partis frères, les rencontres de leurs représentants avec les délégués à notre Congrès, avec les travailleurs de Moscou, furent une manifestation éclatante de l'unité, de la force et de la cohésion du mouvement communiste mondial, sur les principes du marxisme-léninisme. (*Applaudissements prolongés.*)

Permettez-moi d'exprimer, au nom du Congrès de notre parti et du peuple soviétique, ma gratitude sincère aux partis frères pour leurs salutations et leurs vœux amicaux de succès au Parti communiste et aux peuples de l'Union Soviétique. (*Vifs applaudissements prolongés. Toute l'assistance se lève.*)

A notre tour, nous souhaitons chaleureusement un plein succès à tous les partis communistes et ouvriers frères dans

leur lutte héroïque pour la paix et le socialisme. (*Applaudissements.*)

Permettez-moi aussi de remercier toutes les organisations sociales, les syndicats et les travailleurs des pays étrangers pour les messages de salutations qu'ils ont adressés au Congrès de notre parit. (*Applaudissements.*)

Chers invités, représentants des partis communistes et ouvriers frères ! Vous êtes venus à notre Congrès de tous les points du globe. Nous vous prions de transmettre aux membres de vos partis et aux travailleurs de vos pays respectifs l'assurance du XXI[e] Congrès du P.C.U.S. que les communistes et tous les peuples de l'Union Soviétique apprécient hautement les sentiments de camaraderie, d'amitié et de solidarité qui ont été exprimés dans les messages reçus par notre Congrès. (*Vifs applaudissements.*)

Notre parti et le peuple soviétique considèrent de leur devoir international de renforcer sans cesse les liens d'amitié et de solidarité prolétarienne avec les travailleurs et les forces démocratiques du monde entier, de consolider encore le puissant camp socialiste, de lutter inlassablement pour la paix entre les peuples. (*Applaudissements prolongés.*)

Le parti communiste et le peuple soviétique estiment que la réalisation et le dépassement du nouveau plan septennal sont leur tâche internationale majeure.

Vous pouvez ne pas douter, chers camarades, que tous les communistes et les travailleurs de l'Union Soviétique ne ménageront pas leurs forces pour accomplir avec honneur cette tâche historique! (*Vifs applaudissements.*)

Camarades, le XXI[e] Congrès du parti élabore de grands projets de création pacifique. Les travaux du Congrès expriment la volonté du parti et du peuple soviétique de réaliser les plans de l'édification communiste, leur désir de faire tout pour maintenir la paix, pour assurer la coexistence pacifique des pays aux systèmes sociaux différents. C'est là le trait caractéristique essentiel de notre Congrès. Même les partisans de la « guerre froide », s'ils appréciaient les événements d'une façon objective, pourraient

constater que le plan que va adopter notre Congrès vise à assurer la coexistence pacifique, à consolider la paix sur la terre. (*Vifs applaudissements.*)

Camarades délégués,

J'ai le plaisir de vous communiquer que nos techniciens soviétiques qui travaillent dans l'Inde aux chantiers de l'usine métallurgique de Bhilaï, construite par le gouvernement indien avec l'aide de l'Union Soviétique, nous rendent compte d'une grande victoire. Le premier février, l'usine a livré son premier coke et, le 3 février, sa première fonte. (*Vifs applaudissements.*) Cette grande usine métallurgique est construite sur projets soviétiques et sous la direction de nos techniciens.

Il faut noter qu'en dehors de l'usine construite avec l'aide de l'U.R.S.S. encore deux entreprises sont en chantier en Inde, l'une construite par la Grande-Bretagne et l'autre par l'Allemagne occidentale. Bien que l'usine de Bhilaï ait été mise en chantier un an ou dix-huit mois plus tard que celles édifiées par les firmes britanniques et ouest-allemandes, grâce aux efforts conjugués et amicaux de nos camarades et des techniciens et ouvriers indiens, on a pu surmonter de grosses difficultés et terminer plus rapidement que les Anglais et les Allemands la construction de la première tranche d'une puissante et moderne entreprise métallurgique, donner le premier coke et la première fonte. (*Applaudissements.*)

Que la première fonte de cette usine soit le symbole de l'amitié grandissante des peuples de l'U.R.S.S. et de l'Inde. (*Vifs applaudissements.*)

Que toutes les intrigues des impérialistes qui veulent s'opposer au progrès de l'amitié soviéto-indienne et de notre lutte commune pour la paix et le triomphe des principes de la coexistence pacifique, brûlent dans les flammes de ce haut fourneau. (*Applaudissements prolongés.*)

Que les feux de ce haut fourneau réchauffent l'amitié de nos deux grands peuples épris de paix. (*Vifs applaudissements.*)

Que notre amitié soit forte et solide comme le métal fourni par cette usine, édifiée grâce aux efforts conjugués des gouvernements et des peuples de l'U.R.S.S. et de l'Inde. (*Vifs applaudissements.*)

Nous félicitons la nation indienne et le gouvernement de l'Inde avec, à sa tête, son premier ministre Monsieur Nehru, à l'occasion de cette grande victoire dans la production, victoire qui aura une signification capitale pour l'industrialisation et le renforcement de l'indépendance économique de l'Inde. (*Applaudissements prolongés.*)

Il nous est agréable de noter que le Président de la République indienne, Monsieur Prasad, assistait à la mise en route de la première tranche de l'usine métallurgique, et a exprimé le souhait de voir s'affermir l'amitié soviéto-indienne. (*Applaudissements prolongés.*)

Nous félicitons de tout cœur les techniciens et les ouvriers soviétiques qui, au coude à coude avec les techniciens et les ouvriers indiens, ont obtenu de si remarquables succès et contribué ainsi grandement à l'amitié fraternelle entre les peuples de l'Inde et de l'Union Soviétique. (*Applaudissements prolongés.*)

Nous voyons dans cette victoire un témoignage éclatant de la justesse de la politique de paix léniniste, un bel exemple de la collaboration économique désintéressée de l'Union Soviétique avec les peuples en lutte pour leur liberté et leur indépendance. (*Vifs applaudissements.*)

Le déroulement des travaux du XXI[e] Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique est commenté avec un vif intérêt dans tous les pays. Il faut dire que la presse de nombreux pays capitalistes met en lumière les travaux du Congrès d'une façon assez objective. C'est un phénomène positif, parce que la présentation objective des événements dans les colonnes de la presse contribue non pas à échauffer l'atmosphère, mais à réduire la tension, et crée des conditions permettant d'accélérer la solution pacifique des problèmes internationaux urgents.

Nous constatons avec satisfaction que dans la plupart des pays on a bien compris les aspirations pacifiques de notre plan. Nous avons proclamé que nous poursuivrons avec persévérance la politique étrangère léniniste de paix, visant à maintenir et à renforcer la paix et la sécurité des peuples.

Cependant, il y a encore en Occident pas mal d'hommes politiques qui dénaturent notre politique de paix, qui se prononcent contre les principes de la coexistence pacifique.

A cet égard, permettez-moi de m'arrêter sur certaines questions de la situation internationale actuelle, d'exprimer notre conviction inébranlable qu'il faut observer strictement les principes de la coexistence pacifique.

Les problèmes de la paix, de la coexistence pacifique sont des problèmes clef, car les peuples de chaque pays, quel que soit le système social qui y existe, veulent vivre bien, travailler en paix, se créer de meilleures conditions de vie.

Nous sommes d'avis que, quel que soit le système social des Etats, les peuples doivent vivre en paix, que les questions litigieuses qui surgissent entre les pays doivent être réglées par des moyens pacifiques, et non par la guerre.

Aujourd'hui, d'importants changements sont survenus dans le monde. Il y a des pays qui font partie du système socialiste mondial, il y en a d'autres qui font partie du système impérialiste. Mais il y a aussi des pays qui ne sont pas socialistes, mais que l'on ne saurait ranger parmi les pays du système impérialiste. Ces pays qui ont conquis leur indépendance nationale à l'issue de leur lutte de libération, veulent suivre leur propre voie, en évitant le stade capitaliste, pour s'attaquer, après avoir jeté bas le joug colonial, à l'édification de la société sur d'autres bases.

De nombreux hommes politiques de ces pays disent qu'ils veulent édifier le socialisme. Il est vrai qu'ils prononcent avec difficulté le mot « communisme » et que leur conception du socialisme n'est pas toujours claire. Cependant, il est incontestable que ces hommes politiques ont

une attitude bienveillante envers les pays socialistes, ne voient pas en ces derniers leurs ennemis, ne considèrent point les pays socialistes comme des adversaires de leurs aspirations à édifier une vie nouvelle sans impérialistes, sans domination coloniale. C'est pourquoi il s'est établi entre les pays socialistes et ces Etats de bonnes relations amicales et des rapports économiques normaux. Nous intervenons ensemble dans la lutte pour la paix et la sécurité des peuples, pour l'interdiction des armes atomiques et thermonucléaires, contre la politique colonialiste des impérialistes.

Et si nous prenons ensemble les pays qui font partie du système socialiste mondial et ceux qui mènent une lutte courageuse contre l'impérialisme et le colonialisme, pour leur liberté et leur indépendance nationale, la supériorité des forces est aujourd'hui du côté de ces pays épris de paix, et non pas de celui des Etats impérialistes. Par leurs territoires, par le nombre des habitants, par la quantité des richesses naturelles, les pays pacifiques surpassent les Etats impérialistes.

L'une des conclusions majeures découlant de l'analyse du rapport actuel des forces dans le monde consiste dans le fait que la majorité des pays coloniaux et semi-coloniaux, qui étaient il n'y a pas longtemps encore les réserves et les arrières de l'impérialisme, ont cessé de l'être. A l'issue d'une lutte prolongée, menée par leurs peuples, ces pays sont devenus des forces actives de la paix. Ils luttent contre l'impérialisme et le colonialisme, pour la liberté et l'indépendance nationale, et interviennent en faveur de la coexistence pacifique des Etats aux systèmes sociaux différents.

En outre, il faut avoir en vue que les travailleurs des pays capitalistes, la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse et une partie considérable des intellectuels, cherchent de toutes leurs forces à maintenir la paix et à améliorer leurs conditions de vie. Ils considèrent avec approbation la politique pacifique des pays socialistes. Dans les pays du capital, il existe aussi, à part les partis communistes, des partis socialistes et ouvriers qui sont suivis par un certain

nombre d'ouvriers et de paysans. Et quoique les conceptions politiques et idéologiques de ces partis diffèrent de celles des partis marxistes-léninistes, la majorité des membres de ces partis interviennent pour la paix. Dans ces questions nous pouvons unir nos efforts. Par conséquent, les impérialistes ne peuvent pas avoir de soutien dans les larges masses des travailleurs des pays capitalistes, qui ont un intérêt vital au maintien et à la consolidation de la paix.

L'Union Soviétique a poursuivi avec conséquence et opiniâtreté une politique extérieure de paix, et elle en fera de même à l'avenir. La réalisation du plan septennal jouera un rôle immense dans la solution du problème radical de nos jours, à savoir la sauvegarde de la paix universelle.

Nous voulons être en compétition avec les pays capitalistes sur le terrain pacifique, pour le développement des forces productives, du potentiel économique du pays et l'élévation du niveau matériel et culturel du peuple. Nous voulons qu'au cours de cette compétition chaque régime montre ses forces économiques et spirituelles. En langage commercial, qui est, probablement, plus accessible aux représentants du monde capitaliste, cela veut dire : étalons donc nos « marchandises », le monde socialiste les siennes, et le monde capitaliste les siennes. Que chaque régime montre combien dure chez lui la journée de travail, combien de biens matériels et spirituels sont à la disposition de l'homme travailleur, quel genre d'habitation il a, quelles sont les possibilités dont il dispose pour recevoir l'instruction, comment il participe aux affaires de l'Etat, à la vie politique de son pays, qui est le maître de toutes les richesses matérielles et culturelles, celui qui travaille ou bien celui qui ne travaille pas, mais qui possède des capitaux.

Nous estimons que c'est le régime social qui assure au peuple le plus de biens matériels, qui lui garantit des possibilités illimitées pour son développement intellectuel, qui est progressiste, et c'est à ce régime qu'appartient l'avenir. *(Applaudissements prolongés.)*

Mais qui sera juge ? Qui décidera quel régime social est le meilleur et le plus progressiste ? Certes, nous ne consentirons pas à nous en remettre aux idéologues du monde capitaliste. De même, l'on ne peut s'attendre à ce qu'ils s'en remettent à nous. Il faut penser que les uns comme les autres resteront sur leurs positions respectives. Qui alors jugera ? Ce seront les peuples. C'est à eux qu'il appartient de décider des avantages qu'offre tel ou tel régime social. Nous sommes sûrs que leur choix sera juste, et qu'ils le feront sans recourir à la guerre, ni aux bombes A et H. (*Vifs applaudissements.*)

La concurrence est une chose largement développée dans le monde capitaliste. Quand deux concurrents se disputent la clientèle et que celle-ci revient en fin de compte à l'un d'entre eux, celui dont les marchandises sont meilleures et les moins chères, l'autre n'en meurt pas pour autant, on ne lui ôte pas la vie, on ne le détruit pas physiquement.

Nous disons aux pays capitalistes : agissons donc suivant cette méthode, qui est bien dans votre entendement. (*Animation dans la salle.*) Vous ne voulez pas appeler compétition pacifique les rapports entre les pays ? Le mot concurrence vous plaît mieux ? Qu'à cela ne tienne, nous sommes d'accord. Mais quel que soit le terme choisi, concurrence ou compétition, dans un cas comme dans l'autre, nous vous proposons de résoudre les questions sans l'accompagnement de l'artillerie, sans armes atomiques, thermonucléaires, chimiques, bactériologiques ou autres. En un mot, sans guerre, sans destruction des richesses amassées par l'humanité. (*Applaudissements prolongés.*)

Laissons les peuples choisir le régime social qui répond le mieux à leurs intérêts. Les hommes d'Etat bourgeois font souvent publicité du capitalisme. Mais ils ne veulent pas de la compétition économique, pacifique avec les pays socialistes, ils ne veulent pas laisser aux peuples eux-mêmes le choix du régime social. Cela prouve qu'ils n'ont pas confiance en leurs peuples, qu'ils les craignent, ne peuvent s'en remettre à eux.

Certains représentants des milieux d'affaires américains ont exprimé au cours de rencontres le souhait que nous n'employions plus dans nos discours le mot « lutte » et ne parlions que de concurrence ou de compétition. Pour ne point envenimer les rapports, nous sommes d'accord pour dire « compétition » ou même « concurrence » ; nous sommes prêts donc à des concessions, à l'emploi de mots qui écorchent moins l'ouïe de nos interlocuteurs.

Mais, à ce qu'il paraît, il ne s'agit pas de mots, de terminologie. Prenez les dernières interventions du Président des Etats-Unis Eisenhower, du Vice-président Nixon, du Secrétaire d'Etat Dulles, du sénateur Humphrey et autres. On y entend des appels à on ne sait quelle méfiance, des allusions susceptibles d'éveiller le doute. On sent déjà le retour à la vieille terminologie belliqueuse, aux affirmations dans le genre de celles que s'est permises M.Dulles à la conférence de presse du 27 janvier. Sans aucun fondement, il a déclaré que l'Union Soviétique avait décidé de continuer la « guerre froide », que ses propositions de développer le commerce normal entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ne tendaient en fait qu'à se créer, à elle et au « communisme international », la situation la plus avantageuse dans la « guerre froide » contre les pays capitalistes.

On voit donc que certains milieux américains veulent réduire à néant la récente amélioration dans les rapports entre nos pays, qui s'est manifestée à la suite du bon accueil qu'a trouvé Mikoïan aux U.S.A. Ils veulent que la « guerre froide » reprenne de plus belle, et que la tension entre nos pays persiste.

Et que disent les chefs militaires américains ? En vue sans doute de la juste répartition des tâches, ils parlent plus que jamais de leurs bombardiers et bombes atomiques et thermonucléaires, du nombre d'heures ou de jours qu'il leur faudrait pour anéantir les principaux objectifs en U.R.S.S., lui porter un coup écrasant, etc. En un mot, les généraux américains les plus écervelés et belliqueux prônent

la préparation à la guerre, à l'extermination des hommes, à l'anéantissement des valeurs matérielles.

Ce faisant, les chefs de file de l'armée et du gouvernement américains déclarent souvent que la situation militaire est plus favorable aux Etats-Unis qu'à l'U.R.S.S. car les premiers disposent en territoires asiatiques et européens de tout un réseau de bases militaires qu'ils pourraient utiliser pour porter des coups à notre pays, alors que celui-ci n'a encore à leurs dires que peu de fusées intercontinentales. C'est pourquoi la guerre ne serait pas pour les Etats-Unis une menace trop sérieuse. Ainsi le ministre de la Défense nationale des U.S.A. MceIRoy a déclaré récemment que les Etats-Unis déclencheront les opérations à partir des territoires de leurs alliés à proximité des frontières soviétiques, alors que l'Union Soviétique ne pourrait compter que sur les fusées qu'elle lancera de son propre territoire.

Il faut penser que les Anglais, Français, Allemands, Turcs, Grecs, Italiens et autres peuples sur les territoires desquels se trouvent les bases militaires américaines ont pris note des perspectives que cela leur réserve.

Des plans stratégiques bâtis sur des fondements erronés peuvent avoir des conséquences fatales pour la paix. Si un Etat considère que son adversaire ne dispose pas pour le moment d'armes capables de l'atteindre chez lui, l'envie peut lui venir de profiter du moment pour déclencher la guerre. Si certaines personnalités américaines supposent qu'à l'heure actuelle, leur territoire est à l'abri des coups, elles peuvent en conclure que l'instant est propice pour déchaîner une guerre dont les Anglais, Français, Italiens, Allemands, Turcs et leurs autres alliés feraient les frais, en versant leur sang, sacrifiant leur vie et laissant transformer en déserts par les fusées de court et moyen rayon d'action leurs territoires respectifs. Quant aux Etats-Unis, à l'avis de ces « stratèges » pour le moins bornés, ils pourraient échapper à la ruine.

La bonne volonté des hommes d'Etat américains à sacrifier leurs alliés, le peu de cas qu'ils font du sort de l'huma-

nité quand leurs intérêts étroits sont sur le plateau de la balance, c'est une attitude purement mercantile, une politique de marchands de sang qui, pour s'enrichir, sacrifieraient volontiers, sans parler de leurs amis, leurs père, mère et enfants.

Nul besoin de dire qu'une politique de ce genre est étrangère à notre peuple, à notre Etat soviétique, à la classe ouvrière, à tous ceux enfin qui se tiennent sur les positions du marxisme-léninisme. Nous luttons obstinément pour conjurer la guerre, pour faire interdire les armes A et H et arrêter définitivement leurs essais, pour régler toutes les questions vitales par des accords mutuellement acceptables avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et les autres pays de l'Occident. Nous combattons pour la paix dans le monde, parce que la vie des hommes, indépendamment de leur nationalité, de la couleur de leur peau et de leurs convictions religieuses, est précieuse à nos yeux.

Nous considérons qu'édifier sur le malheur et les souffrances des uns le bonheur des autres, serait un crime. Nous considérons qu'il est inadmissible de souhaiter des calamités à des nations proches ou lointaines, pour bâtir (sur le sable par-dessus le marché) le bonheur des autres. Si les politiciens et les militaires américains s'inspiraient d'arguments communs à la raison humaine et non d'égoïstes calculs, non seulement la nation américaine mais tous les peuples du monde y gagneraient.

Il est temps à mon avis que les stratèges américains renoncent à bâtir des châteaux en Espagne sur l'espoir que le territoire des Etats-Unis sera hors d'atteinte en cas de conflit armé. Il y a longtemps que ce n'est plus une réalité, mais une simple illusion dont se leurrent ces généraux. La vérité est que l'Union Soviétique dispose à l'heure actuelle de moyens suffisants pour porter un coup écrasant aux agresseurs en n'importe quel point du globe. (*Vifs applaudissements.*) Ce n'est pas par fanfaronnade que nous disons que la production en série des fusées balistiques intercontinentales est déjà en route chez nous. Ce n'est pas non plus

pour menacer qui que ce soit. Nous ne voulons que rendre claire la situation. *(Animation dans la salle. Applaudissements prolongés.)*

Notre plan septennal est la preuve la plus convaincante des aspirations pacifiques de l'U.R.S.S. Nous avons besoin de la paix, et nous luttons avec suite et persévérance pour l'obtenir. Tous les peuples du globe y aspirent, et c'est pourquoi la politique de paix de l'U.R.S.S. jouit d'un soutien et d'une estime universelle. *(Applaudissements.)*

Camarades, l'amélioration des rapports entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique est particulièrement importante pour la détente internationale. Il n'y a pas si longtemps, les gouvernements de l'U.R.S.S. et des U.S.A. échangeaient des messages plutôt aigres. C'est qu'il s'agissait de problèmes particulièrement graves de la situation internationale. Certains actes des Etats-Unis ne manquaient pas d'inquiéter les nations pacifiques et nous ne pouvions pas taire notre point de vue là-dessus.

Maintenant ces événements sont déjà du passé. C'est en avant qu'il nous faut regarder. Pour sa part, le gouvernement soviétique fait tout son possible pour réaliser la détente internationale et améliorer ses rapports avec tous les pays. Si, comme ils le disaient au cours de leurs entretiens avec Mikoïan, le Président et les autres dirigeants américains veulent vraiment la paix, nous espérons qu'ils reconnaîtront la nécessité de la coexistence pacifique et repenseront en conséquence leurs rapports avec l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes.

Dans l'amélioration de la compréhension entre les Etats et l'instauration d'un climat d'amitié un rôle important est dévolu à l'extension du commerce et des liaisons culturelles ainsi qu'aux contacts entre les personnalités publiques et les hommes d'Etat.

Tout le monde se souvient des résonnances mondiales qu'a eues la rencontre des dirigeants des quatre puissances à Genève, en été 1955. Les gens épris de paix y ont vu un gage sérieux de réalisation de la détente internationale.

Les rencontres et les entretiens de Genève m'ont laissé de bons souvenirs du général Eisenhower. J'ai eu l'impression que, bien qu'officier de carrière, il n'appartient pas à cette espèce de militaires qui, quand il s'agit de trancher des litiges, ne s'en remettent qu'aux canons et veulent résoudre tous les problèmes par la force des armes. Il a déclaré plus d'une fois que son désir était de ne pas pousser les choses jusqu'au conflit armé. Nous apprécions cela et espérons que ses déclarations seront confirmées par des actes.

Le voyage du camarade Mikoïan aux Etats-Unis laissait espérer que le « dégel » entre les deux pays se poursuivrait, et serait accompagné d'une extension des liaisons et des contacts. A ce propos, rappelons que le camarade Mikoïan a profité de ses vacances pour se rendre aux Etats-Unis. Or maintenant il fait allusion à ce qu'on pourrait peut-être quand même le laisser prendre quelque repos en U.R.S.S. *(Animation dans la salle. Applaudissements.)* Jusqu'à un certain point, grâce à ce voyage, la température de nos rapports est remontée des valeurs nettement négatives jusqu'à zéro et même un peu plus, pour arriver, du moins l'espérons-nous, au degré nécessaire au fonctonnement normal de l'organisme. A ce qu'il paraît, certains hommes politiques ne trouvent pas ça de leur goût et tentent de diminuer l'influence positive qu'a exercée sur l'opinion américaine le voyage du camarade Mikoïan.

Au lieu de développer de pareils contacts, les Etats-Unis font volte-face. Au cours d'une conférence de presse qui a eu lieu le 28 janvier, en réponse à la question d'un correspondant sur l'éventualité de mon voyage aux Etats-Unis, dans le même esprit que le voyage de Mikoïan, le président Eisenhower a déclaré sans équivoque que la chose était exclue. « On ne peut pas le faire sur le plan non officiel, comme l'a fait M. Mikoïan », a-t-il dit. C'est donc qu'il y a une mesure pour lui et une autre pour moi. *(Animation dans la salle.)*

Voilà une conclusion bien inattendue. Cela ressemble plutôt à une discrimination. *(Rires dans la salle.)* Les uns

peuvent jouir de droits communs pour tous, tandis que les autres en sont privés.

Que l'on me comprenne bien. Je ne m'apprête nullement à demander un visa pour ce voyage. Nous avons suffisamment à faire. J'ai d'autre part beaucoup d'invitations, et c'est à peine si je trouve le temps pour en profiter. Il s'agit donc non du désir de me rendre aux Etats-Unis, mais d'autre chose et, notamment, du droit des gens. *(Animation. Applaudissements.)* Je n'arrive pas à comprendre pour quels méfaits le président me prive de la possibilité de profiter de ce qui est accordé à ceux qui reçoivent le droit de visiter ce pays. *(Rires dans la salle.)*

Quant à nous, Soviétiques, nous traitons ces questions d'une autre manière. Nous sommes contents quand des hommes politiques et des touristes d'autres pays viennent nous voir.

On a vu s'établir ces dernières années une excellente pratique de voyages de délégations, de parlementaires et de touristes américains en Union Soviétique et de citoyens soviétiques aux Etats-Unis. Il faut s'en féliciter. Notre peuple accueille avec hospitalité les Américains, et le peuple américain reçoit très amicalement nos citoyens. Cela s'est manifesté surtout lors du voyage du camarade Mikoïan en Amérique. Et si Monsieur le président se décidait à venir dans notre pays, il y serait accueilli avec une franche hospitalité par notre gouvernement comme par le peuple soviétique. *(Applaudissements prolongés.)* Il pourrait se faire accompagner par n'importe qui, tous seraient des hôtes bien venus. Que Monsieur le président consulte la carte de l'Union Soviétique et choisisse les régions de notre pays qu'il voudrait visiter. Notre pays est vaste, on y trouve beaucoup de lieux intéressants, beaucoup de choses à voir. Il est certain qu'une telle visite serait utile pour nos deux pays et serait approuvée par les peuples des U.S.A. et de l'Union Soviétique. Et nous faisons cette proposition sans exiger la réciprocité: nous ne voulons imposer nos visites à personne. *(Animation dans la salle. Applaudissements.)*

Nous estimons que les rencontres et les entretiens, les visites réciproques d'hommes d'Etat et de personnalités contribuent à l'amélioration des rapports entre les Etats, à la création d'une atmosphère qui réchauffe l'âme des gens et rend possible de vivre sans crainte pour l'avenir, pour exclure la guerre et assurer la coexistence pacifique. (*Applaudissements.*)

Les peuples ne veulent pas la « guerre froide ». Il n'y a donc aucune raison de conserver toutes sortes de « nœuds » dans les relations internationales. Il faut les défaire. J'ai en vue tout d'abord la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne, le règlement de la question de Berlin. Si ces questions sont tranchées conformément à nos propositions, aucune des deux parties n'en tirera d'avantage matériel, mais par contre, des conditions seront créées pour mettre fin à la « guerre froide », pour le règlement des questions du désarmement, pour l'établissement de relations entre les Etats qui excluraient la guerre comme moyen de règlement des questions litigieuses.

Le Secrétaire d'Etat Dulles déclare que les Etats-Unis ne peuvent pas faire de concessions dans les pourparlers avec l'Union Soviétique, que s'ils cédaient, cela ne conduirait pas à la liquidation de la « guerre froide », mais » à la victoire de l'Union Soviétique dans cette « guerre ». Nous pouvons répliquer à M. Dulles : nous ne demandons pas que quelqu'un nous cède quelque chose, mais nous voulons la compréhension mutuelle, nous voulons que des concessions soient faites au bon sens. L'Union Soviétique ne veut pas de victoire dans la « guerre froide », ni pour soi ni pour les U.S.A. D'ailleurs il est impossible en général de gagner la « guerre froide ». Et cependant, elle constitue un danger pour tous. Si l'on suppose que l'Union Soviétique tire des avantages de la « guerre froide » et que les Etats-Unis y perdent, il n'y aura pas de terme à la « guerre froide », car les Etats-Unis voudront, par compensation, poursuivre leur politique.

Si l'on pense à un gain quelconque, la « guerre froide »

n'aura pas de fin et, ce qui est encore pire, elle se transformera en conflit militaire. Les gouvernements doivent faire preuve de volonté pour cesser la « guerre froide », et nous devons avant tout parvenir à comprendre que nous vivons sur une seule et même planète dont les dimensions sont assez limitées, dans les conditions actuelles du développement de la technique, et que de ce fait il faut être prudent et tout faire pour assurer la coexistence pacifique.

Nous ne désirons qu'une chose : la fin rapide de la « guerre froide ». Et si vous en éprouvez un si vif désir, Monsieur Dulles, nous sommes même prêts à reconnaître votre « victoire » dans cette « guerre » dont les peuples n'ont nul besoin, mais mettez-y fin promptement. *(Animation dans la salle. Applaudissements.)*

Il faut écarter de notre chemin tout ce qui empêche la coexistence pacifique des Etats aux systèmes sociaux différents. Lorsqu'une botte par trop étroite serre et frotte le pied du soldat, l'empêchant de marcher au pas, il lui faut se rechausser et parfois même changer de chaussures.

En politique on doit agir de même, écarter tout ce qui envenime la situation internationale et empêche la coexistence pacifique. Aujourd'hui, cet empêchement, c'est la politique de réarmement de l'Allemagne occidentale. La proposition de l'Union Soviétique de conclure un traité de paix avec l'Allemagne a fourni à Dulles le prétexte d'affirmer que l'Union Soviétique tenait à remporter la victoire dans la « guerre froide ». Mais qui donc gagne et qui perd à la conclusion du traité de paix ? Y gagnent tous ceux qui sont intéressés à la garantie de la paix, et y perdent ceux qui ne veulent pas la paix. Par conséquent, le traité de paix n'est pas une manœuvre dans la « guerre froide », mais la cause commune des peuples. Nous n'aurions pas été offensés et nous n'aurions pas soupçonné les Etats-Unis de calculs intéressés s'ils nous avaient devancés dans la préparation du projet de traité de paix, tout comme nous ne nous serions pas mis à rechercher des prétextes pour nous dérober aux pourparlers.

L'Union Soviétique a fait preuve d'initiative en avançant son propre projet de traité de paix avec l'Allemagne. Si les Etats-Unis ont des observations à y faire ou des souhaits à formuler qu'ils pensent devoir être reflétés dans le traité, personne ne les empêche d'exposer leurs considérations. C'est bien pour cela que l'on propose de convoquer une conférence de paix.

C'est pourquoi nous invitons les hommes d'Etat des U.S.A. et des autres pays occidentaux à estimer à leur valeur les propositions soviétiques visant la consolidation de la paix.

Prenons, par exemple, la question de Berlin-Ouest. Dulles dit : on ne peut pas livrer Berlin-Ouest. La question se pose : la livrer à qui ? Les propositions soviétiques demandent-elles donc de livrer Berlin-Ouest ?

Si Berlin-Ouest n'était pas un foyer d'inquiétude et de conflits au cœur de la République démocratique allemande, il n'y aurait pas de question de Berlin. Mais aujourd'hui la situation de Berlin-Ouest est telle qu'il faut s'attendre à toutes sortes de désagréments. On peut la comparer à une mèche allumée dans une poudrière ou bien à une bombe à retardement dont le mécanisme peut provoquer l'explosion à tout instant. Pourquoi perpétuer une telle situation ? Ne vaut-il pas mieux éteindre la mèche, enlever la bombe ? Il serait difficile de trouver une autre solution qui répondrait aux intérêts des deux Etats allemands et qui, en même temps, ne causerait pas de tort aux autres Etats intéressés. Actuellement, la solution peut être la transformation de Berlin-Ouest en ville libre. Cette décision ne touche pas au mode de vie établi dans la ville, et, si l'on prend les garanties appropriées, exclut la possibilité d'une ingérence du dehors dans ses affaires intérieures.

C'est pourquoi nous sommes disposés à participer avec les Etats-Unis, l'Angleterre et la France à l'élaboration de dispositions qui garantiraient le développement normal de Berlin-Ouest, les rapports de cette ville avec tous les pays avec lesquels elle désirerait en avoir, ainsi que l'accès

de ces pays à la ville libre. Nous sommes aussi d'accord pour que l'Organisation des Nations Unies participe au contrôle du statut de la ville libre, et nous sommes prêts à discuter de la forme sous laquelle elle peut être associée à cette œuvre. Certes, la République démocratique allemande devra prendra part à l'élaboration de ces propositions et à leur solution puisque Berlin se trouve sur son territoire. A notre avis, la transformation de Berlin-Ouest en ville libre démilitarisée créera des conditions pour le règlement des autres questions litigieuses et contribuera à assurer la sécurité en Europe et par conséquent dans le monde entier.

Je me répète, peut-être, mais c'est une question à laquelle il nous faudra revenir plus d'une fois, tant que nous n'aurons pas obtenu que les parties intéressées comprennent tout le sérieux de la situation, réfléchissent à quoi peut conduire le maintien de cette situation et arrivent à une juste compréhension de la question. L'Union Soviétique n'affaiblira pas ses efforts pour atteindre le but fixé. (*Applaudissements prolongés.*)

Permettez-moi, camarades, de lancer de la tribune de notre Congrès un appel au peuple allemand d'appuyer les propositions tendant à la consolidation de la paix en Europe et de la sécurité des peuples. (*Vifs applaudissements.*)

A deux reprises au cours de ces cinquante dernières années, l'impérialisme allemand a précipité le peuple allemand dans le tourbillon sanglant de la guerre mondiale. Les peuples de nombreux pays ont été entraînés dans ces guerres. Mais ce sont les peuples de notre pays et le peuple allemand qui ont le plus souffert. Que de sang et de larmes ont été versés, quelles terribles destructions ont dévasté nos pays !

Hitler a préparé et déclenché la deuxième guerre mondiale avec le concours de la propagande nationaliste et chauvine. Il s'est appliqué à inculquer aux Allemands l'idée que l'Allemagne primait sur les autres, que les Allemands étaient une race de maîtres, que l'Allemagne avait besoin d'élargir son « espace vital », ni plus ni moins que jusqu'à l'Oural. Chacun sait comment se sont terminées les campagnes mili-

taires d'Hitler. Les Allemands ont causé de grandes calamités aux peuples d'Europe, mais ils ont été battus à plate couture. Aujourd'hui, en Allemagne occidentale, les politiciens les plus agressifs veulent malheureusement suivre le sillage de Hitler. Sans doute les leçons de l'histoire ne leur ont-elles rien enseigné, et voudraient-ils, pour la troisième fois, tenter d'entraîner le peuple allemand dans une guerre annexionniste.

Les meneurs impérialistes sont aveuglés par leur haine des peuples des pays socialistes qui développent avec succès leur économie et leur culture, élèvent leur bien-être. Ils veulent arrêter l'histoire, la faire marcher à rebours, en s'appuyant avant tout sur les Allemands. Mais alors qu'il existe des armes atomiques et à hydrogène et des fusées, ces tentatives seraient une folie qui conduirait à leur perte non seulement des millions d'hommes, mais des nations et des Etats entiers. En même temps, la participation de l'Allemagne occidentale à une agression contre les Etats socialistes la placerait immanquablement dans une situation où le premier coup et l'explosion d'une partie considérable des armes nucléaires accumulées se produiraient sur le sol allemand.

Nous exprimons l'espoir que les ouvriers, les paysans, les intellectuels allemands, ainsi que les dirigeants des partis de l'Allemagne de l'Ouest, les hommes d'Etat de la République fédérale allemande finiront par comprendre la responsabilité qui leur incombe dans l'orientation que suivra l'Allemagne occidentale : vers le maintien des foyers de conflits militaires entre les peuples, ou bien vers la liquidation de ces foyers, afin de frayer la voie à l'établissement de relations amicales entre les Etats, indépendamment de leur régime social.

Le peuple allemand, laborieux et plein de talent, a donné au monde beaucoup d'illustres penseurs et de grands savants, des poètes et des musiciens remarquables, il a créé une industrie puissante et il s'assure un niveau de vie élevé ; tout cela il l'a atteint sans annexer les territoires d'au-

trui, comme l'y incitaient Hitler et Gœbbels. Cela ne prouve-t-il pas que l'avenir du peuple allemand réside dans le labeur pacifique, et non pas sur les champs de bataille ? Et si l'on parvient à liquider la tension existante, si le gouvernement de la R.F.A. contribue au développement des rapports économiques avec l'Union Soviétique, la République populaire de Chine et les autres pays socialistes, avec tous les pays du monde, le peuple allemand pourra encore mieux employer ses forces. Il pourra élever son économie, assurer son mieux-être et multiplier les richesses matérielles et spirituelles de sa nation.

Malheureusement, le chancelier d'Allemagne occidentale, M. Adenauer, regarde du côté opposé, il mise sur la continuation de la « guerre froide » et de la politique « des situations de force ». Vous vous trouvez, Monsieur le chancelier, au bord d'une rivière, une ligne à la main, et attendez que le poisson morde à l'hameçon, mais il s'agit d'un poisson qui n'a jamais habité cette rivière. (*Rires dans la salle. Applaudissements.*) N'est-il pas temps de rejeter ces rêves irréalisables ?

M. Adenauer déclare que la République fédérale allemande ne consentira pas à coopérer avec l'Union Soviétique si notre pays ne paye pas pour cette coopération. Il ne faut pas, M. le chancelier, envisager la politique à la manière d'un épicier. Nous n'avons rien à payer, nous n'avons point de dette envers vous. Nous voudrions que vous preniez conscience que pour la R.F.A., il ne peut y avoir de politique raisonnable en dehors de la coopération pacifique avec ses voisins aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, que ni seul, ni avec vos alliés, vous n'êtes capable de liquider le régime socialiste en Allemagne orientale. (*Vifs applaudissements.*)

Les Allemands de l'Est ne veulent pas retourner à leur ancienne vie. Nous comprenons très bien leurs intérêts, nous avons appuyé et nous appuierons la République démocratique allemande. Il serait logique d'admettre qu'à leur tour, les Allemands de l'Est estiment, en principe, qu'il serait juste de liquider le régime existant en Allemagne occidentale.

Mais une telle manière de poser la question est irréelle, car les changements sociaux sont effectués par les peuples eux-mêmes, et il ne peut y être question d'aucune vente et d'aucun achat.

Il faut se placer sur le terrain d'une politique réaliste, qui corresponde au moment historique donné. Si l'on ne comprend pas cela, si l'on n'avance que par inertie, si l'on ne sent pas le rythme et les pulsations de la vie, des millions d'hommes pourront en souffrir. Nous sommes prêts à entendre vos propositions. Si elles sont raisonnables, nous consentirons à examiner autour d'une table vos propositions aussi bien que les nôtres, afin de trouver une base réciproquement acceptable pour un accord, et de le signer.

Mais si vous posez la condition de liquider la R.D.A. et de l'absorber, de liquider les conquêtes sociales des travailleurs de la République démocratique allemande, nous ne pouvons pas même discuter de telles conditions. Si nous le faisions, nous assumerions des fonctions qui ne sont pas de notre ressort, car ce serait une ingérence dans les affaires d'autrui.

Chaque peuple doit décider lui-même du régime social qui lui convient, et c'est à lui de choisir le moment qu'il juge opportun. Nous n'objectons pas non plus contre les élections dites libres, dont on parle tant dans les pays d'Occident, si les Allemands des deux Etats allemands consentent à organiser de telles élections, mais sans ingérence d'une tierce partie. On peut bien supposer que dans un certain temps les Allemands voudront organiser des élections libres, afin de liquider le régime capitaliste en Allemagne occidentale. Le chancelier Adenauer n'admet probablement pas cette idée, mais une telle variante est possible. (*Applaudissements.*) Cependant, c'est l'affaire des Allemands eux-mêmes.

A propos, quelques mots sur les élections libres. Les milieux gouvernementaux des puissances occidentales conçoivent ces élections à leur propre manière. On sait que la conférence de Genève de 1954 avait abouti à un accord sur

l'organisation d'élections libres au Sud-Vietnam et au Vietnam du Nord, en vue d'assurer la réunification pacifique du pays. Cependant, ces élections ont été sapées par le gouvernement fantoche du Sud-Vietnam, avec l'appui des Etats-Unis.

Camarades, à présent je voudrais m'arrêter sur une question qui est, à notre avis, l'une des questions internationales les plus importantes. J'ai en vue l'abandon des essais d'armes atomiques et thermonucléaires.

L'été dernier, les experts ont tenu à Genève une conférence sur le sujet suivant: comment détecter les explosions nucléaires, comment s'assurer que l'accord sur la cessation des essais nucléaires, s'il est conclu, sera observé rigoureusement par tous ses signataires ? Les résultats de cette conférence ont confirmé entièrement le point de vue de l'Union Soviétique, d'après lequel il est parfaitement possible de détecter n'importe quelle expérience nucléaire, quel que soit le lieu où elle est effectuée. Les spécialistes les plus compétents, y compris les experts soviétiques, américains et britanniques, ont élaboré des recommandations concrètes sur le système de contrôle pour détecter les explosions des bombes A et H.

Le travail fructueux des experts nous avait réjouis. Le gouvernement soviétique a approuvé totalement la conclusion et les recommandations, adoptées à l'unanimité par les participants à la conférence de Genève. Nous avions l'impression que nous pouvions conclure facilement et sans atermoiements avec les Etats-Unis et l'Angleterre un accord sur l'abandon définitif des expériences d'armes nucléaires.

A notre regret, il en fut tout autrement. Voilà déjà plus de trois mois que siègent à Genève les représentants des gouvernements de l'Union Soviétique, des U.S.A. et d'Angleterre qui se sont réunis pour élaborer et conclure un traité sur l'arrêt des expériences. Mais l'affaire ne progresse pas. A en juger par la marche de ces pourparlers, nos partenaires se sont posé, probablement, pour objectif de ne pas admettre un accord.

Sur quoi est-ce que je me base pour tirer cette conclusion ? Sur beaucoup de raisons.

Tout d'abord, les Etats-Unis, avec l'appui total de l'Angleterre, ont essayé d'anéantir en réalité les résultats utiles obtenus par la conférence des experts. Le gouvernement américain, qui avait approuvé au début les conclusions des experts, est intervenu soudain avec une déclaration disant qu'il y avait « de nouvelles données » comme quoi il était beaucoup plus difficile de détecter les explosions nucléaires souterraines qu'on ne le pensait auparavant. Or, en réalité, c'est justement le contraire : plus on va, plus il est facile de détecter des exploisions nucléaires de toutes sortes, car la technique se perfectionne sans cesse.

Nous avons l'impression que toute cette histoire avec la révision des recommandations des experts a été entreprise dans le seul but d'empêcher la conclusion d'un accord sur la cessation des essais d'armes atomiques et thermonucléaires.

Il faut également tirer la conclusion que les exigences formulées par les U.S.A. et l'Angleterre lors de la discussion sur la création d'un système de contrôle de l'abandon des expériences poursuivent le même objectif.

Mais que veulent-ils ? Jugez-en vous-mêmes. Ils voudraient que les postes pour la détection des explosions que l'on se propose de fonder soient desservis exclusivement par un personnel étranger, que les inspecteurs étrangers puissent se déplacer librement à travers tout le territoire des pays signataires du traité. Ils voudraient encore que la commission de contrôle à laquelle seront subordonnés tous ces postes et inspecteurs, puisse, à l'aide de la majorité mécanique des voix des représentants des pays occidentaux, imposer des décisions préjudiciables aux intérêts de la sécurité de l'Union Soviétique.

Mais on pourrait se demander en quoi cela se distingue, par exemple, de la proposition du président Eisenhower de fournir aux Américains la possibilité de survoler en toute liberté le territoire de l'U.R.S.S. et de le photographier ? Ou bien prenons le fameux « plan Baruch » qui prévoyait, en

fait, l'établissement d'un contrôle des monopoles américains sur la fabrication des matières fissiles atomiques dans tous les pays, y compris l'U.R.S.S. On sait que ces propositions ont été repoussées. Aujourd'hui également, nous repoussons les propositions de ce genre, car nous ne pouvons admettre d'atteinte à la sécurité et à la souveraineté du pays des Soviets. Nous ne consentirons jamais à cela. Satisfaire des prétentions de ce genre, que formulent à Genève les délégations des U.S.A. et d'Angleterre, signifierait consentir à l'organisation sur notre territoire d'un véritable réseau de services secrets des puissances de l'Occident.

On pourra dire qu'en soumettant leurs propositions, les Etats-Unis et l'Angleterre admettent la création d'un système de contrôle analogue sur leur propre territoire. C'est peut-être vrai, mais nous n'avons nul besoin d'explorer leur territoire, car nous ne poursuivons pas d'objectifs de guerre. Nous ne possédons pas de bases militaires autour des Etats-Unis, ni au Mexique, ni au Canada, ni dans les autres pays voisins des Etats-Unis.

En général, l'Union Soviétique n'a pas de bases militaires en territoire étranger, car nous estimons que l'installation de telles bases, surtout à une grande distance du territoire national, n'est rien d'autre qu'une préparation à la guerre, à l'agression. Ayant entouré notre pays de leurs bases militaires, les puissances de l'Occident voudraient maintenant créer sur notre territoire des bases pour leurs services de renseignements, obtenir le droit de survoler le territoire soviétique, afin d'avoir la possibilité, à l'aide de ces renseignements, de choisir le mieux le moment pour mettre en action leurs bases militaires contre notre pays. Elles voudraient même que nous leur prêtions assistance dans la réalisation de ces projets. Mais n'est-ce pas trop vouloir?! *(Animation dans la salle. Applaudissements.)*

Si les dirigeants d'un Etat se soucient des intérêts de leur pays, de la sécurité de leur peuple, s'ils sont sains d'esprit, peuvent-ils accepter de telles exigences? Ce serait un crime devant la Patrie.

Nous qualifions de telles exigences, formulées à notre égard par les puissances de l'Occident, de mauvaises intentions envers l'Union Soviétique. Si les Occidentaux disent qu'ils n'ont point de mauvaises intentions, je leur conseillerais d'abandonner leurs exigences, de ne pas se permettre d'actes qui suscitent nos soupçons.

Nous sommes d'accord que la cessation des essais nucléaires doit être soumise au contrôle nécessaire. L'Union Soviétique a présenté elle-même à l'actuelle conférence de Genève des propositions sur ce contrôle. Mais nous ne tolérerons pas que les puissances occidentales, en se camouflant derrière le contrôle, violent la souveraineté de notre pays. Si les U.S.A. et l'Angleterre renoncent à leurs exigences déraisonnables, l'Union Soviétique est prête à assurer toutes les conditions pour le travail efficace des postes de contrôle avec participation de représentants étrangers, pour l'installation de l'équipement et son fonctionnement normal.

On sait qu'à l'heure actuelle, alors que le contrôle international n'existe pas, les explosions nucléaires, effectuées par l'Union Soviétique, les U.S.A. ou l'Angleterre, ne passent jamais inaperçues. Cela étant, les explosions réalisées, disons, aux Etats-Unis, sont décelées par les appareils de contrôle installés en territoire de l'U.R.S.S. tandis que nos explosions sont détectées en Amérique. Maintenant, il s'agit de créer un vaste réseau de postes de contrôle pour détecter les explosions dans les limites du pays où ces postes seront installés. Mais les puissances de l'Occident exigent encore d'autres enquêtes inattendues, revendiquent pour leurs inspecteurs le droit de se déplacer sans obstacle aucun sur tout le territoire de l'U.R.S.S.

N'est-il pas clair que le dirigeant d'un tel système de contrôle deviendrait un chef de services de renseignements ? Il pourra toujours déclarer qu'il soupçonne qu'une explosion s'est produite dans telle ou telle région qui l'intéresse, et envoyer une expédition spéciale pour explorer cette région. Il est clair pour tout homme politique et dirigeant d'Etat, même le moins expérimenté, à quoi cela aboutirait. Ceci abou-

tirait à un très mauvais résultat : l'aggravation des rapports entre les participants au traité.

Nous n'exigeons pas pour nous une situation exclusive quelconque. La seule chose que nous voulons, c'est des conditions authentiquement égales avec les puissances de l'Occident. Quant aux Etats-Unis et à l'Angleterre, c'est-à-dire au bloc militariste de l'O.T.A.N., ils voudraient obtenir des avantages unilatéraux pour eux, au détriment des intérêts de l'Union Soviétique.

Le degré de l'ampleur du contrôle réciproque est corollaire du degré de confiance qui existe dans les rapports entre puissances. Plus la confiance règne, et plus il est facile de s'entendre sur un vaste contrôle. Certes, en présence d'une confiance absolue, il n'y aura nul besoin de contrôle.

Est-il admissible de prétendre à un contrôle illimité, lorsque de nombreuses bases militaires de l'O.T.A.N. existent toujours autour de l'Union Soviétique, lorsque les participants aux blocs militaires d'agression — l'O.T.A.N., le pacte de Bagdad et autres — échafaudés par les U.S.A. et l'Angleterre, soumettent à des restrictions même les rapports commerciaux ordinaires avec l'Union Soviétique et les autres pays socialistes? On nous reproche d'utiliser, soi-disant, le commerce à des fins politiques, tandis qu'en réalité ce sont précisément les Etats-Unis qui ont abandonné presque totalement le commerce avec les pays du socialisme, et ceci exclusivement pour des raisons politiques. Or, leurs intérêts économiques exigent le développement du commerce, et les milieux d'affaires des pays de l'Occident se prononcent pour celui-ci.

Voilà, camarades, où nous en sommes, en ce qui concerne les pourparlers sur l'abandon des essais d'armes atomiques et thermonucléaires. En formulant des propositions manifestement inacceptables, nos partenaires aux entretiens de Genève voudraient, probablement, éliminer en douce la solution de ce problème, comme ils l'ont déjà fait dans la question de l'attaque-surprise, dont ils ont, en fait, enterré

le règlement. Ils se proposent, vraisemblablement, de faire traîner aussi les choses en longueur à la conférence sur l'abandon des essais, et ceci jusqu'à un certain moment, pour préparer l'opinion publique à l'échec des pourparlers, et saboter ensuite définitivement la solution de ce problème majeur.

Je serais très heureux si mes prévisions à ce sujet s'avéraient vaines. Pour ce qui est de l'Union Soviétique, je tiens à confirmer une fois de plus notre désir d'aboutir au plus vite à un accord sur la cessation des essais nucléaires. Nous sommes prêts à signer à tout moment un traité sur cette question, qui serait basé sur des conditions raisonnables et assurerait le contrôle indispensable sur les explosions.

Camarades, les interventions des délégués au Congrès, ainsi que les discours des dirigeants des délégations des partis communistes et ouvriers frères, ont mis en évidence notre unanimité et notre solidarité internationale, l'unité de nos vues sur tous les problèmes du mouvement communiste et ouvrier international. Confirmant la justesse des thèses de la Déclaration de la Conférence des partis communistes et ouvriers, tous ceux qui ont pris la parole à ce Congrès notaient l'unité et la cohésion sur la base du marxisme-léninisme des partis frères, la lutte résolue qu'ils livrent au revisionnisme, comme le plus grand danger actuel.

Il est significatif que le travail de notre congrès accueilli avec intérêt et approbation par le mouvement communiste international et toute l'opinion progressiste, s'est heurté à la réaction irritée des revisionnistes yougoslaves. On a vu paraître dans la presse yougoslave des articles qui tentent de justifier, d'une manière bien maladroite, la politique des revisionnistes, de dissimuler au peuple de la Yougoslavie le désir de l'Union Soviétique de collaborer avec ce pays, de défigurer la situation réelle des rapports entre la Yougoslavie et les pays socialistes. Par leur politique revisionniste, les dirigeants yougoslaves aident à désunir les forces révolutionnaires de la classe ouvrière en lutte pour les intérêts vitaux des travailleurs.

Les dirigeants yougoslaves ne peuvent trouver aucune réponse sérieuse à nos remarques sur les effets de leur politique revisionniste. Conscients de la faiblesse de leurs positions, ils recourent à leur méthode favorite : aux déclarations démagogiques sur la soi-disant ingérence de l'Union Soviétique dans leurs affaires intérieures. Mais c'est une pure calomnie. Il est notoire que nous nous tenons fermement sur nos positions de non-ingérence dans les affaires des pays et des partis étrangers. A notre Congrès, nous l'avons confirmé une fois de plus de la manière la plus catégorique.

Mais voyez seulement à quels tours malpropres et provocateurs recourent maintenant les revisionnistes yougoslaves afin d'entamer l'unité des pays socialistes. Comme on l'a dit dans le rapport, les revisionnistes yougoslaves inventent toutes sortes de mensonges sur les soi-disant désaccords entre le P.C.U.S. et le Parti communiste de Chine. Ces derniers jours, ils sont allés encore plus loin et, apparemment pour donner à leurs élucubrations une allure plus véridique, ils firent appel au « témoin impartial » et spécialiste des questions des « désaccords entre l'U.R.S.S. et la République populaire chinoise », le sénateur américain Hubert Humphrey. (*Animation dans la salle.*) L'on sait que ce sénateur a récemment visité l'Union Soviétique, et j'ai eu un entretien avec lui. Dans l'espoir de faire sensation sans doute, Humphrey, dans ses déclarations et articles, a multiplié les contes. Par exemple, il a apporté au président Eisenhower un « message spécial du gouvernement soviétique » (qui n'a évidemment jamais existé) ou encore il a dit que je lui avais communiqué deux secrets particulièrement importants. Comme si je ne pouvais trouver de meilleur partenaire que M. Humphrey pour lui confier des secrets. *(Animation dans la salle.)* La riche imagination du sénateur s'est surtout déchaînée quand il commença à improviser sur les rapports entre l'Union Soviétique et la République populaire chinoise. Sur ce point-là, il a laissé loin en arrière même le fameux baron Munchhausen.

Et voilà que les revisionnistes yougoslaves invoquent le témoignage de ce menteur notoire. L'idée même que j'aurais pu me laisser aller à des confidences devant un homme qui se vante lui-même d'avoir un stage de 20 ans de lutte anticommuniste ne peut que faire rire. Toute personne qui s'y connaît un peu en politique (je ne dis même pas en marxisme-léninisme) comprendra qu'un entretien confidentiel sur les questions de la politique des partis communistes et de nos rapports avec nos meilleurs amis, les dirigeants du Parti communiste de Chine, est impensable avec M. Humphrey.

Il faut croire que les affaires des revisionnistes yougoslaves vont mal pour qu'ils ramassent de telles absurdités.

Je me rappelle à ce propos les crieurs délurés qui vendaient en Russie tsariste les feuilles boulevardières. Il arrivait d'en voir qui couraient par la rue en vociférant :

— Sensation ! Une femme a accouché d'une fillette moustachue!... *(Rires dans la salle.)*

Naturellement le passant naïf se jetait sur la feuille, cherchait fébrilement l'entrefilet en question, mais ne trouvait rien de semblable. Or, le crieur n'en avait cure : la feuille était vendue, et c'est tout ce qu'il voulait. *(Animation dans la salle.)*

Je pense que le sénateur Humphrey et les colporteurs yougoslaves de ses mensonges rappellent jusqu'à un certain point ces crieurs de journaux.

Les dirigeants yougoslaves réagissent avec une irritation extrême lorsqu'on parle du bas niveau de vie des travailleurs dans leur pays.

Après le rapport au congrès, la presse yougoslave a tenté de démentir les renseignements qu'il fournissait sur le niveau de vie des travailleurs en Yougoslavie. Mais les faits sont tenaces. Nous pourrions citer bien d'autres données confirmant que le niveau de vie des travailleurs yougoslaves n'est aucunement en progrès.

L'on sait, par exemple, qu'il n'y a pas si longtemps, la Yougoslavie a vu une nouvelle et importante hausse des

prix des articles de consommation courante et des services publics. Il est vrai que les salaires ont été élevés en même temps, mais sans compenser pour cela la hausse des prix. C'est donc que le niveau de vie de la population a encore baissé. Or, dans les pays du camp socialiste, le standard de vie des masses populaires s'élève constamment. Ce sont des faits que personne ne peut nier.

A ceux qui, trichant avec la statistique, tentent de faire croire que le niveau de vie des travailleurs yougoslaves est élevé, on peut dire : demandez au peuple lui-même comment il apprécie d'après sa propre expérience son niveau matériel. Est-il en hausse ou en baisse ? Et s'il est en hausse, comment est cette dernière comparée à l'élévation du standard de vie dans les pays du camp socialiste ? La réponse sera nette et claire. Nous ne pouvons qu'exprimer notre sympathie aux peuples de la Yougoslavie, dont le niveau d'existence retarde réellement sur celui des pays socialistes. C'est eux qui payent la politique de leurs dirigeants.

Attendu que la presse yougoslave a tu les sentiments d'amitié exprimés à notre Congrès pour les travailleurs de la Yougoslavie, je peux déclarer une fois de plus que nous portons une amitié sincère aux peuples frères de la Yougoslavie et aux communistes yougoslaves qui se sont conduits en héros dans la clandestinité et le maquis. L'Union Soviétique recherchera toujours la collaboration avec la Yougoslavie sur le plan des activités gouvernementales, dans les questions de la lutte contre l'impérialisme et pour la paix, ainsi que sur tous les autres problèmes où nous aurons des attitudes identiques.

Telles sont les questions de la vie internationale que j'ai cru utile de mentionner dans mon discours de clôture. (*Applaudissements.*)

Camarades, le XXI[e] Congrès adopte un programme grandiose d'édification communiste. De grandes réalisations attendent notre parti, notre héroïque peuple soviétique. L'accomplissement du plan septennal portera notre pays à une hauteur telle que personne ne pourra plus mettre en doute

les immenses avantages du communisme sur le capitalisme sénile. (*Applaudissements prolongés.*)

Tous, nous sommes justement fiers de la génération qui, sous la conduite de l'immortel Lénine, en surmontant des difficultés incroyables, a créé notre glorieux Parti communiste ; de la génération qui a accompli, sous sa direction, la Grande Révolution socialiste d'Octobre, ouvrant ainsi une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité. (*Vifs applaudissements.*) Nous sommes fiers de la génération qui a posé les fondations et bâti l'édifice majestueux du socialisme. (*Vifs applaudissements.*) C'est à nos contemporains qu'il incombe de réaliser le plus beau rêve de l'humanité : la construction de la société communiste, la plus juste des sociétés sur la terre. (*Vifs applaudissements.*)

Les siècles passeront, mais la gloire de notre grande époque de construction du socialisme et du communisme restera à jamais ! (*Vifs applaudissements prolongés.*)

En avant, camarades ! Marchons dans la voie de Lénine vers le triomphe du communisme ! (*Vifs applaudissements prolongés qui tournent en ovation. L'assistance se lève.*)